BIBLIOTHÈQUE SOCIOLOGIQUE. — N° 41

JEAN GRAVE

Réformes, Révolution

PARIS. — Ier
P.-V. STOCK, ÉDITEUR
(Ancienne Librairie TRESSE & STOCK)
155, RUE SAINT-HONORÉ, 155
—
1909
Tous droits réservés.

JEAN GRAVE
Réformes,
Révolution

PRIX :
3 fr. 50

PARIS. — Ier
P.-V. STOCK
ÉDITEUR
—
1909

Réformes, Révolution

L'auteur et l'éditeur déclarent réserver tous leurs droits de reproduction et de traduction pour tous les pays, y compris la Suède et la Norvège.

Cet ouvrage a été déposé au Ministère de l'Intérieur (section de la librairie) en Octobre 1909.

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

SOCIOLOGIE :

La Société Mourante et l'Anarchie, (1893). Publié aussi en Espagnol, Portugais, Hollandais, Russe et Anglais.

La Sociéte future, (1895). Publié aussi en Espagnol, Portugais, Russe, Hollandais, Anglais, Grec et Serbe.

L'Individu et la Société, (1897).

L'Anarchie, son but, ses moyens, (1899).

ROMANS :

La grande Famille, (1895.)

Malfaiteurs, (1903). Publié aussi en Hollandais.

CONTES POUR ENFANTS :

Les Aventures de Nono, (1901). Illust. de Herman-Paul, Charpentier, Luce etc. Publié aussi en Espagnol.

Terre Libre, (1908.) Illust. de M. H. T. Publié aussi en Espagnol.

THÉATRE :

Responsabilités ! (1904.) Publié aussi en Italien.

BIBLIOTHÈQUE SOCIOLOGIQUE. — N° 41

JEAN GRAVE

Réformes, Révolution

PARIS. — Ier
P.-V. STOCK, ÉDITEUR
(Ancienne Librairie TRESSE & STOCK)
155, RUE SAINT-HONORÉ, 155

1910
Tous droits réservés.

Il a été tiré à part :

neuf exemplaires sur papier de Hollande numérotés et paraphés par l'éditeur.

RÉFORMES, RÉVOLUTION

I

RÉFORMES ET RÉVOLUTION

Les réformes, duperie électorale. — Dans le programme socialiste, les réformes se substituent à l'idée révolutionnaire. — Erreur de tactique des anarchistes. — La révolution n'est pas un but, mais un moyen. — Nécessité d'améliorations immédiates. — Le salariat empêche la libération de l'individu. — La classe-tampon. — La lutte de tous les jours rappelle aux anarchistes qu'il n'y a pas d'absolu. — La difficulté de garder la juste mesure. — Complexité de chaque problème. — La pierre de touche des idées. — Parlementarisme et action directe. — L'effet des réformes ne peut être que temporaire.

Réformes ! Révolution ! deux termes qui, dans l'esprit de beaucoup, ont été longtemps exclusifs l'un de l'autre. Du premier, les défenseurs

de l'ordre social actuel, se font un drapeau pour mieux nier le second. Et les politiciens qui se déguisent sous l'épithète de socialistes! se prévalent de plus en plus de la conquête des réformes illusoires nouvellement inscrites à leur programme, pour oublier les revendications qu'ils formulaient alors qu'ils n'étaient pas encore un parti politique et se proclamaient révolutionnaires avant tout.

Et nous autres, anarchistes, — il faut bien le reconnaître, — nous les avons longtemps repoussées en bloc, en haine de ceux qui les présentaient comme un remède social, sans comprendre que quelques-unes d'elles, entraîneraient toujours la masse.

C'est que, lorsque les anarchistes se séparèrent des socialistes, ce fut surtout sur la question du suffrage universel, et par ce que c'était par la voie du parlementarisme que les politiciens prétendaient faire appliquer leurs remèdes au malaise social.

Pour justifier leur participation à la comédie parlementaire, ceux qui prétendaient être socialistes — et l'avaient été jusque-là — commencèrent à donner trop d'importance aux réformes. Au lieu de les considérer pour

ce qu'elles sont, c'est-à-dire une amélioration temporaire à la situation présente, ils en étaient arrivés à en faire le but de la lutte.

La transformation complète de l'état économique ne devenait plus, chez eux, qu'une simple phraséologie de réunions publiques, dont la réalisation, reléguée à l'arrière-plan de leurs préoccupations, était renvoyée à une époque vague, indéfinie, et incertaine.

La transformation sociale qui, pour tout révolutionnaire, doit être l'œuvre des intéressés, lorsqu'ils auront compris leur force, l'exploitation dont ils sont victimes, et la place à laquelle ils ont droit dans l'humanité, ne devait plus découler que de l'œuvre parlementaire.

Les anarchistes emportés par l'ardeur de la lutte, exaspérés de voir que les socialistes prenaient pour but principal ce qui n'est, et ne doit être qu'un épisode de la lutte ; faible minorité dans le parti socialiste dont ils se détachaient ; ayant à formuler leurs propres idées qui existaient, en leur cerveau, plutôt à l'état d'aspirations que de théories nettement définies, furent entraînés à nier non seulement l'efficacité des réformes pour transformer

l'état social présent, mais même toute valeur momentanée ou de circonstance.

Et plus les socialistes vantaient l'efficacité des réformes qu'ils préconisaient, plus les anarchistes s'acharnaient à démontrer que c'était perdre son temps de courir après une réforme qui, une fois réalisée, serait vite anihilée de par le jeu des institutions économiques, forcés, que l'on serait, d'en réclamer de nouvelles à bref délai pour suppléer à l'insuffisance de celles précédemment obtenues, ou même pour pallier leurs mauvais effets. — Et les arguments, ne manquaient pas ; car, en définitive, c'est la vérité pour presque toutes. Le jeu des institutions politiques et économiques étant ainsi organisé, que les bénificiaires de l'ordre social actuel sauront toujours tourner à leur profit tout changement qui laisse intact leur droit d'exploitation.

Et les anarchistes ayant à combattre, et la société bourgeoise qui sentait en eux ses réels ennemis, et les pseudo-socialistes qui, sous couleur de transformation sociale, ne visaient qu'à se faire faire une place dans l'exploitation gouvernementale, en égarant les travailleurs à la poursuite de conquêtes illusoires,

restèrent, ainsi, longtemps éloignés du mouvement ouvrier qui restait la proie des politiciens.

Car, s'il est exact, au sens absolu, que toute réforme qui n'attaque pas le principe même de l'exploitation de l'homme par l'homme, peut-être anihilée, et même se retourner contre ceux pour qui elle est promulguée, par le fait que, dans l'état social actuel, celui qui a de l'argent finit toujours par être le maître — tant que ses exploités ne feront pas bloc contre lui, — il n'en est pas moins vrai que la révolution tout en étant l'arme suprême qui terminera le différent, ne peut être un but.

La force des choses l'imposera, elle ne peut pas être un idéal, car elle doit être provoquée par un changement dans les idées, dans les besoins, dans les aspirations des individus, elle ne peut en être le facteur.

Et, en attendant qu'elle se fasse, il y a la vie de tous les jours, avec toutes ses misères, comme ses joies, avec ses luttes de tous les instants, aussi bien pour obtenir un avantage léger que pour défendre celui qui est

acquis, qui veut que l'on ne se désintéresse pas de l'état présent pour un avenir éloigné et incertain. D'autant plus, qu'une transformation plus grande ne peut être que la somme d'améliorations plus petites, obtenues peu à peu.

Telle est, par exemple, la défense des salaires contre la diminution que les patrons ont toujours tendance à opérer, ou leur augmentation sous la pression des besoins nouveaux qui se font jour, ou du renchérissement des conditions d'existence.

Telle est la réduction des heures de travail qui, elle, reste bien une véritable conquête pour l'individu et ne peut pas lui rester indifférente sous prétexte qu'il viendra un jour — Quand ? il l'ignore — où il pourra travailler comme il l'entendra, n'ayant plus de maîtres.

Il n'en reste pas moins évident que, arrivât-il à doubler son salaire, tout en réduisant ses heures de présence à l'atelier, tant que le système économique qui nous régit ne sera pas changé, l'ouvrier restera le serf exploité.

Prisonnier d'un milieu où il est difficile d'évoluer, où les classes sans être délimitées, n'en sont pas moins antagoniques ; où, à moins de chances exceptionnelles, — ou l'absence complète de tout scrupule — l'exploité restera toujours exploité, le travailleur y sera toujours dans une situation d'infériorité économique qui lui interdira constamment la satisfaction intégrale de tous ses besoins, l'entravera dans le développement de sa personnalité, le forcera à laisser à l'état de possibilités, des facultés qu'une situation meilleure lui aurait permis de développer.

Le système du salariat en tarifiant chaque effort, en évaluant en monnaie la production humaine, enferme celui qui travaille dans un cercle de fer qu'il ne peut briser, en ne lui donnant, en échange de son travail, que de quoi satisfaire un minimum de besoins.

Arrivât-il à faire progresser sans cesse son salaire, à faire réduire ses heures de travail, il y a une limite, qu'avec le système actuel il ne peut dépasser, sans que le renchérissement des conditions d'existence ne viennent aussitôt anihiler l'augmentation de la main-d'œuvre. L'ouvrier peut bien allonger sa chaîne de quel-

ques maillons, il n'en est pas moins prisonnier.

Certes, il y a, dans l'état social, des situations privilégiées qui font, de quelques salariés, des individus qui peuvent vivre comme des capitalistes. Il faut, entre les exploiteurs et les exploités, la classe-tampon qui amortit les chocs trop rudes. Il faut bien faire espérer à ceux qui sont en bas qu'ils peuvent un jour monter en haut. L'espérance de prendre, un jour, place parmi les maîtres, fait supporter plus patiemment d'être esclave.

Mais, que de temps à autre, un exploité prenne place parmi les exploiteurs, l'état social n'en est pas changé, et il ne changera que lorsque les moyens de production étant enlevés à la minorité qui s'en sert pour exploiter la grande masse des producteurs, ils seront mis aux mains de ceux-là seuls qui peuvent les mettre eux-même en œuvre.

Transformation qu'aucune réforme amiable n'arrivera à opérer.

Mais l'isolement des anarchistes ne pouvait durer. La lutte de tous les jours devait les en

faire sortir. On ne vit pas d'absolu, du reste.

Si les théories anarchistes avaient séduits quelques bourgeois et littérateurs, qui n'y virent surtout que matière à belles phrases et justification de leur aristocratisme intellectuel, les véritables propagandistes furent surtout des ouvriers et il leur était impossible de se désintéresser longtemps de la lutte menée par leurs camarades d'atelier. Lutte leur démontrant que, tout en travaillant à la réalisation d'un état social où chaque être pourra satisfaire tous ses besoins, développer toutes ses facultés, se rendre indépendant, autant que la nature humaine peut échapper aux influences qui déterminent son action, il y a, à côté de cette œuvre de longue haleine, une autre œuvre de tous les jours qui consiste à défendre ce que l'on a pu arracher, à tenter d'arracher par morceau ce que l'on ne peut arracher en bloc.

La lutte pour la vie vint les arracher à l'abstraction, et à leur faire comprendre qu'il ne faut pas s'enfermer dans les formules, qu'il n'y a, du reste, pas d'absolu, mais des contingences qui se modifient avec la vie, tous les jours, à chaque instant, et dont il faut te-

nir compte lorsqu'on ne veut pas tomber dans le rêve.

Ici, il est vrai, il y a un autre danger, c'est de se laisser influencer par les conditions présentes et de perdre de vue le but définitif. Cela est si exact que nombre d'anarchistes, très ardents autrefois, lancés dans les mouvements à côté, ont fini par ne plus voir que la réussite de cette petite transformation partielle perdant complètement de vue la transformation sociale complète.

Il est dans la nature humaine, par réaction, d'aller toujours aux extrêmes ; très peu savent garder la juste mesure. Il faut une certaine pratique de l'étude pour savoir envisager une question sous toutes les faces, en tous ses rapports, avec toutes ses contingences. Et encore, je crois bien qu'il n'existe pas de cerveau philosophique assez vaste pour embrasser — je ne dirais pas chaque question, il est certain que ce cerveau n'existe pas, mais — une question dans toute son ampleur.

Car chaque question tenant à une foule d'autres questions, cela exige une foule de connaissances que la spécialisation des individus leur empêche d'acquérir.

Ce n'est qu'à force d'être discutée, par l'un et par l'autre, à force d'avoir été tournée et retournée, que l'on finit par l'envisager, à peu près, avec ses pour et ses contres.

Cependant, pour guider notre action, il reste un guide infaillible, c'est le but final auquel nous tendons : l'abolition du salariat, de la monnaie, la remise des moyens de production aux mains des producteurs.

En ayant les yeux toujours fixés sur ce but à atteindre, nous sommes à même de juger de la valeur des moyens qui se présentent à nous pour y arriver, de comprendre s'ils ont une valeur définitive ou transitoire, s'ils sont une accommodation à l'ordre de choses existant, ou peuvent nous aider à y faire brèche.

C'est pour avoir perdu le but final de vue que les socialistes de l'heure présente sont devenus une simple copie des radicaux bourgeois, malgré toute leur phraséologie révolutionnaire et socialiste.

Mais si l'expérience, la réflexion, et la force des choses amenèrent la plupart des anarchistes à envisager les réformes sous un as-

pect négatif moins absolu, il y a cependant un point sur lequel ils n'ont pas varié, c'est sur la façon de les obtenir.

Les socialistes — comme les défenseurs de la propriété individuelle, — veulent lutter, pour l'obtention de chaque réforme, par l'envoi au parlement de députés chargés d'y porter les revendications de leurs commettants, et d'amener ledit parlement à transformer ces revendications en lois devant donner satisfaction aux intérêts les plus contradictoires.

Nous aurons au cours de ce volume à voir plus longuement quelle illusion grossière se cache sous cette tactique ; je me borne ici à noter les différences.

Les anarchistes, eux, sont convaincus que la loi n'est efficace que là où elle est d'accord avec l'état d'esprit de la moyenne de ceux en faveur de qui elle doit être appliquée.

Par conséquent, disent-ils, au lieu de perdre son temps dans des campagnes électorales où les questions de personne l'emportent toujours sur les idées, il est bien plus pratique de créer, parmi les intéressés, l'état d'esprit qui leur fera comprendre la nécessité de la réforme préconisée, et les amènera à agir, directement,

par eux-mêmes, en l'exigeant, ou en l'imposant, par leur action concertée, à leurs exploiteurs, sans perdre leur temps à compliquer les choses, en portant ces questions dans l'arène politique où il faut d'abord lutter pour avoir la majorité dans un parti, pour que ce parti lutte à son tour pour l'imposer aux autres partis, et ensuite, la réforme une fois passée dans le code en revenir à ce que ceux qui doivent en bénéficier, soient forcé de lutter pour que leurs maîtres économiques veuillent bien respecter la loi nouvelle. Sans compter tout ce qu'elle aura perdu en efficacité par les tripatouillages que les partis politiques auront fait subir à la dite réforme avant d'arriver à la codifier, et par ce que la « jurisprudence » saura en tirer.

Non pas que j'accorde aux réformes, imposées par l'action directe des intéressés, plus de valeur transformatrice qu'aux réformes obtenues par voie parlementaire. Si les réclamations devaient se borner à un simple changement dans la façon d'exploiter, l'ordre social n'en serait pas changé.

Il ne le sera que lorsque les moyens de pro-

duction feront retour aux mains de ceux qui les mettent directement en œuvre, et ce changement ne se fera que par une lutte qui aura un tout autre caractère que celles nécessitées pour l'obtention de simples adoucissements.

Mais puisqu'il est dans la nature humaine de n'avoir recours au seul remède efficace qu'après avoir épuisé, d'abord, les remèdes de bonne femme de son entourage, comme le cerveau ne procède que par étape, et que, tout en essayant de hâter son évolution, il faut bien la suivre; puisque comme nous l'avons constaté plus haut, on ne peut pas demander aux hommes de l'heure présente, de se désintéresser des avantages, si minces soient-ils, qu'ils peuvent obtenir, pour attendre une transformation sociale qui ne se réalisera que pour leurs descendants, c'est gagner du temps et hâter l'évolution, en leur apprenant à ne se fier à personne pour réaliser ce qu'ils demandent, et en leur faisant comprendre que l'on n'est jamais si bien servi que par soi-même.

C'est gagner du temps, et c'est aussi leur apprendre ce que peuvent la volonté, l'énergie et la cohésion, lorsqu'on sait les employer; et combien frêle, en réalité, est le rempart que

la bourgeoisie dresse contre leur émancipation, elle qui ne tire sa force que de leur éparpillement et de leur ignorance.

Tout coup porté à l'édifice économique, ne peut que l'ébranler. Le travailleur en usant de ses forces apprendra à s'en servir ; en apprenant à faire plier ses maîtres devant ses réclamations, il saura, le moment venu, son éducation faite, formuler les transformations qui l'émanciperont définitivement, économiquement et politiquement.

II

DÉVELOPPEMENTS DIVERGENTS

Contradiction apparente entre le développement moral et les faits. — Le Sultan-Rouge et le Tzar-Pendeur. — Les guerres coloniales. — Progrès apparents de l'Etat et du Parlementarisme dans l'ordre des faits. — Leur déchéance dans l'évolution de l'idée. — L'individu prisonnier du milieu économique. — Evolution de la morale. — Puissance des préjugés. — La Révolution-fétiche. — De la théorie à la pratique. — Ce sont les victimes de l'Etat qui font sa puissance. — La liberté agit, ne se décrète pas. — C'est l'individu seul qui peut se libérer. — Multiplicité des groupements d'action. — Décentralisation. — Initiative.

Une chose qui étonne et désespère quelques-uns — lorsqu'on compare le développement intellectuel et moral (théorique) de notre époque avec les faits qui s'accomplissent journellement — c'est de voir que ces derniers

sont, le plus souvent, un complet démenti au premier, et que l'évolution matérielle se fait comme si elle ne tenait aucun compte de l'évolution intellectuelle.

Si nos aspirations morales, intellectuelles, semblent dénoter une humanité qui tend à s'élever, à s'ennoblir, à se perfectionner, il semble, au contraire, par les actes collectifs, que nous laissons accomplir en notre nom, sans protester le plus souvent, que nous regressons vers les périodes barbares.

Ainsi, pour prendre le cas le plus frappant, la question de la guerre, le respect de la vie humaine : si, de tous temps, il y eut des voix pour proclamer les douceurs de la paix, les bienfaits de la fraternité, l'horreur des combats et des massacres, aucune époque, je crois, plus que la nôtre, n'a fourni pareils monceaux de littérature démontrant l'injustice des conflits entre nations, leurs mauvais effets sur le vainqueur et le vaincu.

Jamais on n'a flétri si durement ces brigandages. Jamais ne s'élevèrent si nombreuses les voix contre cette survivance de la barba-

rie. Sans compter les ligues pour la paix, contre les armements, etc.

Et cependant le fléau de la guerre s'étend plus que jamais! La vie humaine, comme aux époques les plus barbares, semble ne compter pour rien dans les calculs de ceux qui nous dirigent. La guerre sévit partout. Les fusils partent tout seuls lorsque les grèves menacent de devenir tumultueuses. Les journaux sont pleins des récits de rôdeurs chourinant des promeneurs, sans autre mobile que la vanité de démontrer qu'ils sont des « costeaux » [1].

Aux portes de l'Europe nous avons pu, pendant plusieurs années, assister au massacre de la population arménienne, mené systématiquement par ce monomane de l'autocratie — que l'on a flétri du nom de « Sultan-Rouge », — sans que la conscience publique, se soit soulevée, le massacreur étant protégé par la diplomatie russe qui opérait de même chez elle sur les Juifs. Les politiciens français laissant

1. A noter, cependant, ici, qu'il y a une campagne policière de presse, exagérant, transformant la rixe la plus anodine en assassinat, afin de justifier une extension de la police.

faire, pour ne pas s'aliéner leur allié — celui que l'histoire flétrira du nom de Tzar-Sanglant, et aussi de fourbe; car nul ne sut davantage faire étalage de sentiments pacifiques, pour organiser le massacre.

On a laissé écraser le peuple crétois qui s'était soulevé pour reconquérir son indépendance, sans que l'on se soit aperçu de sa tentative. Ou, du moins, si. Comme la grande banque y avait des intérêts d'engagés — n'étant pas étrangère au soulèvement — les nations européennes intervinrent... contre les insurgés.

Nous n'avons pas de guerre continentale. Chaque nation, quelle que soit son envie d'écraser ses concurrentes, a une peur trop forte de « l'inconnu » que recélerait une guerre chez elle ou à ses portes.

Mais comme leur système économique est basé sur la fraude et la violence, comme leurs gouvernements ne se maintiennent que par la violence, ce qui les force à entretenir des armées qu'il faut bien faire agir pour justifier leur maintien;

Comme la misère que le système capitaliste fait peser sur les producteurs empêche ces derniers de consommer les produits de leur activité, c'est dans les pays éloignés que l'on a déversé le fléau de la guerre ; c'est aux races, dites retardataires, que l'on a pensé pour vendre les culottes que l'on refuse à ceux qui les fabriquèrent. C'est à coups de canon et de fusil que l'on « ouvre des débouchés ».

L'Europe et l'Amérique se sont ainsi jetées dans les guerres coloniales, espérant atténuer la misère qui les ronge, enrayer la débâcle qui les menace.

Et cela au mépris de la justice la plus élémentaire, sous les prétextes les plus absurdes, sans se donner la peine de masquer la déloyauté.

Ce que deviennent conquérants et conquis dans ces campagnes de brigandage, l'on peut s'en rendre compte par la divulgation que, de temps à autre, la presse quotidienne est forcée d'apporter sous la poussée des témoignages qui s'accumulent, mais ne nous donnant que les plus criants, ceux qu'il est impossible de cacher : Villages décimés, nègres mutilés sous prétexte qu'ils n'ont pas rempli

la tâche assignée; les vainqueurs tuant et martyrisant par sadisme.

C'est en Afrique, surtout, qu'en ce moment la race blanche donne la mesure de cruauté et de détraquement cérébral qu'elle peut atteindre. Français, Allemands, Belges et Anglais, à ce sujet, n'ont rien à se reprocher mutuellement.

A notre époque qui se vante de tolérance, d'humanitarisme, de respect de la liberté individuelle ou nationale, fleurissent la mauvaise foi, les dénis de justice, la barbarie la plus abjecte de la part de ceux qui se prétendent civilisés, sans que la masse des individus s'attarde à ces fadaises. Ce qui se passe si loin de nous ne peut nous intéresser !

Et encore, faut-il que cela se passe si loin ? A l'heure actuelle, en Europe même, un peuple s'est soulevé pour réclamer les minces libertés que possèdent tous les peuples européens, nos républicains français, qui se réclament de la révolution qui voulait affranchir tous les peuples, se rangent du côté de la bande de forbans qui dominent et terrorisent ce peuple par les massacres et la déportation, et s'em-

pressent de souscrire aux emprunts qui doivent faciliter au bourreau son œuvre de répression. Les républicains suisses, fidèles à leurs traditions de plats laquais des tyrans, lui livrent ceux qui se sont fiés à la légende menteuse de terre d'asile aux persécutés.

Si nous passons à un autre ordre d'idées, de l'émancipation individuelle, par exemple, nous pouvons constater que, en littérature, en arts, en science, tout tend à proclamer l'affranchissement intégral de la personnalité humaine.

A part les renards de la politique, pour qui réfléchit sainement, l'idéal serait d'arriver à un état social où l'individu pourrait évoluer en la pleine expansion de ses virtualités, développer ses aptitudes, ses tendances, agrandir son cerveau selon ses possibilités, sans aucune entrave extérieure.

Le respect de la liberté des autres n'étant pas une diminution de la liberté « individuelle » mais son complément et sa garantie, c'est à un état social harmonique, n'ayant pas d'autorité, fonctionnant par la seule li-

berté, que tendent les aspirations de notre époque.

Encore ici, si nous passons aux faits, nous constatons que l'Etat acquiert tous les jours une influence plus désastreuse, la bureaucratie poussant ses tentacules jusque dans la vie intime des individus, l'administration devenant de plus en plus inquisitrice, tracassière, arrogante, omnipotente, la police envahissant toute la vie sociale.

Et, ce qui est pis, les individus, la plupart du temps, ne faisant rien pour y résister, n'essayant même pas de se soustraire aux droits de plus en plus grands que l'Etat s'arroge sur eux, acceptant passivement son ingérence envahissant chaque jour un coin nouveau de leur vie.

Si nous étudions le parlementarisme, nous verrons qu'il a atteint le point le plus culminant de l'abjection et du mépris. A l'heure actuelle être politicien n'est pas aussi méprisé que le métier de cambrioleur ou de souteneur, mais on y arrive à grands pas.

On sait que le mensonge, la vénalité, la

concussion sont les armes nécessaires pour réussir en politique. Et, cependant, lorsque le besoin d'une amélioration se fait sentir, c'est encore vers le parlement que se tournent tous les espoirs. C'est de la grâce efficace de la loi qu'on attend la réalisation de ses aspirations. Un siècle de centralisation a tellement émasculé les énergies que l'on n'est plus capable d'aucune action propre, d'aucune initiative, on attend patiemment, pendant des générations, que la Providence-Etat veuille bien accorder ce qu'un peu de cohésion, d'initiative et de volonté pourrait réaliser en quelques années.

Et lorsque revient chaque bataille électorale, les gens se précipitent aux urnes pour nommer celui qui leur paraît le plus avancé. Non pas qu'ils espèrent en la réalisation de ses promesses — ils n'ont plus une très grande foi en les promesses électorales, mais parce que l'on subit la pression de la bande de sous-requins qui ont attaché leur fortune à celle du candidat, se glissant dans les comités électoraux, afin que l'élu fasse pleuvoir sur eux la manne électorale.

Et l'électeur emboîte le pas, sous prétexte

qu'il faut bien empêcher les réactionnaires de s'emparer du pouvoir que leur livrerait l'abstention. Dans sa simplicité, Panurge-Electeur n'a pu encore arriver à comprendre que les gouvernements, — le plus réactionnaire comme le plus révolutionnaire — ne peuvent accomplir que ce que l'opinion publique leur permet d'oser. Et que cette dernière a, dans la vie journalière, mille moyens plus efficaces que le suffrage universel pour se manifester et imposer sa volonté :

Où l'on peut constater cette déchéance du parlementarisme, c'est dans les congrès ouvriers, dans les organisations syndicales, où l'on s'empresse de rejeter la politique de la lutte journalière. Et cependant, sitôt que se déclare une grève, le plus souvent les politiciens parviennent à s'y introduire, à s'y faire écouter, à s'en faire un tremplin, que, le plus souvent, les grévistes paient de leur défaite.

Cela tient, il est vrai, à une foule de causes à côté : Le député est connu. Il peut se présenter, et parler d'abondance là où d'autres moins, ou pas connus, ne réussiraient pas à se

faire écouter. Le député voyage aux frais de la princesse, et peut se déplacer quand et comme il veut. En face des autorités le député en est une autre, et, sans s'en rendre bien compte, les grévistes escomptent son influence en cas de lutte.

Et puis, encore, il y a la force des situations acquises qui en imposent toujours aux individus, même lorsqu'ils se croient dégagés de toute influence. A plus forte raison, à ceux qui commencent à peine à discuter les préjugés sociaux.

A constater l'hiatus énorme qui existe entre la pensée et les faits, on serait tenté de se décourager en pensant que les progrès que l'on croit réalisés ne sont qu'apparents, qu'au fond l'homme est toujours la bête féroce qu'il a été en certains temps primitifs ; qu'il n'a fait qu'y ajouter un peu d'hypocrisie pour pallier ses méfaits.

Je ne dirais pas, avec je ne sais plus quel écrivain classique, « que c'est un hommage à la vertu que de se croire obligé de donner des mobiles honnêtes à des actions qui ne le sont

pas » ; mais, en fait, exprimer des sentiments élevés implique que l'on est en état de les comprendre, et que l'on est un peu honteux de ceux qui vous déterminent. Si l'écart est grand entre la façon d'agir et celle de concevoir les choses, cela tient à une foule de causes, dont la principale est la mauvaise organisation sociale qui tend à rendre ennemis les hommes, et non à en faire des êtres solidaires.

Avant tout, l'homme est un être qui se sent le besoin de vivre, de se développer, de se reproduire. Tout autre être qui prend la place qu'il convoite, agrippe le morceau de pain sur lequel il comptait pour assouvir sa faim, est un ennemi à détruire. Mais, une fois repu, les sentiments affectueux peuvent se développer. C'est ce qui fait que, malgré la société qui perpétue la rivalité entre ses membres, l'esprit de solidarité a pu se développer. En théorie plus qu'en pratique, sans doute, mais assez pour qu'il commence à s'imposer. C'est à ceux qui en ont compris toute la valeur sociale de travailler à sa réalisation dans les faits.

L'état social est-il né du besoin de solidari-

ser ses efforts ? ou plutôt de l'asservissement des faibles par les forts ? Voilà qui est fort difficile à démêler. En tout cas, lorsque l'homme s'associa à son semblable, il était encore trop près de l'animalité, — si même il en était sorti — pour que l'idée de justice, telle que nous la comprenons, pût se faire jour dans la horde primitive.

« Voler la femme du voisin, c'est bien ; me voler ma femme, c'est mal », voilà l'idéal de justice qui pouvait se faire jour chez le primitif. C'est de ce point de départ que s'est faite l'évolution morale autour de laquelle s'est basée l'organisation sociale, que ce sont faites les lois pour sa défense, que s'est constituée l'autorité qui s'en est arrogé la sanction, et qui, lorsqu'elle fut assise, se mit à ridiculiser et par surplus traquer, persécuter, emprisonner, torturer, pendre, brûler ou décapiter ceux qui voulurent modifier ses conceptions enfantines de la morale et de la justice.

Si on ajoute à cela que les idées les plus hardies peuvent bien se faire jour dans quelques cerveaux, mais qu'il faut qu'elles mûrissent lentement avant d'être acceptées par un petit nombre, et ne plus être regardées comme

des paradoxes, ou l'apanage d'un esprit « original » on comprend l'immensité de temps qu'il leur faut avant de se transformer en actes de la vie courante d'un certain nombre.

Et cela se comprend. L'individu a à lutter contre les préjugés, les idées reçues, qu'il loge inconsciemment en sa cervelle, et dont il ne se débarrasse que très lentement, au cours de la vie, au choc des faits. Son cerveau tend bien à l'élever, mais l'organisation sociale pèse de tout son poids sur ses actes et l'empêche d'agir comme il voudrait; il y a son entourage qui le combat, pour lequel, le plus souvent, il est forcé de se plier aux conditions existantes, afin de lui assurer les moyens d'existence, et tout son passé, enfin, qui l'englue encore à la fange d'où veut le tirer sa pensée. Et comme le passé a des attaches plus solides que l'idée qui ne fait que de naître, il est le plus fort, et, le plus souvent, les individus agissent d'une façon, tout en pensant d'une autre.

Puis, il faut bien le reconnaître, il faut avoir mûri une idée, l'avoir portée longtemps en soi avant qu'elle devienne un besoin d'agir,

— à moins d'agir par emballement, alors ça ne dure pas. — Une idée vous séduit d'abord comme aspiration, comme idéal ; ce n'est que peu à peu qu'elle s'empare des individus, les pénètre comme un besoin, et devient enfin, à son tour, motrice d'actes.

L'énorme différence qui existe entre les progrès réalisés par l'esprit et leur lenteur à passer dans les faits tient encore à ceci, c'est que des siècles d'autorité, de coërcition, d'éducation religieuse ou laïque, mais toujours dogmatique, prêchant à l'individu l'obéissance et la subordination aux puissances célestes ou terrestres, ont fini par briser complètement, chez la plupart, le sentiment de l'individualité, le ressort de l'initiative.

A quoi bon user ses forces inutilement, pauvre pygmée, alors qu'il existe des puissances qui n'ont qu'un signe à faire pour que ce qui vous paraît le plus irréalisable soit immédiatement accompli, et accepté même par ceux qui s'en défendent le plus !

Au lieu d'user notre vie si courte, en efforts

quasi-stériles pour faire accepter notre idée par une dizaine de nos semblables, peut-être, prions donc la sainte autorité de bien vouloir prendre en main la réalisation de nos aspirations !

Cela paraît si facile de faire inscrire un nouvel article de loi dans l'amas de ceux existant déjà ! Il y a tant de candidats qui vous promettent de n'être au Parlement que vos plats serviteurs. Si on essayait ?

Il y a aussi les féticheurs de la Révolution, qui contribuent à ancrer cette idée qu'il n'y a qu'un coup de force à opérer, pour que, du jour au lendemain soit instaurée la société idyllique de nos rêves.

Pour les uns, ce vocable, Révolution, répond à tout. Faisons la Révolution, et tout sera pour le mieux.

Pour d'autres, la Révolution, c'est la conquête du pouvoir ; c'est renverser ceux qui le détiennent pour mettre à leur place des individus dévoués à l'humanité qui décréteront le bonheur universel.

Seulement, par malheur, lorsqu'un change-

ment de ministère ou une révolution leur apporte le pouvoir entre les mains, ils s'aperçoivent avec terreur qu'aucun individu n'a la même conception du bonheur ; que ce qui délecte les uns est fort désagréable aux autres et qu'il n'est en la puissance de personne de contenter tout le monde... et son père.

D'autre part, comme leur révolutionnarisme n'est fait que de formules, de jactance et de beaucoup d'ignorance ; aux prises avec les difficultés, ils perdent la tête. Montés au pouvoir avec — ou sans — la conviction de faire quelque chose, ils entendent surtout y rester. Prisonniers de l'ordre social qu'ils avaient juré de bouleverser, ils finissent par devenir plus réactionnaires que ceux auxquels ils se sont substitués.

C'est très facile de s'emballer soi-même en risquant les affirmations les plus violentes du haut de la tribune, au milieu d'un auditoire sympathique, ou en écrivant au coin de son feu, ou d'une table de café, l'article fulgurant qui fera se pâmer d'aise, le lecteur-gogo qui, n'aimant pas à se creuser la tête, trop

paresseux pour tenter quoi que ce soit par un effort personnel, aime, le matin, en ouvrant son journal, trouver la besogne toute faite, se délecter au massacre — par phrases truculentes — d'une demi-douzaine de capitalistes, de prêtres ou d'officiers.

Les arguments réclamant une attention dont cette sorte de lecteurs ne sont pas capables, le raisonnement brouillant le peu de cervelle qu'ils ont, ils aiment à se repaître d'affirmations d'autant plus absolues qu'ils sont incapables de se faire une idée eux-mêmes. Les opinions toutes faites les ravissent d'aise.

Chaque degré d'opinion a ses lecteurs pour *Petit Journal*.

Aussi, autre chose est-ce de passer de la théorie à la pratique, lorsque toute une organisation sociale vous enserre de toutes parts. Ce que nos féticheurs s'imaginent être de l'action, c'est être intempérants de langage ; mais lorsqu'ils se trouvent aux prises avec l'action véritable, ils s'aperçoivent alors, avec terreur, que l'on ne fait pas le bonheur des gens malgré eux.

Leurs affirmations les plus anodines leur semblent des monstres lorsqu'il faut mettre leurs principes en application. Comme leur intransigeance était surtout faite du désir de plaire à l'auditeur bénévole dont les applaudissements leur chatouillaient agréablement l'épiderme, au lecteur candide qui assure le tirage du canard, et surtout à ce bon électeur-gobeur qui doit vous mener au Parlement, point de départ de toute bonne fortune politique, c'est contre eux que le féticheur se retourne lorsque, naïfs, ils s'insurgent pour le forcer à réaliser les promesses d'antan, il vous les font fusiller aussi désinvoltement que le ferait un Morny ou un Saint-Arnaud.

Tout cela est très bien, dira-t-on, mais que conclure de cela ?

Constater le mal, n'est-ce pas, déjà, le commencement du remède ? Si vous connaissez les causes qui l'engendrent, vous savez où il faut l'attaquer.

L'Etat ne prend autant d'extension que parce que nous croyons trop à sa toute-puissance, et que nous l'armons contre nous, à

chaque instant, en lui demandant de se substituer en notre lieu et place, pour accomplir ce qu'un peu d'initiative de la part des individus leur permettrait d'exécuter d'une façon beaucoup plus libérale, et moins coûteuse.

Mais comme l'Etat n'a pour mission que d'assurer la jouissance de ceux qui en détiennent la force, il se sert des armes que nous lui fournissons pour étendre ses attributions, augmenter ses prérogatives, et étouffer les réclamations de ceux dont le rôle consiste à produire pour ceux qu'il protège.

Il faut donc démontrer aux individus que l'Etat le plus puissant n'a de force, que celle qu'il tire d'eux, qu'il ne sera rien du jour où l'individu se décidera à vouloir être lui-même, et agir par lui-même.

Nous voulons réaliser un état social où toutes les aspirations puissent évoluer librement. Il faut donc que les individus se mettent bien dans la tête que ce qui répond à leur idéal de bonheur peut-être parfaitement intolérable pour d'autres! Que, par conséquent, la réalisa-

tion de ce qu'ils désirent ne peut pas se faire par lois et majorités, mais en essayant soi-même de réaliser dans son coin, dans son milieu, autour de soi, les idées qui vous sont chères, sans attendre une majorité pour les imposer.

Ce dont il faut bien se convaincre encore, c'est que la liberté ne se débite pas par tranches : elle est, ou n'est pas ; la liberté pour tous ne peut être complète que si chacun respecte la liberté des autres, la liberté de chacun n'ayant d'autre limite que lorsqu'elle entrave celle d'un autre. Conflit qui doit s'arranger à l'amiable, et non par la force.

Ce qu'il faut apprendre, c'est que l'affranchissement individuel ne peut être l'œuvre d'aucune puissance terrestre ou imaginaire, mais l'œuvre de l'individu lui-même qui, à chaque instant de sa vie, doit lutter pour résister aux empiétements de l'Etat ou ressaisir ce qui lui a été enlevé.

Mais un individu qui voudrait résister seul au milieu de la foule serait bientôt écrasé.

D'autre part, vouloir grouper les hommes sous un programme général, ce serait les vouer à la dislocation lorsqu'il s'agirait de passer à l'action.

Il y a cependant un moyen d'éviter ces deux extrêmes. Si les individus ont des conceptions différentes qui les séparent, ils en ont de communes qui les rapprochent. S'il leur est impossible d'être d'accord sur chacun de leurs modes d'activité, pourquoi ne se solidariseraient-ils pas, avec ceux qui pensent de même sur un point particulier, bien défini, pour le mode d'action sur lequel ils sont d'accord.

C'est l'application, dans la lutte, du mode de groupement que nous imaginons pour la société que nous désirons.

Du reste, ce n'est pas à une seule forme de groupement que nous marchons, mais à autant de formes qu'il peut y avoir de conceptions, de mobiles incitant à agir.

Ne se grouper qu'avec les individus avec lesquels on est absolument d'accord, et pour le seul point sur lequel on est d'accord, voilà le seul groupement fécond. C'est peut-être la mort des partis ; c'est le commencement de l'affirmation de la liberté individuelle.

Comme je le disais en commençant, nous nous trouvons en présence de la tendance éta-

tiste qui, tous les jours, pousse quelque tentacule nouveau, restreignant chaque jour la liberté de l'individu, et la tendance, toute intellectuelle jusqu'à présent, à libérer l'individu de l'emprise étatiste.

Pour empêcher le développement de la première, il faut que la seconde cesse d'être une simple spéculation subjective, et devienne un besoin véritable, demandant à s'affirmer, non par des phrases, mais par des actes.

Pour cela, il faut que l'individu reprenne conscience de soi-même, et se débarrasse des habitudes de passivité et d'espérance en des forces inconnues qu'il doit à des siècles d'oppression, et d'éducation autoritaire et dogmatique.

Or, pour résister à l'autorité, pour transformer l'état social, qui l'opprime, en une société harmonique où il pourra évoluer librement, l'individu a été tiraillé par deux courants opposés qui, jusqu'ici, ont été opposés l'un à l'autre.

Nous aurons à voir au cours de ce travail si, au contraire, ils ne se complètent pas l'un l'autre.

III

LA FORCE ET LE DROIT

La loi n'est que la raison du plus fort. — La lutte pour le pouvoir. — Légalité, masque de la force. — L'Etat ne peut agir qu'en vue de sauvegarder ce qui existe. — L'ouvrier qui réclame ne peut être qu'un perturbateur. — La force de l'argent. — Les grèves à coup d'argent. — L'arme des ouvriers. — L'inextensibilité des réformes dans l'état social actuel. — Cette inextensibilité justifie l'intransigeance ouvrière. — C'est toujours à ceux qui n'ont rien qu'on rogne la part. — La foi au pouvoir tutélaire s'éteint.

Chaque fois que le gouvernement intervient dans un conflit entre travailleurs et employeurs, on connaît l'antienne : « C'est pour assurer l'ordre, garantir la liberté, faire respecter la loi », que les travailleurs en habit de mascarade sont lancés contre les travail-

leurs en cotte ou blouse, désireux d'obtenir quelque amélioration partielle à leur sort.

Et cela suffit pour que, même pour certains travailleurs, la défaveur soit jetée sur ceux qui, ne se payant pas de mots, rejetant les fictions, essaient de renverser le Droit d'aujourd'hui, pour établir celui de demain.

Car cette fameuse légalité que les gouvernants ont pour devoir de faire respecter, n'a jamais été que la raison du plus fort. Il n'y a de droit que celui qui sait se faire respecter. La légalité n'a de sanction que la force.

Est-ce que toute notre histoire politique n'en est pas la preuve ?

Aux temps primitifs de la royauté, la loi, c'était le bon plaisir du monarque — lorsqu'il était assez fort pour l'imposer à ses vassaux. — Plus tard, pour assurer sa domination, il dut faire quelques concessions, créer un Parlement, qui était censé défendre les intérêts des sujets, mais qui fut toujours à la dévotion du pouvoir, ne s'insurgeant contre la volonté royale que lorsqu'il s'agissait de défendre quelque intérêt de caste, ou acquérir quelque nouveau privilège ; car il est naturel à tout

organisme de se développer aux dépens du milieu où il prit naissance.

Et c'est ainsi que la bourgeoisie ayant crû en force, en intelligence, en richesses, culbuta la royauté — après l'avoir aidée à restreindre les privilèges de la féodalité — et créa une nouvelle légalité.

L'Empire la renversa pour en créer une à son profit, mais dut, lui aussi, céder la place à un retour offensif de la royauté qui, à son tour, recéda la place à la bourgeoisie qui se réinstalla au pouvoir avec la monarchie de Juillet, etc., etc., je ne suis pas en train de faire un cours d'histoire.

On objectera, sans doute, que toutes ces légalités différèrent peu les unes des autres, et qu'en définitive, la loi resta toujours la même : favorable à ceux qui détenaient la richesse et le pouvoir, dure, implacable, impitoyable et oppressive à ceux qui ne possédaient rien.

C'est que, à travers les âges, à travers les luttes politiques, il n'y a jamais eu, en réalité, qu'un seul conflit : la lutte de ceux qui vivent de l'exploitation des masses, et de ceux qui veulent en vivre. Le pouvoir politique étant

la meilleure arme de défense des privilèges, il est fatal que ceux qui se sont enrichis dans le trafic, l'agiotage, le pressurage de leurs esclaves, entendent l'enlever aux classes, aux formes d'exploitation vétustes. C'est pourquoi les révolutions politiques passées, tout en s'opérant sur des étiquettes, plutôt que sur des formes de gouvernement, ne furent, en réalité, que l'accession au gouvernement, d'une classe enrichie, la bourgeoisie, au détriment d'une classe ruinée, la noblesse.

Si la loi restait sans force pour la sanctionner, ce serait une arme ébréchée; la force seule serait également impuissante à donner de la stabilité à un état social qui repose sur l'exploitation du grand nombre. Pour permettre aux nantis de digérer en paix, il a fallu persuader aux volés que leur exploitation était légitime, inévitable, que leur situation ne pouvait s'améliorer que lentement et graduellement, sous peine de perdre les trésors acquis de civilisation.

Et en associant la loi et la force, on a réussi à en faire deux étais solides, s'aidant mutuellement dans leur œuvre. Lorsque l'idée religieuse vint s'y ajouter ce fut parfait,

Et voilà pourquoi chaque caste a lutté pour s'emparer du pouvoir, et appliquer la loi à son profit.

Et, lorsque, comme la bourgeoisie, au moyen du soi-disant suffrage universel, on est parvenu à persuader aux exploités qu'une part leur était faite dans la confection des lois, c'est la perfection de l'instrument de domination et d'exploitation.

Aussi, l'intervention du pouvoir dans un conflit économique est-elle très caractéristique. C'est entendu qu'il est sans parti pris; qu'il n'intervient ni pour, ni contre l'un ou l'autre des belligérants. Responsable de l'ordre, défenseur de la légalité, il n'a qu'un but : « assurer l'ordre et le respect de la légalité... et de la propriété!... » Et voyez comment ça se trouve, l'ordre n'est jamais menacé que par les ouvriers, la légalité n'est, neuf cent quatre-vingt-dix-neuf fois sur mille, violée que par eux. Leur force de travail leur est reconnue en toute propriété, mais lorsqu'ils se lèvent pour réclamer que les exploiteurs respectent cette seule propriété que la loi leur

reconnaît, en ne profitant pas de leur besoin de manger pour la rémunérer bien au-dessous de sa valeur, il se trouve que cette propriété n'a rien à prétendre à la protection gouvernementale. La seule propriété sacrée, est la propriété tangible du sol, des immeubles, meubles, actions ou argent monnayé. Pour l'autre : « Laissez-faire, laissez-passer, c'est la libre concurrence! »

Il semblerait donc qu'il y ait là, déjà, une indication que l'ordre, tel qu'il est entendu par la légalité existante n'est qu'une arme pour ceux qu'il favorise contre ceux qui, pour faire entendre leurs réclamations, se trouvent continuellement entraînés — rien que par le fait qu'ils réclament — à le violer. C'est bien plus simple d'incriminer le mauvais esprit des grévistes.

Cette fatalité qui, quels que soient ceux qui exercent le pouvoir : Broglie, Méline, Clemenceau ou Jaurès, quelle que soit l'étiquette dont ils s'affublent, fait que leur intervention en faveur de l'ordre se tourne forcément à la protection des possédants, contre les « exigences » des dépossédés, ne démontre qu'une chose, affirmée depuis longtemps par les anar-

chistes : l'impossibilité pour tout individu qui veut travailler sérieusement à la réforme sociale, de participer à l'exercice du pouvoir ; car, participer au pouvoir, c'est se rallier à la conservation de ce qui existe contre les revendications qui s'éveillent.

C'est que, malgré toutes les libertés que vous reconnaisse la loi, malgré tous les droits dont l'Etat se targue de vous assurer le libre exercice, il y a une force plus puissante que la loi, c'est l'argent, sans lequel tout droit est vain, toute liberté est illusoire.

La loi — depuis peu — garantit à l'ouvrier le droit de grève. Mais la reconnaissance de ce droit n'est qu'une macabre plaisanterie, si celui qui est en grève s'obstine à l'exercer dans les limites que lui assigne la loi, car la faim inévitable suffira à en avoir raison.

Que demande le patron ? que les choses continuent à aller comme elles vont. Et c'est déjà y apporter le trouble que de se mettre en grève.

Par ses avances, par son crédit, le patron est assuré de pouvoir attendre que la faim, la

lassitude, aient entamé la force de résistance de ses esclaves; inutile, pour lui, de manifester, de montrer les dents. Il n'a qu'à attendre que son auxilliaire, la faim, ramène à résipiscence ceux qui ne sauraient longtemps trouver à manger s'ils ne trouvent pas à louer leurs bras.

A titre d'exemple, parmi les cas innombrables, faut-il rappeler le plus caractéristique, la grève des ouvriers mécaniciens anglais? Comme le recommandent tant, aux ouvriers, gouvernants et socialistes, et enfin tous les hommes sages « qui ont compris que la violence est plutôt nuisible aux réclamations au service desquelles on prétend la faire servir », les mécaniciens résistèrent pacifiquement pendant des mois et des mois. Il n'y eut aucun acte de violence à leur reprocher, ce qui leur valut non seulement les félicitations de tous les hommes d'ordre, mais aussi les souscriptions de riches philanthropes — dont quelques-unes atteignaient ou dépassaient 1000 livres (25.000 fr.) — Ils y épuisèrent cependant leur caisse, les caisses des « Unions » qui les aidèrent. Si je ne me trompe, ce fut plus de 35.000.000 de francs qu'ils y en-

gloutirent pour, en fin de compte, aboutir à retourner à l'atelier vaincus, ayant, pour des années, perdu tout espoir de faire valoir aucune revendication!

Et, plus près de nous (1908), les filateurs du Lancashire, qui, pour résister — toujours très pacifiquement — à un lock out patronal ayant pour but de réduire les salaires, ont dû accepter la réduction après avoir englouti 30.000.000!

Il ne suffit donc pas d'avoir le droit pour soi. Même, avec des gros sous, il ne prévaut pas contre les capitaux et l'entente de ceux qui détiennent les moyens de production. Sur le terrain légal — puisque la légalité est faite, encore une fois, pour défendre ce qui existe — la lutte entre exploiteurs et exploités est tellement inégale, tellement disproportionnée; qu'il faut être fou pour l'accepter.

Il n'y a qu'un moyen pour les ouvriers d'égaliser les chances ; faire comme ceux qui les dominent aujourd'hui, user de leur nombre pour imposer leur volonté. A chacun ses armes. Les possédants ont le capital, ils

ont la légalité, ils ont toutes les forces sociales que les travailleurs sont assez bornés pour leur fournir, et qui, par leur seule mise en mouvement, se trouvent protéger ceux qui les ont créées à leur profit, les ouvriers n'ont que leur nombre, mais s'ils savent s'unir, il peut faire échec aux forces qu'on leur oppose ; ils peuvent même se refuser à fournir aux bourgeois la force policière et la force armée qui les protègent.

Qu'ils apprennent, enfin, que la force est la seule garantie de tout droit, de toute légalité. C'est parce que, jusqu'à présent, la force que les capitalistes ont su opposer aux travailleurs a été plus forte que celle des assaillants qu'ils ont eu la légalité pour eux.

Que les ouvriers sachent user de la force qu'ils possèdent, et ce sont les droits qu'ils réclament qui deviendront l'ordre véritable, la légalité de demain.

Celui qui, à des réclamations d'êtres humains, oppose la force armée, est-il plus autorisé que ceux qui cherchent à éveiller les consciences pour leur affranchissement, lors-

que, devant l'inanité de leurs réclamations, ils se trouvent entraînés à opposer cette force dont leurs maîtres entendent se réserver l'emploi ?

Est-ce la faute de ceux qui sont exploités, si on ne leur a laissé d'autre issue que la violence ?

La légalité n'est qu'une fiction qui sert à masquer l'emploi et l'abus de la force. En réalité, il n'y a de droits que ceux qui savent s'imposer, ne sont que des dupes ceux qui, pour respecter une légalité que violent tous les jours ceux qui l'invoquent, ajournent ou restreignent leurs revendications.

Eh ! sans doute, pas plus que les travailleurs, les patrons ne sont responsables de l'ordre de choses, au milieu duquel ils sont nés. Mais ils en vivent tandis que les autres en crèvent. La différence est assez grande pour qu'elle engendre un état d'esprit tout différent.

Il est facile, à qui jouit, d'être pacifique, de se contenter de ce qui est, de promettre des améliorations... pour lorsqu'il sera mort, quand ça ne pourra plus le troubler, sous

prétexte de ne pas compromettre la stabilité de l'édifice qui l'abrite.

Mais celui qui crève de faim « veut » des améliorations immédiates et non après sa mort. Et lorsqu'on ne veut pas les lui accorder de bonne volonté, il lui faut parler plus fort, et même tenter de les imposer lorsqu'on continue à ne rien lui céder.

Tous les avantages étant d'un côté, toutes les charges, toutes les misères de l'autre, ce sont toujours les réclamations de ceux qui ont la misère en partage que l'on trouve excessives ou prématurées. C'est à ceux qui n'ont rien que l'on demande toujours de céder et auxquels on oppose les baïonnettes et la fusillade lorsqu'ils insistent trop fort. Et, par une sinistre parodie de justice, on envoie au bagne ceux qui ont échappé au massacre pour avoir violé la légalité. Procédé jésuitique pour cacher la réalité qui est bien plus simple :

La défense de l'ordre, c'est la défense de ceux qui, dans l'oisiveté, vivant des produits du travail de ceux qu'ils ont asservis, entendent ne pas être troublés par les réclamations de ceux qui, parmi leurs esclaves, ont compris le rôle de dupes qu'ils jouent dans l'organisa-

tion sociale, et veulent vivre dorénavant de leur travail sans être forcés d'en abandonner la meilleure partie à leurs parasites.

S'il plaît à certains « bergers » d'emboucher la flûte champêtre pour nous jouer l'air du « pouvoir tutélaire » travaillant à faire aboutir les réclamations des ouvriers à condition qu'ils soient sages, très sages, et ne compromettent pas cette réalisation par leur impatience ou leur intraitabilité, ce n'est qu'un duplicata de la « vieille chanson à bercer la douleur humaine », aidant à supporter le présent, en faisant espérer un futur meilleur. Mais de même que n'opère plus le « charme » du chant religieux, la « scie » politique et parlementaire s'est ébréchée dès les premiers grincements. Nombre de travailleurs savent que leur classe n'obtiendra que ce qu'elle saura prendre; les nouveaux Tyrtée en seront pour leurs bucoliques.

IV

LES EXIGENCES DES OUVRIERS

La société actuelle est unanimement reconnue mauvaise. — C'est sur les réformes à faire que l'on n'est plus d'accord. — Le droit de défense pour ce qui existe. — Et les droits de ceux qui sont sacrifiés par ce qui existe? — La société n'est pas une entité. — Les droits antagoniques. — La société actuelle est l'organisation de l'exploitation des uns par les autres. — Se méfier des conciliateurs. — La violence n'est pas toujours brutale. — Le droit des grévistes à vider l'atelier. — La révolte c'est l'affirmation d'un droit nouveau. — Chacun son tour à se faire entendre. — Primitivement les droits n'allaient pas sans devoirs. — Au cours de l'évolution, les uns ont gardé tous les droits et rejeté les devoirs sur ceux qu'ils asservissaient. — C'est aux spoliés à modérer leurs réclamations. — On n'obtient que ce que l'on sait prendre. — Mais quelqu'un troubla la fête...

Tout le monde admet, à l'heure actuelle,

la nécessité de réformes sociales. Nombre de radicaux ont inscrit maintes lois ouvrières dans leur programme; il n'y a pas jusqu'à la propagande religieuse qui n'ait cru bon de corser son apostolat de revendications économiques. La conscience ouvrière se développant, elle a forcé les favorisés de l'ordre actuel à considérer, avec plus de bienveillance, l'état lamentable dans lequel grouille une partie de l'humanité, et à admettre comme légitime une partie de ses réclamations.

Donc, tout le monde est d'accord que des satisfactions doivent être accordées aux réclamations ouvrières, mais où on ne l'est plus, c'est sur la façon, l'urgence, et dans quelle mesure ces améliorations doivent être opérées.

Pour les anarchistes, ce sont les ouvriers eux-mêmes qui doivent les réaliser et les imposer par leur action et leur entente. Pour les socialistes, c'est par des mesures législatives lorsqu'ils auront la majorité au parlement, et détiendront le pouvoir. Pour eux, comme pour les radicaux, et tout ceux qui, par la diversité de leurs étiquettes échappent à un classement précis, ces réformes ne peuvent se faire

qu'avec circonspection, prudence, modérément, après mûres réflexions, et en tenant compte de ne pas froisser aucun des droits acquis.

Aussi, ne faut-il pas trop s'étonner si leurs réformes sont longues à venir, si, lorsqu'elles viennent, elles ne réforment rien du tout, et si ces fameux réformateurs, sont les premiers à se scandaliser des exigences et de l'intolérance des ouvriers, lorsque les réclamations de ceux-ci dépassent la moyenne de ce que, eux, ont jugé seul légitime, et lorsque ces réclamations prennent une forme autre que la prière :

« Les ouvriers compromettent leur cause en demandant trop et en exigeant trop promptement ».

« Il faut », disent-ils, « prendre les choses telles qu'elles existent, essayer de les améliorer du mieux que nous pourrons, mais se garder de les troubler violemment, sous peine d'aggraver les maux dont on se plaint.

« Il y a, avant tout, le droit pour la société d'exister, et de se défendre. Sans doute le ré-

gime capitaliste n'est pas parfait, mais tel quel il fonctionne, et il y a pour ceux qui sont arrivés à une situation, le droit de jouir des fruits de leur travail ».

Sans doute que tout, ce qui existe — la société et le régime capitaliste comme le reste — a le droit d'exister et de se défendre contre ce qui l'attaque. A une condition pourtant, c'est que ceux qui font les frais de cette existence veuillent bien continuer à garnir le garde-manger, et ne pas y opposer leur droit à se sustenter eux-mêmes avant de garnir la table des autres.

Les animaux, les féroces comme les autres, ont un droit égal à celui de l'homme de pulluler sur la terre — au point de vue particulier du globe leur droit serait supérieur à celui de l'homme, car ils détériorent moins la planète que leur exterminateur.

Cependant, partout où ce dernier a pu s'établir en maître, il a asservi les espèces qu'il lui était profitable de domestiquer, et détruit celles qui lui étaient nuisibles, ou dont il ne pouvait tirer parti, ou simplement pour son plaisir, les traquant jusqu'en les contrées qui sont restées leur domaine.

Par quel privilège ceux qui ont asservi et domestiqué leur semblable, en vertu de quel droit ces bêtes féroces à deux pattes qui tirent leurs moyens d'existence de l'exploitation d'êtres de leur race, échapperaient-ils à la loi commune, et se prétendraient-ils inaccessibles aux revendications de ceux qui se refusent à leur servir de pâture plus longtemps ?

La société a le droit de vivre! le rentier a le droit de toucher ses coupons, l'industriel a le droit de défendre les bénéfices qu'il a escomptés des opérations qu'il entreprend. Droits très légitimes,... tant qu'on ne les conteste pas.

Mais les droits de l'ouvrier à se développer, à vivre sa vie, à jouir de l'existence, qu'en fait-on ? Lui seul n'aurait-il que le droit de se taire ?

La société n'a pas d'existence par elle-même ; ses droits ne peuvent être que les droits de ceux qui, par leur réunion, font son existence, et si ces droits particuliers deviennent antagoniques que deviennent les droits de la société ?

La société n'a de raison d'être qu'autant qu'elle facilite à chaque individu l'exercice de ses facultés ; tous ceux qu'elle entrave ont le droit d'en sortir pour en créer une autre, répondant mieux à leurs aspirations. Et si ce qui existe prétends leur barrer la route ? Tant pis pour ce qui existe.

L'ouvrier peut se plaindre, et demander des améliorations, on veut bien lui reconnaître ce droit, mais les bonnes âmes se scandalisent lorsque, las de réclamer inutilement depuis des siècles, il entreprend de réaliser lui-même ou d'imposer ce qui lui semble devoir être plus juste.

On va jusqu'à lui reconnaître le droit de se mettre en grève, mais on réprouve qu'il veuille empêcher que d'autres prennent sa place à l'atelier ou qu'il proteste tumultueusement dans la rue contre l'envoi de troupes dans les différends qui le divisent avec ses exploiteurs.

« Horreur ! il attente à la liberté de ses camarades ! Il trouble l'ordre ! » En voilà assez pour lui faire perdre l'estime de ceux qui sont cependant animés des meilleures intentions à son égard !

Il ne faudrait cependant pas se foutre du monde à jet continu.

L'état social est organisé de façon à ce que ceux qui vivent du travail des autres ne peuvent permettre l'affranchissement de ceux qu'ils ont asservis, sans voir disparaître leurs privilèges.

L'organisation politique est organisée en vue d'assurer le bon fonctionnement de ce qui existe, et empêcher que ceux qui sont exploités puissent échapper à l'exploitation qui les rive à leur fonction, et c'est à ceux qui souffrent de cette double exploitation qu'on vient reprocher de tenter de s'y soustraire, en leur disant que ce n'est qu'en respectant ce qui existe qu'ils arriveront à le changer, que ce n'est que du bon vouloir de ceux qui les exploitent et qui les oppriment, qu'ils doivent obtenir un changement à leur situation !

Et ils sont, comme cela, une foule de gens qui reconnaissent théoriquement aux ouvriers une foule de droits, mais comme ils ne comprennent l'exercice de ces droits qu'à condition qu'il ne gène personne, et comme chaque réclamation des travailleurs est une atteinte à quelque chose qui existe, il s'ensuit que

ceux qui se sont proposé de concilier les droits du capital et du travail ont entrepris de concilier deux choses inconciliables, deux choses qui s'excluent, car le capital ne peut prospérer qu'en exploitant le travail, et le travail se libérer, qu'en supprimant le capital. Et les conciliateurs étant toujours néfastes, car leur rôle est d'obtenir de l'un des combattants, l'abandon de ses revendications les plus importantes, les travailleurs doivent envoyer promener ceux qui viennent leur promettre d'obtenir des parlements, ou des exploiteurs eux-mêmes, une amélioration à leur situation.

C'est très bien de dire que celui qui ne veut pas infliger les souffrances de la faim, et de plus grandes privations aux siens, a le droit de continuer le travail s'il lui plaît, et de ne pas se joindre aux grévistes.

C'est très bien d'affirmer que la tranquillité de la rue doit être assurée aux citoyens paisibles, et que les violences qui peuvent troubler l'ordre doivent être réprimées.

Mais l'état social n'est constitué que d'une

longue accumulation de violences qui, pour s'être accomplies sans bruit, sans intervention des muscles, n'en sont pas moins des violences, des pires et des plus hypocrites, car ceux qui en souffrent, sont forcés pour s'y soustraire de se faire agresseurs.

Ceux qui possèdent la protection des forces sociales, pour mater leurs esclaves, n'ont pas besoin de recourir à la force brutale. Possédant ce qui fait la force dans la société d'aujourd'hui, l'argent qui permet de se procurer ce qui est nécessaire pour vivre, ils n'ont qu'à attendre que la faim poigne au ventre ceux qui, vivant de leur travail, arrachent à peine chaque jour la subsistance du lendemain. Qui donc oserait nommer cela de la violence ?

Toute lutte pacifique entre exploiteurs et exploités ne peut être égale, puisque tous les avantages sont d'un côté.

Par suite des premières violences : la conquête et le pillage, suivis d'une longue série de vols, de dols et de fraudes, les moyens de production, c'est-à-dire la possibilité de vivre et d'être libre, étant devenus la propriété d'une minorité qui en use pour asservir le plus grand nombre, pour que la lutte redevienne égale,

c'est à la force qu'il faut que recourent ceux qui sont spoliés.

Eh ! oui, celui qui a faim a le droit de vendre sa force de travail au prix qui lui convient, mais vous oubliez que tous sont solidaires dans une société, et que les actes de l'un ont des conséquences pour d'autres. Et lorsque, au milieu de toutes les chances d'insuccès qui sont contre le travailleur en lutte, vient s'ajouter la trahison de celui qui fait le jeu de l'exploiteur, en prenant à l'atelier la place de celui qui est en grève, c'est demander à ce dernier de faire œuvre de dupe que de lui demander de respecter le droit au travail de celui qui intervient ainsi en faveur de l'exploiteur.

La tranquilité de la rue ! le maintien de l'ordre pour la bonne marche des affaires ! tout cela ce sont des arguments que peut invoquer le gouvernement pour justifier l'injustice qu'il commet en faisant intervenir les forces sociales dans un conflit où son intervention, même lorsqu'il prétend tenir la balance égale entre les belligérants, est une aide apportée à ceux en faveur de qui toute la légalité est faite, mais dont n'ont pas à

s'inquiéter ceux qui veulent s'émanciper.

On oublie trop que la loi ne protège que qui possède. Car, n'a pas besoin de protection qui n'a rien à défendre ; la loi n'est que la consécration de l'inégalité. Pourquoi la respecteraient ceux dont elle consacre l'infériorité ?

L'ordre public étant le bon fonctionnement de l'ordre de choses, tel qu'il existe, c'est le troubler que de se refuser à coopérer plus longtemps à son fonctionnement, l'ouvrier se trouve placé dans cette situation que la loi lui reconnaît une foule de droits, mais comme l'exercice de ces droits ne va pas sans amener quelque perturbation dans un état social si bien réglé, surgissent, de suite, toutes sortes de restrictions qui rendent, pour le travailleur, tout droit illusoire, ne lui laissant plus que celui de se plaindre.

D'aucuns, parmi les ouvriers, sont las de faire entendre des plaintes inutiles. Ils sont fatigués de réclamer des réformes qu'on leur avoue être nécessaires, mais qu'on refuse de réaliser parce que ceux dont elles diminueraient les privilèges se refusent à les accepter.

Et comme on leur a appris que ces privilèges sont injustes, puisqu'ils ne résultent que des vols qui, au cours des siècles, ont été opérés sur le travail, la liberté et la substance des producteurs; comme on leur a enseigné que les privilégiés ne se résignaient jamais de bonne grâce à renoncer à leurs privilèges, ces travailleurs s'avisent de geindre un peu moins, et de vouloir réaliser par eux-même les réformes qu'ils veulent voir appliquer. « Halte-là ! » viennent leur crier ceux qui leur ont le mieux démontré qu'ils n'étaient, dans l'état social, que des êtres exploités et opprimés et qu'ils le resteront tant qu'ils seront assez bêtes pour le supporter, « vous n'avez pas le droit de troubler l'ordre public ».

Ouais ! bonnes gens ! mais parmi les travailleurs d'aucuns veulent vivre leur vie. Jusqu'ici on leur a imposé toutes les concessions, toutes les soumissions, au tour des privilégiés à en consentir leur part, ou tant pis pour l'ordre public.

Ils sont beaucoup pour qui, théoriquement, le travailleur a tous les droits : droit de protes-

ter, de se coaliser, de faire grève, de manifester, mais à une condition, une seule : ne pas « troubler l'ordre public », que ceux qui n'ont rien à réclamer ne soient pas troublés dans leurs jouissances. L'exercice de ces droits doit se dérouler comme un ballet bien réglé. A l'amende ceux qui ne savent pas garder l'alignement.

Le pis est, c'est que ces gens-là se croient très libéraux et ne s'aperçoivent pas qu'ils se fichent tout simplement du monde.

L'ordre social, si haut qu'on remonte dans l'histoire, et ce qu'il est permis de connaître de la préhistoire, est basé sur l'observance de certaines règles imposées par les plus forts.

Que quelques-unes aient été dictées par les conditions d'existence, et aient eu leur raison d'être, cela est possible, mais ne justifient nullement les abus qu'a engendré l'exercice du pouvoir.

Si, dans la harde, le mâle le plus vieux, parce que plus vieux, plus expérimenté, exerce un droit de surveillance et de police sur les femelles et les jeunes, c'est pour le salut de tous, et ces droits ne sont pas sans entraîner des devoirs. Et ce despotisme, du

reste, est mitigé par le droit que prennent les jeunes de se séparer du troupeau pour fonder une autre famille, ou de se substituer au vieux mâle, lorsque les forces le quittent.

Il en fut, sans doute ainsi, des premières familles humaines. Mais il y avait de la place pour tout le monde. Ne subissaient l'autorité que ceux qui en tiraient avantage ou y trouvaient une protection.

Et ce fut la justification de l'oppression pure et simple, lorsque à l'autorité patriarcale se substitua celle du guerrier, auquel était déjà associé le sorcier, qui ne tarda pas, lui aussi, à engendrer une caste nouvelle, celle des prêtres.

Au cours des siècles les castes se sont superposées les unes aux autres, quelques-unes se sont substituées à celles qui détenaient la meilleure part de richesses et d'autorité, le guerrier, devenu le noble par la suite, et le prêtre ont dû céder le pas au marchand et au robin, auxquels est venu s'adjoindre le politicien. Tout ce qui sert d'intermédiaire entre le travail et le capital, entre le gouvernant et le gouverné, a su se tailler sa part de privilèges, en faisant mine, au besoin, d'appuyer

les réclamations que faisaient entendre ceux qui commencent à en avoir assez de servir de pourvoyeurs à cette cohue d'appétits; mais tous les droits, soi-disant accordés à la plèbe, sont trop bien réglementés pour qu'ils soient dangereux pour les privilégiés, tant que leurs possesseurs s'agiteront dans les rêts de la légalité. Voilà pourquoi certains droits reconnus, ne sont qu'une entrave de plus, si on se laisse emprisonner dans la légalité.

Vouloir que l'ouvrier obtienne — bénévolement — des concessions de ceux qui l'exploitent, en prenant bien soin de ne les gêner en rien dans leur exploitation, serait aussi efficace que celui qui, tombé entre les pattes d'un tigre n'ayant pas mangé de huit jours, espérerait l'apitoyer en lui expliquant la bonne action qu'il accomplirait de le laisser aller rejoindre la famille dont il est le soutien.

Le patron n'accorde une amélioration de salaire, à ceux qu'il exploite, que lorsqu'il espère la compenser par un travail plus intense, ou qu'il entrevoit la possibilité de la faire payer par le consommateur. Mais, comme l'un et

l'autre moyen ne sont pas extensibles à volonté, l'industriel arrive vite à la limite des concessions possibles. Ce n'est qu'à son corps défendant qu'il fait droit aux réclamations qu'on lui adresse, car il sait qu'une concession en entraîne une autre, et qu'il serait vite acculé à l'impossible.

Que l'industriel se refuse aux concessions qui le mettraient en état d'infériorité en regard de ses concurrents, c'est évidemment son droit de capitaliste. Mais est-ce une raison pour les travailleurs de renoncer aux améliorations qui leur sont indispensables ?

Pour ceux qui se sont donnés le rôle de médiateurs, c'est toujours à l'ouvrier de céder ; c'est toujours par le malheureux sort du capitaliste qu'ils sont apitoyés.

« Voyez, disent-ils, c'est vouloir acculer votre patron à la banqueroute, que de trop exiger. Il faut être raisonnables en vos réclamations, et savoir vous contenter de ce qui est possible ».

Le « possible », pour eux, c'est ce qui peut être accordé sans que rien ne soit retranché aux jouissances de ceux qui possèdent, sans que rien ne soit touché à la forme d'exploita-

tion sur laquelle est basée l'ordre social. Et c'est très compréhensible de leur part, eux qui ont vécu, vivent, ou veulent vivre de cette mauvaise organisation sociale. Ce qui leur paraît seulement possible, c'est que les ouvriers qui, eux, en crèvent, mettent des bornes à leurs réclamations, pour ne pas troubler ce bel ordre de choses.

Il y a, cela est évident, un minimum de concessions que patrons et gouvernants ne peuvent dépasser, il y a des réclamations auxquelles un patron ne peut faire droit sans être acculé à la faillite !

En quoi cela doit-il regarder les ouvriers ? Faudrait-il qu'ils continuent à subir la misère, les privations, parce que, en exigeant ce à quoi ils pensent avoir droit, leur patron ne pourrait plus ramasser des millions ?

Du moment que la fortune des uns ne peut se faire qu'à condition que les producteurs se contentent des mauvaises conditions dans lesquels ils ont vécu, c'est la condamnation d'un ordre de choses qui, pour exister, exige pareille injustice.

Les travailleurs ont droit à tout le bien-être qu'ils conçoivent, et qu'ils peuvent conquérir par leur travail, à tout le développement de leur être qu'ils peuvent assurer. Ils ont le droit de le revendiquer en tout et partout, à toute heure, à chaque instant, et ils n'auront que ce qu'ils sauront prendre. Tant pis s'il y a conflit, tant pis pour ceux qui, pour faire perdurer leurs privilèges, veulent se mettre en travers de leurs revendications. Le crime c'est de vouloir réduire leurs réclamations pour sauvegarder ce que l'on appelle les « droits acquis », qui ne sont pas plus respectables que les droits « à acquérir », et qui ne devinrent tels que parce qu'ils furent assez osés, et assez forts, pour jeter bas d'autres « droits acquis » qui se prétendaient tout aussi respectables.

Voilà des milliers d'années que les travailleurs peinent, courbés sous la férule des maîtres, leur produisant le luxe et l'abondance, alors qu'ils restent eux-mêmes sevrés de tout. Et lorsqu'ils lèvent la tête, réclamant d'être traités comme des hommes, on leur crie : Vous allez, par l'outrance de vos réclamations compromettre l'état social dont vous vous plaignez. Si vous exigez tout ce qui vous est dû,

vos maîtres n'auront plus qu'à renoncer à tirer de vous leur substance.

Il y a là, un illogisme dont ne se rendent pas compte les prêcheurs de modération. Il y a, en présence, deux classes d'individus, dont l'une a de tous temps profité de tous les avantages d'un état social qui s'est établi pour lui assurer la jouissance tranquille des privilèges dont elle s'est emparée, et une classe d'êtres qui, de cet état social n'ont connu que les charges, dont toute l'organisation a été de tout temps dirigée pour étouffer leurs réclamations, écraser leurs tentatives d'émancipation, et au lieu de dire aux premiers « détendez la corde si vous ne voulez pas qu'elle casse », c'est aux seconds que l'on crie : « modérez vos réclamations afin de ne pas troubler l'ordre de choses admirable dont vous êtes les seuls à ne pas profiter.

Tant que les exploités ont cru à l'immutabilité de leur situation, tant qu'ils ont cru à la légitimité de l'exploitation, cela a marché tant bien que mal. Se contentant de vagues espoirs, ils se croyaient au *summum* de la féli-

cité lorsqu'ils étaient à peu près assurés de manger à leur faim.

Il est fort fâcheux que cette belle quiétude ne soit plus; que le bétail à production ne veuille plus se contenter de vagues promesses, ni stagner dans la misère, s'avisant de réclamer ce que ses maîtres ne peuvent lui accorder sans renoncer à leur vie de parasites; mais voilà qui est indifférent à ceux qui veulent conquérir leur place au soleil. Que cela rende l'exercice du pouvoir difficile à ceux qui se proposent pour régler les rapports du capital et du travail, voilà ce qui ne nous touche guère; personne, si ce ne sont ceux qui ont des privilèges à défendre, ne réclame leurs soins.

L'ouvrier ne pouvant être émancipé que par la mise des instruments de production à la libre disposition de qui peut, par lui-même, les mettre en œuvre, entraînant ainsi la disparition du salariat, le capitaliste doit disparaître devant le producteur devenu maître de sa force de travail. La grande utopie est de croire que l'on peut ménager l'un et l'autre.

Chaque fois que les travailleurs réclament

une part plus grande de mieux-être ou de liberté, on les accuse de bouleverser l'ordre social, on veut les forcer à ajourner leurs réclamations, sous prétexte qu'elles sont intempestives, tandis que les capitalistes sont toujours dans leur droit lorsqu'ils se refusent à lâcher quelque concession en restitution de leurs vols.

Mais, parmi les travailleurs, beaucoup sont arrivés aujourd'hui à comprendre qu'il était injuste que tout le travail, toute la misère, toutes les privations soient d'un côté, tandis que tout le superflu, toutes les jouissances sont de l'autre. Ils ont compris qu'eux seuls fournissent la force à ceux qui les oppriment, et ils ont résolu d'utiliser cette force à rétablir l'équilibre.

Que les jouisseurs veuillent assurer la stabilité de ce qui existe, en endormant avec des promesses d'amélioration ceux qui réclament, c'est leur rôle, c'est le rôle de tout gouvernant.

Mais ceux qui peinent et souffrent ne veulent plus se payer d'espérances, se rassasier de promesses. Ils sont résolus de « troubler la fête » chaque fois qu'ils penseront pouvoir en tirer quelque chose. Ils ne « coupent » plus à l'or-

dre public. L'ordre ne régnera que lorsqu'il sera fait droit à leurs justes exigences.

La société que l'on nous dépeint comme — et doit être pour l'homme — le moyen de mieux utiliser ses forces, n'est encore qu'un champ de bataille, au centre duquel s'est embusquée la poignée de parasites qui force le plus grand nombre à peiner à son profit. Les plus avisés de ceux qui produisent en ont assez du rôle de sacrifiés, ils réclament ; et lorsqu'on refuse de leur donner satisfaction, ils tentent de renverser la table.

Ce n'est que le commencement ; au fur et à mesure que s'augmentera le nombre de ceux qui auront compris leur véritable intérêt, il est à prévoir que les réclamations deviendront de plus en plus exigeantes, de plus en plus impérieuses... dût la digestion de quelques-uns en être troublée. Cela peut être fort ennuyeux pour les politiciens de l'avenir, et rendre le métier fort désagréable, mais cela n'a d'importance que pour les politiciens ; cela ne comporte aucun empêchement pour ceux qui ne veulent plus se payer de promesses, et entendent réaliser eux-mêmes ce qu'on leur a vainement promis depuis si longtemps.

V

OU SONT LES SIMPLISTES?

Un travail de Pénélope. — Les catégoriseurs d'idéals. — Vous êtes orfèvre M. Josse? — Chacun voit avec sa lorgnette. — Est réalisable ce que veulent réaliser les individus. — Gouverner c'est défendre ce qui existe. — Des réformes qui ne « réforment » pas. — Propager un idéal c'est travailler à sa réalisation. — Il faut détruire le salariat. — La loi ne protège que ceux qui savent se protéger eux-mêmes. — Le but-guide. — Inconciliabilité entre travail et capital. — Ceux qui n'ont rien ne sont pas intéressés à la défense de ce qui existe. — Le mensonge Patrie. — Le mensonge juridique. — Le problème est posé.

Mais avant de passer à la discussion de ces deux grands courants économiques, il est bon de répondre à un reproche général que beaucoup de gens, très bien intentionnés, pour la plupart, font à l'idée anarchiste, c'est celui de ne pas savoir tenir compte des nécessités

sociales, de voir les choses trop simplement.

En économie sociale, être traité de simpliste, c'est le coup du lapin. Notre société est si complexe, que ceux qui ne se sont jamais demandé si les relations sociales ne gagneraient pas à être simplifiées dans leurs rapports, ne peuvent s'imaginer une société privée de tous les rouages qui compliquent celle qui nous enserre en ses multiples engrenages.

Pour la plupart des gens qui s'occupent de remédier aux défectuosités sociales, le dernier mot de la logique n'est pas : « telle institution est mauvaise, et, malgré tous les perfectionnements que l'on y a apportés depuis qu'elle existe, elle continue à produire de mauvais effets, il faut donc la détruire. » Pas si simplistes ! Il ne faut pas détruire ce qui existe. « Aucune modification n'a pu en changer les effets, continuons à chercher de nouvelles transformations. Peut-être finirons-nous par mettre la main sur une bonne ! » Et les électeurs, après avoir rebuté Pierre qui ne faisait rien de bon, pour essayer de Jacques qui, malgré ses promesses, ne faisait pas mieux, pour tâter de Jean qui n'a pas mieux réussi, se préparent à essayer de Ludovic, de Pierre, d'Antoine

en passant par tous les noms et prénoms connus, afin de recommencer lorsque la liste sera épuisée,... à moins, cependant, que leur patience ne se lasse plus vite, les incitant à mettre la machine au rancart, en voyant que personne ne peut rien en tirer de bon.

Or, les anarchistes qui se refusent à coopérer à l'amélioration d'institutions qu'ils reconnaissent mauvaises, pour chercher à réaliser ce qui leur semble plus efficace, ne peuvent que paraître absurdement simplistes, à des gens qui ont catégorisé leur idéal en plusieurs lots : 1° celui des réformes immédiates... c'est-à-dire lorsqu'il plaira au parlement et au gouvernement de réaliser leurs promesses ; 2° celui des réformes possibles... à Pâques ou à la Trinité, et enfin, 3° celles du couronnement, le but lumineux, l'affranchissement intégral que tout individu doit désirer... sans l'espérer, et surtout bien se garder de chercher à le réaliser, de crainte de le rendre impossible.

Il faut noter, il est vrai, que tous ceux qui cherchent à nous persuader qu'il ne faut pas chercher à changer trop brusquement l'ordre

de choses existant, sont des gens qui, pour la plupart, n'ont pas trop à s'en plaindre. Si parfois, l'on entend tenir le même langage à quelque ouvrier, on peut sûrement ajouter ceci : c'est que, par chance, il a trouvé le moyen de quitter l'outil pour quelque situation plus rémunératrice. On comprend alors que tous ces gens-là n'envisagent pas les choses sous le même angle que ceux sur qui pèse de tout son poids la lourde exploitation sociale.

Ce n'est pas que je veuille suspecter la bonne foi et la sincérité de ceux des privilégiés de l'ordre social qui viennent, spontanément, offrir leur concours aux travailleurs dans la lutte entreprise contre les iniquités sociales. Mais la situation n'est pas la même pour celui à qui est assurée la vie quotidienne, et le libre exercice de ses facultés, et celui qui arrache péniblement, par un labeur exténuant, la croûte de pain de chaque jour, sachant qu'il ne mangera pas, ni lui, ni les siens, du jour où le travail viendra à lui manquer ; menace d'autant plus hallucinante, qu'il sait qu'elle doit se réaliser en des temps plus ou moins

éloignés, par suite de l'instabilité de la production.

Si le premier peut se contenter de changements qui n'apportent guère qu'une satisfaction morale et momentanée, l'autre a soif de résultats plus tangibles.

Je sais bien qu'à cela on nous répond que les premiers, moins intéressés dans la lutte, ayant plus de savoir, plus de science, voient davantage les dangers d'une transformation trop brusque, et ne se laissent pas aveugler par l'appât de convoitises pouvant compromettre le résultat final.

Ou, pourrions-nous répondre, parce que, ayant plus à perdre, et déjà pourvus de ce que réclament les autres, ils sont, par là, moins pressés de lutter. Aux dangers de la lutte présente, où ils savent ce qu'ils ont à perdre, sans trop savoir ce qu'ils y gagneront, ils préfèrent attermoyer.

Non pas que je veuille insinuer que la crainte de perdre leur situation les incite à temporiser. Ils pourraient se tenir cois, laisser aller les choses. Mais il est dans la nature humaine, — malgré les meilleures intentions — de ne voir choses et événements que sous l'angle

sous lequel on se trouve placé — ou sous lequel on se place, ce qui est la même chose, — et lorsqu'on a trouvé un raisonnement qui met d'accord votre volonté de bien faire avec vos intérêts immédiats, il est si doux de s'y reposer.

Car il est à remarquer que nombre de ceux qui trouvent que l'état de choses existant est à ménager, ont débuté, ou même continuent à professer contre la société des critiques aussi acerbes que peuvent les formuler les anarchistes, beaucoup consentent à admettre qu'une société anarchiste serait l'idéal. Mais... ce n'est pas possible actuellement, ajoutent-ils.

Evidemment, si cela était possible immédiatement, cela se réaliserait, puisque la réalisation d'une société anarchiste ne dépend que de la volonté des individus à vivre en harmonie. Et les anarchistes en tirent cette conclusion : faisons comprendre aux individus que cette réalisation dépend de leur volonté rien que de leur volonté, et travaillons à ruiner la foi qui peut encore exister en la péren-

nité des formes sociales qui nous régissent.

Tandis que le raisonnement des réformistes se résume en ceci : « l'idéal social, que nous croyons juste, ne nous semble pas réalisable parce que les cerveaux n'y sont pas préparés et ne conçoivent pas d'autre organisation sociale que celle qui existe. Faisons bien ressortir cette impossibilité, sans en expliquer les causes ; d'autre part, les institutions sont mauvaises, et ne persistent que parce que ceux qui les subissent n'en comprennent pas toute la fausseté, disons-leur que toutes mauvaises qu'elles sont, il ne faut pas qu'ils songent à les détruire, sous peine de s'en trouver plus mal, et avec cela nous pourrons attendre de mourir sans crainte d'être secoués trop brusquement.

Je sais fort bien qu'il n'y a pas d'absolu. Si les institutions étaient absolument mauvaises, elles ne dureraient pas vingt-quatre heures, elles n'auraient pas pu s'établir. Elles rendent des services à toute une classe de gens, et une foule d'autres s'imaginent ne pouvoir vivre que sous leur égide, c'est ce qui leur permet de ré-

sister aux attaques de ceux qui ont franchement à s'en plaindre.

Mais il ne s'ensuit pas, sous prétexte qu'elles peuvent rendre des services, que ceux sur qui elles pèsent n'ont pas le droit de chercher à s'en débarrasser, et c'est ce qui fait que tous ceux qui ont débuté dans l'opposition la plus irréductible ont dû, une fois arrivés au pouvoir, renier leurs affirmations d'antan pour se dévouer à la défense de ce qu'ils avaient tant attaqué.

Et c'est ce qu'un socialiste, M. Sarraute, a bien fait ressortir dans un bouquin [1] où il explique qu'un socialiste au pouvoir ne peut pas professer les mêmes théories que lorsqu'il était opposant, démontrant que toutes les violences de critique sont permises contre l'ordre social qu'il s'agit de détruire, que l'on peut bien, par exemple, proclamer l'antinomie du Capital et du Travail, mais, une fois au pouvoir, la question change de face : « le problème de la vie prime et primera toujours le problème de la démocratie, » oubliant que le problème de la démocratie n'est que le problème de la vie

1. *Socialisme d'opposition et socialisme de gouvernement*

ouvrière, de la vie de ceux qui produisent, et que ce qu'on décore du nom de démocratie n'est que l'ensemble des réformes qui doivent être réalisées, pour que leur vie soient complète en durée et en intensité.

Maintenant, je n'ignore pas que, retourner l'objection n'est pas y répondre ; mais ce que je voulais démontrer c'est que traiter quelqu'un de simpliste ne prouve rien, vu que l'on n'est jamais sûr d'avoir soi-même tenu compte de toute la complexité du problème.

Il se peut que l'impatience de ceux qui n'ont rien à perdre, tout à gagner dans une transformation sociale, les aveugle sur certains dangers, mais s'ils ont à se garder des mouvements irréfléchis, cela ne prouve pas qu'ils aient quoi que ce soit à espérer de l'ordre de choses actuel.

D'autant plus que si nous examinons les réformes proposées, comme « réalisables », nous nous apercevons vite qu'elles ont juste l'efficacité d'un cautère sur une jambe de bois, et que, si elles sont incapables de préparer un état social meilleur, elles ont, par contre,

l'inconvénient d'endormir les réclamations de ceux qui souffrent de l'état présent, de les détourner des réalisations intégrales, en leur faisant espérer des avantages immédiats, mais illusoires ; car toute réforme qui, par exemple, laisse subsister le salariat, laissera toujours le travailleur misérable et opprimé.

Je sais l'objection que l'on peut nous faire : La transformation complète de la société que vous poursuivez, vous le savez bien, n'est pas réalisable immédiatement, même par une révolution ; celle-ci, du reste, n'étant elle-même possible que lorsque les esprits auront évolués. Les générations actuelles ne sont pas sûres de voir poindre ce paradis terrestre que vous leur promettez. C'est la renonciation à toute amélioration pour elles que vous leur demandez, pour la réalisation d'un idéal qu'elle ne connaîtront pas ! »

J'ignore ce que demandera de temps, avant de produire des résultats, la propagande en vue d'amener une transformation sociale. Je n'ai pas la prétention d'apporter, dans mes poches, la solution de problèmes qui dépend

de tant d'éléments qui ne nous sont pas tous connus.

En tous cas, tant que durera l'ignorance des exploités, tant qu'ils useront leurs efforts à améliorer ce qui n'est pas améliorable, la société restera ce qu'elle est, avec ses jouisseurs en haut, ses crèves-faim en bas. Tant que les travailleurs seront assez bêtes pour espérer leur libération de la pitié de leurs exploiteurs, ils subiront les effets de l'exploitation.

Chaque génération a le droit de songer aux améliorations qui peuvent l'avantager dans la lutte avant de songer à celles dont doivent profiter ses descendants ; d'autant plus que ce qu'elle aura su conquérir, pour elle, restera acquis à ceux qui lui succèderont. Seulement, il faut que ses efforts soient tournés à la conquête de réformes qui en soient véritablement, et non de trompe-l'œil qui, au bout de peu de temps, la ramènent juste au point de départ.

De même, il n'y a qu'un moyen de faire connaître une idée, c'est de la propager, à chaque instant, à tous venants, de même, il n'y a qu'un moyen de sortir de l'état social présent,

c'est de se soustraire à l'exploitation ; c'est en essayant de réaliser ce qui se rapproche le plus de l'idéal entrevu que l'on prépare la société future, et l'abolition de celle qui existe.

Et cet état social ne croûlera définitivement que lorsque ceux qui le supportent auront pris conscience qu'il ne se maintient que par leur passivité à le supporter. C'est cet état de conscience que nous voulons créer, parce que plus vite il se créera, plus vite nous réaliserons ce que nous voulons.

Mais, j'espère le démontrer au cours de ce volume, travailler à la réalisation d'un idéal, si éloigné qu'il paraisse, n'implique nullement de refuser les acquisitions que l'on peut faire en cours de route, bien au contraire. Il s'agit seulement de ne pas prendre l'ombre pour la proie.

L'émancipation du prolétariat, un changement notable dans la situation économique ne seront réalisés que du jour où le salariat étant aboli, il pourra se soustraire à l'exploitation de ceux qui, jusqu'ici, ont détenu les moyens de production.

C'est cela qu'il faut faire comprendre aux travailleurs. Et on ne fait que masquer cette vérité, lorsqu'on leur fait espérer des changements notables sans qu'il soit besoin de s'attaquer au régime de la propriété, en laissant subsister le salariat.

Toutes les réformes parlementaires ne sont que des amusettes pour les dévoyer du vrai chemin. Aucun parlement n'osera réaliser la seule, la vraie réforme qui puisse créer un ordre social nouveau : la remise des moyens de production entre les mains de ceux qui doivent les mettre en œuvre. Car un parlement n'est que l'expression très atténuée de la pensée moyenne de la population, et on sait que les changements sociaux ne peuvent être le fait que de minorités agissantes, en avance sur la moyenne.

C'est simplifier le travail préparatoire, abréger la période transitoire que d'amener les individus à ne plus poser leur confiance en un Parlement-Providence, de ne plus attendre un changement social de la bonne volonté de ceux qui seront les derniers à l'accepter.

Faire comprendre aux intéressés qu'ils n'obtiendront que les réformes qu'ils sauront im-

poser par leur action, est la seule voix ouverte à ceux qui veulent franchement voir disparaître l'exploitation de l'homme par l'homme. Tandis que le raisonnement tenu par les concilliateurs ne contribue qu'à jeter la confusion dans les esprits.

On reconnaît que la situation des travailleurs est intolérable, qu'ils ont droit aux richesses qu'ils créent, mais, ajoute-t-on, aussitôt : « qu'ils se gardent d'aller trop vite et de demander trop. Il y a trop d'intérêts qu'il ne faut pas effrayer. Que l'on se contente d'améliorations successives ».

C'est toujours tourner dans le même cercle vicieux. Ceux que l'on a tant crainte d'effrayer ne sont pas plus bêtes que d'autres. Ils savent que ce sont leurs privilèges qui sont visés. S'ils laissent passer une réforme, c'est qu'elle ne les atteint qu'en apparence. Celles qui auraient pour effet d'amoindrir réellement leur capacité d'exploitation seraient étranglées au passage.

On a déjà voté des lois ouvrières, malgré qu'aucune ne se soit réellement attaquée au

capital, cela n'empêche pas les industriels de les éluder à cause des petits désagréments qu'elles leur apportent. Lorsqu'elles sont appliquées, c'est que les travailleurs ont dut en imposer l'application par la grève, mais sans que cela ait amené un changement appréciable dans leur situation.

Par le fait de l'existence du salariat, et d'une valeur d'échange, le coût de la vie doit hausser avec l'augmentation des produits qu'entraîne la hausse des salaires. — A moins que l'industriel ne trouve une compensation, à l'augmentation de salaire accordée, par une économie de temps, alors l'augmentation est illusoire puisqu'elle doit se traduire par du chômage, — l'ouvrier reste donc toujours dans l'impossibilité de trouver à satisfaire ses besoins de développement intégral. Il doit rester la bête à production, à laquelle on rationne même ce qui doit satisfaire ses besoins primordiaux : manger, se reposer, se reproduire. Et nous retombons toujours à notre conclusion : Pour que le travailleur puisse arriver à réaliser une amélioration notable à son existence, il faut abolir l'exploitation de l'homme par l'homme; il faut que chacun puisse, en la so-

ciété, trouver à sa libre disposition les moyens de production qu'il peut mettre en œuvre par son propre travail — isolé ou en association. — C'est cet idéal qu'il ne doit jamais perdre de vue, c'est l'étalon qui doit le fixer sur la valeur des réformes immédiates. Et voilà comment un but éloigné est indispensable même pour des réalisations immédiates.

Seulement cette façon de concevoir les choses, évidemment, entraîne une façon d'agir qui vous met en antagonisme avec tout ce qui existe, avec ceux qui ont la prétention d'améliorer les choses et de diriger l'évolution sociale, et cela vous rend la vie plutôt incommode, vous posant en grincheux à l'égard de ceux qui n'ont qu'un but : arriver à concilier quand même.

Comment accepter une fonction de l'Etat, lorsqu'on est convaincu que la meilleure réforme n'est qu'un obstacle à l'évolution ?

Impossible d'aspirer à une fonction élue, lorsqu'on est certain que tout le parlementarisme n'est qu'une comédie destinée à faire croire aux exploités qu'ils trouveront là un remède

à leur exploitation, et que son seul but est de protéger leurs exploiteurs contre leurs légitimes revendications.

Etre anarchiste, c'est être négateur, non seulement de toute l'organisation sociale existante, mais aussi de tous les replâtrages qui ont la prétention de ménager un passage à la société future, car ce passage n'existe pas, ou, du moins, échappe à nos prévisions et ne peut être que l'œuvre de la masse de petits changements qui s'opèrent tous les jours, sous nos yeux, que nous y participions ou non, que nous les désirions ou que nous les combattions, que nous les constations, ou qu'ils échappent à notre perception.

Ce passage, c'est l'effort continuel de quitter l'état social présent pour atteindre l'idéal entrevu. Alors le pas accompli en avant n'est pas pour s'implanter sur la place conquise, mais seulement pour y trouver un point d'appui, pour un nouvel effort. Tandis que, pour faire accepter par la masse, quelle que réforme que ce soit, il faut la présenter comme but.

S'il est vrai que la société actuelle soit

grosse de la société de demain, il n'en est pas moins vrai que la société de demain ne se réalisera qu'en détruisant les institutions de la société actuelle qui entravent son évolution, et cette destruction ne peut être préparée en faisant croire que les dites institutions peuvent servir à la transformation.

De même qu'un fonctionnaire de l'Etat, intervenant dans les conflits sociaux, ne peut faire autrement que de prendre position en faveur des privilégiés, de même, le conciliateur n'arrive à concilier qu'en dupant l'exploité au profit de l'exploiteur.

Il ne peut y avoir de conciliation possible entre celui qui a tout et veut tout garder, et celui qui n'a rien, et veut entrer en possession de ce à quoi il a droit.

Si le premier consent à faire quelques concessions, ce ne peut être qu'à condition que ces concessions ne détruisent pas sa situation privilégiée, mais que, en retour, l'autre renonce à ce qu'il a droit, pour se contenter d'une apparence de satisfaction. C'est l'éternelle histoire du plat de lentilles.

Je connais le cliché qui vient se placer ici : « Il y a les libertés acquises qu'il ne faut pas compromettre par des exigences irrationnelles. Il y a les réactionnaires qui guettent nos divisions pour nous ramener en arrière. Il y a la république qui, certes, n'est pas l'idéal, mais qui, cependant, a permis certaines conquêtes, et que l'on doit défendre contre l'ennemi commun » ! Que sais-je encore, on peut ajouter indéfiniment à la liste.

Mensonges que tout cela.

« Votre justice n'est pas la nôtre », disait Ravary à un civil qui l'interpellait. « Votre idéal social n'est pas le nôtre », peuvent dire les travailleurs aux réformistes, et même ajouter : « il est l'ennemi du nôtre, car vous voulez concilier ce qui est inconciliable, tandis que nous voulons rompre avec ce mensonge qui voudrait nous faire accepter le mal dont nous souffrons, sous prétexte de ne pas compromettre la réalisation du changement que nous voulons ».

Ce sont, du reste, les mêmes clichés que pour l'internationalisme et le désarmement.

« La belle chose que les nations toutes sœurs, consacrant leurs efforts à des travaux utiles, au lieu de les dépenser en travaux de défense ! y eut-il jamais rêve plus noble !

« Ah ! oui, mais il y a des pays dont la victoire serait le triomphe de l'obscurantisme et de l'autocratie ! Il y a des pays. — La France en France — ayant un bagage d'idées et de libertés à défendre !

« La guerre, ah ! certes ! est une chose monstrueuse, criminelle ; le militarisme est une plaie honteuse, un chancre rongeur qui dévore la substance des nations ; mais, de peur d'un mal « qui pourrait venir », il faut garder le mal présent ».

Et voilà comment les choses reconnues mauvaises persistent et résistent, même lorsqu'on est d'accord sur leur malfaisance.

Eh bien ! non, les travailleurs peinant de 12 à 14 heures par jour, pour un salaire de famine, n'ont pas à défendre un bagage d'idées qui, toute leur vie, doivent leur rester inconnues ; il n'y a de libertés réelles que pour ceux qui ont le moyen de les exercer.

Qu'importe la liberté de conscience à celui qui doit taire ses opinions s'il veut trouver du

travail, et même, parfois, afficher celles qu'il n'a pas, et dont le cerveau est tellement annihilé par un travail exténuant qu'il n'éprouve même pas le besoin de lire ?

Qu'importe la liberté de réunion à celui qui, au sortir de l'usine, n'aspire qu'à manger et dormir ?

Qu'importe la liberté de la presse à celui qui n'aura jamais les moyens de publier, même une brochure de quatre pages ?

Je dis qu'importe ? Que devrait importer ? serait plus vrai ; car on a tellement pourri de politique le cerveau des travailleurs que l'on est arrivé à les faire se passionner pour des libertés qu'une petite minorité est seule en état d'exercer.

Pour le travailleur, le grand problème est de défendre le morceau de pain de tous les jours, de défendre sa dignité à l'usine, afin de ne pas être traité tout à fait comme une bête de somme. Voilà la lutte journalière, et celle-ci est à mener contre l'exploiteur compatriote, aussi bien que contre l'exploiteur étranger.

Si la guerre est atroce. Si les guerres ne sont suscitées que pour les combinaisons louches des ruffians de la politique ou de la banque. Si les travailleurs n'ont rien à y gagner, que les frais à payer, que leurs maîtres soient vainqueurs ou vaincus — alors guerre à la guerre, que les travailleurs ne s'y laissent traîner sous aucun prétexte, pour n'importe quel motif ; qu'ils refusent de se laisser armer, et laissent leurs maîtres soutenir seuls leurs compétitions.

La guerre ne pourra plus avoir lieu du jour où ceux qui sont seuls à fournir la chair à mitraille refuseront de s'y laisser mener ; et du jour où les exploités refuseront de servir plus longtemps de gardes-chiourmes à leurs exploiteurs, le règne de leurs maîtres sera bien près de sa fin.

Il en est de même dans l'ordre économique, car tout se tient.

C'est une autre tromperie de prétendre que si l'individu, aujourd'hui est plus libre, il le doit à un gouvernement et à des lois plus libérales. Il y a un gouvernement soi-disant

plus libéral, appliquant moins les lois restrictives — qui existent toujours, [1] — et des lois plus libérales, parce que les individus ont su résister aux gouvernements despotiques, et les renverser, par ce qu'ils ont su conquérir plus de libertés. Ils ne le doivent pas plus à la République qu'à n'importe quel autre régime. C'est parce qu'ils l'ont conquis de haute lutte, indépendamment de tout régime politique. C'est parce que les travailleurs ont lutté pour améliorer leur situation que la république a été rendue possible.

De même, si les ouvriers ont obtenu une diminution de la durée des heures de travail, s'ils ont réussi à faire augmenter leurs salaires, s'ils possèdent le droit de se syndiquer, s'ils ont le droit de parler et d'écrire, ce n'est pas parce qu'il y a des lois qui le leur permettent, mais parce qu'ils ont lutté, toujours et sans cesse, soit individuellement, soit corporativement par la grève, soit en masse par les révolutions.

Aujourd'hui nous sommes arrivés à reconnaître que toutes ces améliorations ne sont

1. Et le ministère socialo-radical de Clemenceau nous prouve que l'on peut toujours les appliquer.

que temporaires, insignifiantes ; que ces fameuses libertés ne sont que des auxiliaires qui doivent servir à en obtenir de plus grandes, mais qu'elles sont impuissantes à amener la véritable solution.

Tant que les aspirations des travailleurs se bornaient à réclamer un peu plus de liberté, un peu plus de bien-être, l'existence des privilèges des maîtres n'étant pas mise en péril, ils pouvaient discuter sur le plus ou moins de longueur que l'on pouvait donner à la chaîne par laquelle ceux-ci tiennent ceux-là.

Aujourd'hui la situation n'est plus la même. Ce n'est pas seulement un peu plus de bien-être que réclament les travailleurs conscients, mais tout le bien-être qu'ils aident à produire. Ils ne veulent plus être une classe à part, n'ayant droit qu'à une situation inférieure. Si les exploiteurs veulent continuer à exploiter, les travailleurs ne veulent plus continuer à l'être.

Que la netteté de ces réclamations effraie ceux qui ne veulent pas laisser diminuer leurs privilèges, cela ne fait aucun doute, et nous

avons vu qu'en effet ils croyaient trouver leur refuge dans les mesures de répression. Mais du jour où le prolétariat commencera à prendre conscience de sa force, ce ne sont pas les mesures de répression qui pourront l'arrêter. Quels que soient ceux qui détiennent le pouvoir, ils ne peuvent jamais que ce que leur permet la conscience publique. Et c'est cette conscience publique qu'il s'agit d'éveiller. La solution ne peut-être amenée que par la lutte. Ce n'est pas en cherchant à se tromper sur le danger qu'on l'écartera, ni en laissant aux générations à venir le soin de tout résoudre, qu'on changera quelque chose.

La question est posée, et simplistes eux-mêmes ceux qui pensent l'éluder en élevant une question d'opportunité. Aujourd'hui, demain, dans cent ans, le problème reste le même. Il faut bien se décider à l'envisager tel qu'il est. Une orientation nouvelle s'en dégage et c'est ce qui désoriente ceux qui ne l'ont pas compris.

VI

L'IMPOT SUR LE REVENU, LES RETRAITES OUVRIÈRES

Les bourgeois se prétendent les défenseurs de la justice absolue. — Chacun doit payer selon ses ressources. — Ce sont les bourgeois qui tirent le plus d'avantages de l'ordre social. — La valeur d'une pièce de cent sous. — L'Impôt indirect, moyen d'écorcher sans faire crier. — En définitive c'est celui qui travaille qui paie pour tous. — Les lois de « protection ouvrière ». — L'arbitrage obligatoire. — Un nouvel impôt. — Une escroquerie financière. — La danse des milliards. — Un leurre.

A tout seigneur, tout honneur, c'est par les deux grandes réformes du parti radical que nous commencerons notre examen des moyens, les plus saillants, proposés en vue de faire, de la société capitaliste, un Eden où tout le monde, riches comme pauvres, trouvera satisfaction,

et ce qui en toute justice revient à ses efforts.

Car, c'est un point qu'il ne faut pas oublier, les défenseurs de l'ordre social actuel, ne les défendent, repoussant les « utopies » socialistes ou anarchistes, que, parce que, partisans de la « Justice » absolue, ils prétendent que cette justice ne peut être répartie que par un gouvernement chargé de faire respecter la liberté de chacun, et que, d'autre part, la vraie justice consiste à rémunérer chacun selon son travail, et qu'il n'y a, jusqu'à présent, que l'organisation économique actuelle qui permette d'approcher cette justice distributive. Ils en tiennent l'instrument, il ne s'agit plus que d'améliorer la façon de s'en servir pour arriver à la perfection.

Si chacun doit recevoir selon ce qu'il a travaillé, chacun doit payer à la société selon ses moyens, et c'est ce qui nous a valu cette grande pensée du règne radical : l'impôt sur le revenu.

Selon ses promoteurs, c'est bien là le véritable impôt égalitaire. Chacun concourant, selon ses ressources, aux charges communes,

payant, personnellement et directement, sans pouvoir rejeter sur d'autres le fardeau qui lui incombe ; n'est-ce pas là de la bonne justice ?

Quelle bonne blague !

D'abord, il n'y a que celui qui possède qui jouisse pleinement des avantages que nous procure l'organisation sociale.

Qui a besoin d'une armée, d'une police, d'une magistrature, chargées de défendre... la propriété ?... Ceux qui en possèdent une, naturellement.

A qui sont réservés les emplois grassement rétribués par le budget, les fonctions qui n'ont qu'une raison d'être : assurer à ceux qui les possèdent le libre exercice des privilèges acquis, par une minorité, aux dépens du plus grand nombre.

En admettant la légitimité de l'impôt, pour être équitable, ce n'est pas sur les ressources de celui qui paie qu'il devrait être basé, mais sur les avantages qu'il en retire.

Il aurait fallu, de plus, qu'il fût largement progressif, que, passé un certain chiffre de revenus, l'impôt fût un commencement de restitution, car il est outrageant pour la justice, dont se réclament nos Lycurgue, que des uns

aient cent mille francs à manger par an, quand d'autres n'arrivent à peine, non à satisfaire, mais à calmer les besoins les plus primordiaux.

D'autre part, l'argent n'a pas la même valeur pour celui qui n'a que cent sous à manger par jour, que pour celui qui peut dépenser dix, vingt, cent fois autant. Pour l'un, cinq francs à distraire de son budget, représentent une privation dans le nécessaire, pour l'autre c'est une quantité négligeable. Mais peut-on demander à ceux qui sont des privilégiés de se charger de faire rendre gorge à eux-mêmes, et à ceux de leur classe !

De plus, ne le savons-nous pas par les impôts existant déjà — directs ou indirects — n'est-ce pas, en somme, sur le producteur que retombe toute charge ? n'est-ce pas, en fin de compte, celui qui produit qui paie ?

Si les actions, obligations, par une opération mystérieuse, produisaient dans les coffre-forts de ceux qui les détiennent les sommes nécessaires pour rédimer leurs coupons, on pourrait croire que le tantième prélevé par l'impôt sur cette opération, serait bien prélevé sur le

rentier, et qu'il lui est impossible de se récupérer sur d'autres.

Mais ces actions représentent une part d'exploitation, soit dans un budget d'État, soit dans une entreprise industrielle, commerciale, de transports ou de banque, et il faudrait être bien naïf pour croire que ces gens qui ont en main la possibilité de reprendre d'une main ce qu'ils paient de l'autre, se garderont de le tenter.

Que l'on augmente l'impôt sur les patentes, le détaillant augmentera sûrement ses prix, que l'on augmente l'impôt sur la propriété, le propriétaire augmentera ses loyers. Ne les augmentent-ils pas, déjà, lorsqu'une amélioration, à laquelle ils sont étrangers, se produit dans leur quartier, comme cela vient de se produire, par exemple pour ceux où on a établi le métro.

L'argent ne produit de l'argent que par le travail de ceux qui peinent et triment. Que la production s'arrête, l'argent cessera de produire. On pourra bien inventer toute sorte de système pour faire payer les oisifs, mais tant que l'exploitation du travail des autres sera la

base de l'ordre économique, on peut être assuré que toutes les charges sociales retomberont toujours sur les épaules de ceux qui travaillent. Il s'établira une série de ricochets qui finiront par atteindre celui qui, au bas de l'échelle sociale, est bien forcé d'encaisser les coups qu'il ne peut rendre à personne... à moins que, prenant conscience de sa situation, il ne culbute le joli système qui fait de lui la bête de somme, et le pâtira de l'ordre social.

Dans ce changement d'assiette de l'impôt, l'ouvrier ne gagnera qu'une chose, ça sera de savoir un peu plus exactement, ce que lui coûtent les services de l'Etat. Ce qu'il paie, à l'heure actuelle, indirectement sous forme de douane, d'octroi, pour lui, n'entre pas en compte. Cela est incorporé à la valeur des marchandises qu'il achète, et n'a qu'un vague rapport avec l'impôt.

L'impôt indirect, fut à mon sens la plus belle trouvaille que pouvaient faire des gouvernants afin d'écorcher le contribuable sans qu'ils s'en aperçoivent trop, et peut-être la bourgeoisie a-t-elle tort d'en changer la forme.

Mais, probablement, son impôt sur le revenu ne sera-t-il qu'un trompe-l'œil, et en-

tend-elle, conserver les deux formes d'extorsion sur le contribuable.

Et puis, comment veut-on que l'ouvrier arrive jamais à se rendre compte quelle part il paie pour ceux qui l'exploitent, pour toute la vermine d'intermédiaires qui vivent de lui et de son travail, sous forme d'augmentation des denrées et produits industriels, de baisse de salaire, d'augmentation de loyers et diverses autres formes de reprises sur lui. Car, exploité comme producteur, il l'est tout autant comme consommateur.

A côté de l'impôt sur le revenu, le parti radical a en réserve ou en application, ce que l'on est convenu d'appeler les « lois ouvrières » ou de « protection ouvrière ». Il y en a toute une série : Réglementation des heures de travail, sur l'arbitrage et la conciliation obligatoires, les accidents du travail, et combien d'autres ? Ils ont ainsi, en réserve, une infinité de projets qui, une fois votés, vont faire aux travailleurs, une vie de félicités incommensurables, ne parle-t-on pas, déjà, — Oh ! pour un avenir lointain — de

leur assurer la propriété d'un foyer, d'une maison familiale qui serait insaisissable !

Car, si l'Etat, pour les radicaux, est le meilleur régulateur de la justice, la propriété individuelle, « fruit du travail, de la tempérance et de l'économie », accessible à tous ceux qui sont doués de ces qualités, c'est la plus grande somme de justice à laquelle il soit possible d'arriver.

« Certes, dans l'état social qui la protège, il s'est glissé quelques abus. Quelle œuvre humaine en est exempte ? Mais ces abus, ces imperfections, c'est au législateur à les corriger, à les amender, à lui d'accorder aux travailleurs la place qui leur revient dans cette société. Toute leur place, mais rien que leur place. »

Car il est bien entendu que tout le monde ne peut pas être capitaliste. Si chacun était assuré de la satisfaction de ses besoins, plus personne ne voudrait travailler. D'autre part, les aptitudes ne sont pas toutes égales. Il y a, de plus, les droits acquis. A celui dont les parents se sont privés pour laisser un petit bien-

être, et à plus forte raison qui s'est privé lui-même, on ne peut pas, au nom d'une prétendue égalité, aller arracher ce qui leur appartient.

Les uns sont habiles, les autres non ; les uns sont intelligents, les autres ne le sont pas ; les uns sont faits pour commander, les autres pour obéir, la vraie justice est que chacun soit rémunéré d'après ses propres mérites, d'après ce qu'il apporte de travail, d'intelligence ou de capital dans l'association ; pour cela faire, il n'y a qu'à laisser agir la libre concurrence.

La lice est ouverte. A celui qui saura déployer le plus d'aptitudes, il appartiendra de prendre place parmi l'élite, de se créer la vie de luxe et de loisirs qu'il sera capable d'acquérir par son travail... ou celui des autres.

Mais, dans tout combat bien ordonné, il y a des règles à observer, de là, la nécessité d'arbitres pour intervenir entre les combattants qui seraient enclins à tricher.

Et comme la bourgeoisie a trouvé cette parfaite arme de gouvernement, le suffrage universel, par lequel le plus infime des citoyens semble participer, sinon au gouvernement

lui-même, au choix des gouvernants, tout au moins, et par là, indirectement, au choix des règles à intervenir, il s'ensuit que le devoir de chacun est de respecter ces règles édictées au nom — et pour le plus grand bien — de tous.

Nous aurons à discuter plus loin, le mensonge électoral; nous aurons également à voir par l'exemple de la journée de huit heures, ce que valent toutes ces lois dites de « protection ouvrière ». La loi d'arbitrage obligatoire dans les conflits entre ouvriers et employeurs, serait la plus belle loi d'étranglement des réclamations ouvrières si, une fois votée, les ouvriers étaient assez veules pour s'y soumettre.

En effet, quel est le rôle d'un arbitre ? c'est de concilier les parties en présence; d'être assez adroit pour obtenir de part et d'autre, des concessions — ou semblants de concessions — permettant de faire une cotte mal taillée, de façon à ce que chacun des belligérants puisse l'accepter. Cela est si vrai, que le projet de loi en préparation, porte « loi d'arbitrage et de conciliation. »

Mais, comme nous l'avons vu déjà, c'est toujours sur les réclamations des ouvriers que les réductions s'opèrent; comme le patron peut toujours invoquer des raisons économiques, imprévues, pour rompre les contrats, et qu'il est entendu que c'est l'ouvrier qui est toujours l'empêcheur d'exploiter en rond, on voit d'ici ce que, dans ces comédies d'arbitrage, pèseraient les réclamations des exploités.

Un arbitre qui accepterait en bloc les réclamations des grévistes, leur donnerait raison sur toute la ligne! phénomène pareil n'a jamais été vu, ça serait le monde renversé, ça serait une raison pour les patrons de le récuser. Or donc, pour que la justice, telle que l'entendent gouvernants et nantis, soit respectée, toute commission arbitrale devra être composée moitié de patrons, moitié d'ouvriers, et le président qui devra les départager, choisi parmi les gens posés, connus pour leur esprit d'ordre: fonctionnaires, magistrats; pas besoin qu'il soit ennemi des réclamations ouvrières, suffisant qu'il ne donne pas dans le travers des « utopies irréalisables ». On sera sûr que la sentence sera ce qu'elle doit être, une so-

lution amiable, « où il sera tenu compte au patron de ce qu'il lui est possible d'accorder, sans renoncer à ses droits et privilèges. »

Et la fameuse loi sur les retraites pour la vieillesse est une fumisterie de ce genre, avec une extorsion de milliards dont seront victimes les seuls travailleurs.

Le projet de loi en gestation porte qu'il sera opéré une retenue de 0 fr. 05 par journée de travail qui n'atteint pas 2 fr.; 0 fr. 10 par journée allant de 2 à 5 fr., et 0 fr. 15 par journée au-dessus de 5 fr. L'année sera comptée pour 250 journées de travail rétribuées. Un versement équivalent sera versé par l'employeur au nom de l'employé.

Et avec cela, si l'ouvrier a versé sans arrêt, pendant 30 ans, ses 0 fr. 05, 0 fr. 10 ou 0 fr. 15 — son patron autant — il pourra, à l'âge de 65 ans, obtenir une rente annuelle de 400, 800 ou 1.200 fr., ce qui donnera aux premiers, la possibilité de payer leur terme, et quelques sous de poche, car, sans doute, il s'agit ici d'ouvriers de la campagne, où l'on peut se loger pour 80 à 100 fr.

C'est déjà beau comme fumisterie, car, même à la campagne, se nourrir avec moins de 20 sous par jour à dépenser, on ne risque pas de mourir d'indigestion.

Mais, on a si peu de besoins quand on est vieux! Et puis, un ouvrier!

Mais où cela devient épique, c'est lorsqu'on sait que la durée de la vie moyenne étant de 35 ans, peut-être un peu moins, si la statistique s'opère seulement sur la classe ouvrière, et que l'on sait qu'il n'y a qu'un nombre très infime qui parviennent à l'âge de 65 ans fixé pour recevoir la fameuse pension. L'ironie, dépasse les bornes.

On objectera, évidemment, que pour pouvoir payer ces sommes, même si minimes, il faut bien que plus d'un des participants aient été enlevés de la circulation.

Il est certain que l'Etat ne peut pas pallier aux mauvais effets de l'organisation économique. Organisme fait pour absorber, et non pour produire, ses services sont toujours chèrement payés par ceux qui en sont l'objet. C'est pourquoi les anarchistes veulent s'en débarrasser comme d'un appareil trop coû-

teux et ont entrepris de démontrer sa nocivité.

Et ici, encore, il ne faillit pas à son rôle.

Les calculs de l'auteur du projet de loi, estiment qu'il y a en France, 9.200.000 salariés sur lesquels pourra peser cet impôt nouveau. Mettons que la moyenne, à verser par chaque individu, soit de 0 fr. 10 par journée de travail : 250 journées à 0 fr. 10 font, par an, 25 fr., cela pendant 30 ans, fait par individu, 750 fr., ce qui, multiplié par 9.200.000 « plumés » représente une somme de six milliards 900.000 fr. (six milliards, neuf cent mille francs), Et comme le patron aura versé autant, c'est une somme de près de 14 milliards dont la bourgeoisie va s'assurer la gestion, avant d'avoir à débourser un sou.

Et ceci n'est qu'une basse moyenne, car les versements devront commencer dès l'âge de dix-huit ans, ce qui, pour ceux-là, fera 47 ans à attendre, avant de toucher.

Je laisse à d'autres le soin de calculer si cette somme, avec ses intérêts capitalisés, ne pourrait pas permettre d'abaisser la limite

d'âge où cette pension doit être versée, et même d'en relever le chiffre. Ce que je viens de dire, est déjà suffisant pour donner un aperçu de ce que coûtent les services de l'Etat.

Mais, pour gérer ces milliards, pour administrer ces caisses de retraites, il faudra, en surplus, créer de bons emplois lucratifs, de bons fromages dans lesquels les frères et amis pourront se créer des situations confortables. Si l'Etat coûte cher aux uns, c'est une bonne vache à lait pour d'autres. Je doute qu'il y ait compensation.

Cependant, l'escroquerie étant un peu forte, il fallait la masquer.

En attendant que la loi ait acquis son plein effet, il sera demandé à l'Etat — c'est-à-dire au contribuable, c'est-à-dire, en dernier ressort, à celui qui produit — un crédit annuel de 15.000.000 de francs, pour payer une rente de 370 fr., par an, à ceux qui auront atteint 65 ans.

Et voilà comment, d'une loi qui a l'air de venir en aide au travailleur, en lui promet-

tant de lui donner de quoi vivre! — ne pas mourir de faim, serait plus juste — lorsqu'il ne pourra plus travailler, on en a fait une charge nouvelle, qui pèsera sur sa période d'activité, lui enlevant une partie du produit de son travail, le forçant aux privations, sous prétexte d'assurer ses vieux jours. Ce qui sera un mensonge pour les neuf-dixièmes d'entre eux, puisqu'ils n'atteindront jamais l'âge où cette somme devrait leur être versée.

VII

LA JOURNÉE DE HUIT HEURES
DÉFENSE DES SALAIRES

Les réclamations ouvrières admises par tous... en principe et à condition que les ouvriers méritent leur réalisation par leur soumission. — Les exagérations forcées des prôneurs de système. — Les réclamations ouvrières ne prendront fin que lorsque chacun sera son propre patron. — Chacun a droit au développement qu'il peut atteindre. — Les réclamations ne cesseront qu'avec les abus qui les suscitent.

Les réclamations ouvrières s'imposent tellement à notre époque, qu'elles ne sont plus guère contestées que par quelques fossiles encroûtés d'autoritarisme ou d'économie politique ; quelques-unes, même, essayent de se traduire en projets de loi.

La journée de huit heures, l'amélioration des conditions d'existence, une retraite pour assurer le sort des vieux travailleurs, tout cela est admis en principe ; on n'y oppose plus guère que des questions d'opportunité ; la dernière raison de ceux qui n'en ont plus de bonnes à opposer.

« Le syndicat ! Mais comment donc ! Les travailleurs doivent se syndiquer, afin de pouvoir traiter sur le pied d'égalité avec leurs employeurs. Ces derniers, même, ayant tout avantage à avoir en face d'eux une organisation solide, avec laquelle ils puissent traiter, et qui puisse leur garantir l'exécution des clauses acceptées. »

« Journée de huit heures ! mais certainement ! l'ouvrier n'est pas une bête de somme. Il ne doit pas être forcé de tendre ses nerfs jusqu'à l'usure prématurée. Il a droit à un repos qui lui permette de donner la plus grande somme de travail avec le moins possible de fatigue. Il faut qu'il ait le temps de s'instruire, de se récréer ».

« Oui ! il est honteux pour la société que, lorsqu'il ne peut plus travailler, l'ouvrier soit réduit à la mendicité. Des lois de prévoyance

doivent lui assurer l'existence (vingt sous par jour) lorsque ses membres épuisés ne voudront plus le servir. »

Et ainsi de suite pour le reste ; c'est édifiant de voir, depuis que la situation malheureuse des travailleurs a été découverte, combien de gens se sont apitoyés voulant à tout prix se faire les défenseurs de leurs réclamations et, poussant l'esprit de dévouement jusqu'au bout, s'empressent même de les formuler en lieu et place de leurs protégés.

Oui, c'est curieux à remarquer, presque toutes les réclamations ouvrières ont été formulées par des politiciens qui s'en sont d'abord fait une plate-forme.

Le travailleur est resté si longtemps dans l'ignorance, pendant tant de siècles il a accepté si passivement son rôle à part, dans l'état social, de bête à produire, n'imaginant pas qu'il pût en être autrement, ne demandant qu'un peu moins de misère, un peu moins d'oppression, et un peu plus d'égards, que, de tout temps il s'est trouvé des gens pour prendre sa défense, et qu'il existe des « sociétés

protectrices des travailleurs », tout comme il en existe pour la protection des animaux — bien avant qu'il songeât à formuler des revendications claires et précises.

Les uns, comme pas mal de politiciens, afin de le gouverner plus facilement, en le dupant par des promesses fallacieuses, d'autres, tout bonnement, tout naïvement, dans l'espoir de lui venir en aide, s'imaginant que les privilégiés auront fait tout ce qu'ils peuvent en faisant quelques petites concessions, et dont le travailleur, s'il veut se montrer digne de les recevoir, devra se satisfaire, n'exigeant rien de plus, s'astreignant à les mériter par une plus grande soumission à l'ordre de choses existant, attendant tout de la bonne volonté de ses exploiteurs, et de la providence parlementaire. Les bonnes âmes ne se rendant pas compte que c'est vouer ainsi le prolétaire à l'esclavage indéfini, que c'est le classer hors de l'humanité, en bête de production, anneau intermédiaire entre l'homme et l'animalité.

La réduction de la journée de travail à huit

heures est une de ces réformes qui s'érigent en drapeau, que certains bourgeois veulent bien accepter comme revendication possible, mais qui leur semble être le maximum de ce que les travailleurs peuvent légitimement réclamer dans cette direction et qu'ils ne doivent pas dépasser.

Après avoir constaté que la situation du travailleur n'est pas ce que doit être la situation d'un homme dans la société ; que certains capitalistes se refusent systématiquement à toute concession ; que l'application de diverses réformes, loin d'être une charge pour les employeurs, a été en plus d'un cas, une amélioration à leur profit autant qu'à celui des travailleurs.

Et, pour la journée de huit heures, divers essais tentés par des capitalistes plus intelligents que d'autres sont concluants à cet égard[1].

Devant ces constatations, nos gens sensi-

1. Voir, à ce sujet, *La journée de huit heures et le salariat industriel* de M. de Morsier, qui y cite des tentatives de la journée de 8 heures faites par divers industriels, où, au bout de quelque temps, la production arriva à égaler celle faite pendant les 10 heures.

bles ne peuvent s'empêcher de flétrir comme il convient la rapacité de ces « mauvais maîtres » ; mais ce n'est que pour demander une plus grande sagesse aux travailleurs, plus de patience et plus de modération dans leurs demandes et leur façon de demander.

On sent que, — sans qu'ils se l'avouent — quelle que soit leur phraséologie, les demandes des travailleurs ne sont pas un droit, mais une faveur qu'il faut mériter.

Oh ! ils ne manquent pas d'arguments pour étayer leurs appels à la patience, à la modération. Il y a des situations qui ne peuvent se modifier du jour au lendemain, des conditions de concurrence qui font qu'un patron, ou un groupe de patrons, ne peuvent réaliser telle ou telle réforme sous peine de se trouver en état d'infériorité en face de leurs concurrents, surtout en face de leurs concurrents étrangers.

Cela est vrai. Nous nous sommes déjà rencontrés avec l'objection. Mais, comme nous l'avons vu, en quoi cela doit-il arrêter les ex-

ploités dans leur marche vers l'émancipation ?

Sans doute, qu'avant d'avoir compris que leur situation ne changera réellement que du jour où ils auront abattu l'exploitation, et instauré un régime économique où il ne sera plus possible à un individu, ou groupe d'individus, d'exploiter le travail de ses semblables, les travailleurs sont appelés à expérimenter l'une après l'autre les réformes qui doivent adoucir le régime d'exploitation qu'ils subissent. Seulement c'est un mensonge de vouloir leur montrer cette amélioration comme un but définitif de leurs efforts, alors que ce ne peut être qu'un soulagement momentané.

Evidemment, pour entraîner les gens à la conquête d'une réforme, il serait absurde de leur dire qu'elle n'apportera aucun soulagement à leur sort, ou bien que le peu de bons effets qu'elle pourra avoir au début de son application sera vite annihilé par le jeu des rouages sociaux.

Pour entraîner les gens à la conquête de

quelle que réforme que ce soit, il faut surtout appuyer sur les avantages qu'ils en tireront.

Et c'est le travers dans lequel sont tombés quelques syndicalistes révolutionnaires lorsque, comme moyen d'agitation, ils s'emparèrent de la réduction des heures de travail.

Réduire les heures de travail, obtenir plus de liberté, plus de loisirs, c'est un avantage incontestable, contre lequel personne — si ce n'est les défenseurs de l'exploitation — ne peut s'élever.

Mais pour enrôler les individus, il faut amplifier les choses; à côté des avantages réels, tangibles, on fut trop porté à en trouver d'autres.

Ainsi, par exemple, la réduction des heures de travail devait, selon quelques-uns, non seulement atténuer le chômage, mais le supprimer, puisqu'il faudrait augmenter le personnel pour remplacer les heures que chaque producteur ferait en moins.

Et on objectait que, même en admettant que les travailleurs puissent arriver à augmenter leur puissance de production, il était impossible qu'ils produisent en huit heures ce

qu'ils produisaient en dix, la force humaine ayant des limites.

Des limites, évidemment, il y en a aux forces humaines, mais sait-on ce que l'on peut leur arracher après entraînement approprié ! J'ai parlé plus haut du livre de M. de Morsier relatant des essais où l'on est arrivé, justement, à faire produire le même travail en huit heures qu'en dix. Et on oublie l'élément mécanique qui se perfectionne tous les jours, éliminant, à chaque fois, une part de travail humain. Les capitalistes sont lents à le faire entrer dans la pratique, à cause des frais de premier établissement, mais ils n'hésiteront pas à l'employer lorsque le travail des bras humains leur deviendra plus onéreux qu'un renouvellement d'outillage.

En admettant, qu'au début, la réduction des heures de travail permette d'employer quelques-uns des bras inoccupés, ce ne sera que très temporaire, et n'empêchera pas le chômage.

Il est bon, qu'en attendant la suppression de l'exploitation, les travailleurs s'essaient à obtenir plus de liberté, plus de bien-être. Mais il est bon aussi qu'ils sachent bien que

les concessions qu'ils arrachent à leurs exploiteurs ne sont que des étapes en attendant l'affranchissement complet.

Une autre erreur que font les bonnes âmes qui s'intéressent aux réclamations ouvrières, c'est de croire que ces réclamations sont le but final de tous leurs efforts.

Lorsque les ouvriers ne travailleront plus que huit heures par jour, lorsqu'ils auront obtenu quinze jours de vacance par année, en plus du repos hebdomadaire, et un salaire leur permettant de vivre un peu moins chichement que par le passé, et, comble de magnificence, lorsque la Providence-Parlement aura assuré leurs vieux jours — aux rares survivants, serait plus juste — par le vote d'une pension quotidienne de vingt sous, cela ne fait aucun doute pour les bonnes âmes, les travailleurs devront être au comble de leurs vœux, et n'auront plus rien à réclamer.

Telle est la part du travailleur. Pour obtenir davantage, il faut franchir le fossé, il faut laisser-là, l'outil du producteur manuel, il faut passer dans « l'élite » — ce sont eux qui

se proclament ainsi — de ceux qui font travailler les autres, des intermédiaires, des intellectuels, des professions dites libérales, les seuls auxquels soit permie la satisfaction intégrale des besoins, le développement complet et normal de l'individualité.

Et, il faut bien l'avouer, l'idéal de la plupart des exploités ne va pas au-delà ; ne voyant pas d'autre solution que d'être exploiteur pour ne plus être exploité.

Cependant, il y en a d'autres qui demandent mieux. Il s'en trouve qui veulent jouir de la vie sans exploiter les autres et qui envisagent une société où l'on ne serait ni exploité, ni exploiteur.

Le travailleur n'est pas une bête à part dans l'humanité. Il n'est pas vrai qu'il faille des êtres œuvrant dans la misère, dans la gêne et les privations, pour permettre aux favorisés de l'intelligence — ou du hasard — d'exercer leurs facultés au profit de cette entité : l'Humanité.

Tout individu n'a droit qu'à ce à quoi ses facultés lui permettent d'atteindre, mais il y

a un droit absolu. Mais faut-il qu'il puisse se développer en toute son intégralité physique, intellectuelle et morale. Et tout état social qui favorise le développement des uns au détriment des autres, est un état social qui ne répond pas à son but. Lorsque dans un état social qui, comme le nôtre, engendre la guerre entre ses membres, ceux qui se trouvent lésés ont le droit et le devoir de le combattre, d'en préparer la transformation, en cherchant d'autres formes de groupement plus adéquates à leurs conceptions, sans tenir compte des entraves, légales ou non, que ceux qui bénéficient de cet état de choses voudraient leur imposer.

Chacun doit coopérer à la production puisqu'il ne peut subsister qu'en consommant des produits du travail. Et si une meilleure économie des forces exige la division du travail, cette division n'exige pas que, dans la répartition, les uns aient le droit d'enlever la meilleure part des autres.

Il n'est pas vrai qu'il faille des gens « produisant » et d'autres « faisant produire ». Pas plus qu'il ne doit y avoir des « dirigés » et des « dirigeants » ; des gens « qui pensent » et des gens « pour lesquels on pense ».

Et alors, envisagées à ce point de vue, les réformes que les « bonnes âmes » trouvent si considérables qu'ils estiment qu'elles ne doivent être concédées que graduellement, et avec beaucoup de restrictions, afin de ne pas troubler la bonne marche de la société capitaliste, deviennent bien anodines au point de vue de l'ouvrier conscient, et seraient quantité négligeable s'il ne savait, qu'en effet, la société ne se transforme pas en un jour, et qu'en attendant d'être assez fort pour exiger tout, il est bon de profiter de tous les avantages que l'on peut, en cours de route, arracher à ses exploiteurs.

Seulement, ce que les politiciens tentent de démontrer comme but final aux travailleurs, ceux qui ont conscience de leur place en l'humanité, ne le considèrent que comme une amélioration transitoire dont ils s'emparent pour demander davantage. Et c'est parce qu'ils savent que cela leur est dû qu'ils le réclament comme un droit, en essayant au besoin de l'imposer par la force de leur volonté et de leur union, et se refusent à le solliciter comme une grâce.

Oui, le travailleur apprend à se passer des protecteurs, bénévoles ou malévoles, qui s'intéressent à lui. Il apprend, lentement, mais progressivement, à vouloir par lui-même, il comprend qu'il ne se libérera définitivement qu'en détruisant l'ordre de choses qui, jusqu'ici, a fait de lui un animal à part dans l'état social ; l'exercice de ses forces finira de lui apprendre tout ce que l'on peut lorsqu'on sait vouloir.

C'est la révolution! clament ceux qui voudraient bien lâcher quelques concessions pour sauver l'ordre capitaliste existant.

Eh ! oui, c'est la révolution.

Que ceux qui détiennent le pouvoir et la richesse nous laissent organiser notre vie comme nous l'entendons ; que ceux qui se sont emparé des moyens de production, nous rendent la part qui nous permettra d'évoluer librement ; qu'on nous rende la part du sol à laquelle nous donne droit le fait d'exister, et là qu'on nous laisse évoluer librement, nous n'aurons plus besoin de faire appel à la révolution, car ce n'est pas pour le plaisir de ti-

rer des coups de fusil que nous sommes révolutionnaires.

Mais, tant qu'il y aura des gens pour exercer le pouvoir au nom de majorités (fictives) imbéciles;

Tant qu'il y aura des gens pour repousser nos réclamations, sous prétexte qu'elles peuvent perturber l'ordre de choses qui assure l'exploitation et la misère;

Tant que l'état social sera divisé en gens qui ont tous les moyens de développement à leur disposition, et en gens qui doivent se contenter des bribes que l'inertie ou la condescendance des premiers leur permet d'espérer;

Tant que nous n'aurons pas réalisé notre rêve de justice et de liberté où chacun, en retour de sa part de travail aura droit à tout ce qui peut concourir à son développement intégral, nous ferons entendre nos réclamations, en cherchant à les imposer chaque fois que cela nous sera possible.

VIII

LE MUTUALISME

La racine du mal. — Mauvais effet de l'établissement d'une valeur d'échange. — Guildes et corporations. — S'adapter n'est pas révolutionner. — Tendance à « Unilatéraliser ». — Les « petits profits ». — Mensonge des panacées. — « L'aide mutuelle » basée sur la disparition des « mutualistes ». — La pratique du « mutualisme engendre la concurrence. — Mensonges des systèmes. — Le moyen vaut surtout par ce que valent ceux qui le mettent en œuvre. — Si le présent ne peut être sacrifié à l'avenir, il ne peut avoir de valeur qu'en en tenant compte.

Maintenant que nous avons fait la critique des divers moyens préconisés par les socialistes et autres « améliorateurs », nous avons à passer en revue quelques-unes des réformes qu'ils nous préconisent, ainsi qu'à faire la critique du Parlementarisme.

D'abord, avant tout, — je serais forcé de le répéter encore plus d'une fois au cours de ce volume, — étant admis, et démontré, que le mal social dérive de l'organisation individuelle de la propriété, et de la mainmise, par quelques-uns, à leur profit, sur les moyens de production, du système d'échange et de l'invention de la monnaie, valeur fictive et représentative des produits échangés qui permet à ceux qui s'en sont emparé de fausser les bases du marché, il est bien clair que toute transformation sociale — ou soi-disant telle — qui se façonne d'après leur fonctionnement, et les conserve dans son organisation, soit sous la forme où ils existent, soit sous une forme nouvelle, pourra bien atténuer le mal en le répartissant un peu plus également, mais ne le détruit pas. Ce n'est qu'un palliatif, et non une transformation sociale.

*
* *

Si la misère existe c'est que la société est organisée de telle façon que les uns sont obligés de vendre leur force de travail à d'autres, et forcés de la céder au prix qu'ils en

trouvent, et pour le temps seulement que l'on veut bien les employer.

Une autre cause de misère est que l'échange des produits est basé sur la valeur qui leur est, respectivement mais arbitrairement attribuée; car il n'existe et ne peut exister aucun étalon permettant d'évaluer chaque produit à sa valeur exacte.

L'établissement de la valeur d'échange a pour effet de transformer en cause de misère l'abondance des produits, en permettant aux détenteurs des moyens d'échange de profiter de cette abondance pour en donner un prix dérisoire au producteur qui, vu le manque d'argent, est forcé de liquider à n'importe quel prix, tandis que le consommateur profite très peu de cette abondance, car les produits ne lui arrivent que grevés du bénéfice dont veut bien se contenter l'accapareur, augmenté de celui de tous les intermédiaires.

Par conséquent, pour être efficace, pour détruire et non déplacer, ou seulement atténuer les maux qu'elle se propose de guérir, toute réforme doit abolir le salariat et toute valeur représentative dans les échanges. Sinon elle n'est qu'une fumisterie.

Or, un des moyens préconisés pour guérir les maux sociaux, préconisés par ceux qui voudraient — ou avoir l'air de — faire quelque chose, sans toucher aux privilèges existants, vient en première ligne le Mutualisme.

Oh! ce n'est pas qu'ils l'aient inventé. De tous temps les individus ont essayé de parer aux misères sociales en se groupant en vue de se soutenir les uns les autres.

Ainsi, sans remonter aux Grecs et aux Romains, chez qui, paraît-il, existaient déjà des groupements analogues, les corporations, les ghildes, frairies et confréries du moyen âge, sont des associations de secours mutuels d'une autre envergure que celles d'à présent, où celui qui avait besoin était secouru d'une façon autrement fraternelle que dans celles existantes où le malade n'est envisagé que comme un écornifleur, où le désir d'augmenter le capital fait oublier le but, qui est de se venir en aide.

Essayer, par l'aide mutuelle, de parer aux misères engendrées par l'état social, c'est, en somme, un désir très légitime. L'état so-

cial actuel ne pouvant être brisé du jour au lendemain, que, en attendant de pouvoir le transformer, ceux qui souffrent de son organisation essaient d'atténuer les misères les plus lourdes, par leurs propres efforts, sans rien attendre de leurs maîtres ou de bienfaiteurs bénévoles, c'est une tentative à encourager, et qui ne peut être combattue.

Seulement, ce qu'il faut démontrer, et ce dont il faut bien que s'imprègnent ceux qui se groupent en vue d'acquérir quelque adoucissement au sort que leur fait la société actuelle, c'est que ces moyens ne sont qu'une adaptation à l'état social présent, un émollient sur le chancre d'exploitation qui les ronge, qu'un moyen d'atténuer le mal ; mais que leur émancipation, et que la possibilité de se développer intégralement, exigent d'autres efforts, d'autres moyens.

Mais on a toujours tendance à vanter son « ours », surtout lorsqu'on cherche à le placer ; aussi les partisans d'un système ont-ils tendance à le doter de toutes les vertus. Et ils insisteront d'autant plus sur certains avan-

tages qu'ils sont plus problématiques. Ce qui existe n'a pas besoin d'être démontré.

Puis, à côté de ceux-là, sont venus se placer ceux qui ont toujours quelque panacée pour guérir les maux de l'état social, et ont la prétention de rendre tout le monde heureux, sans toucher aux privilèges, sans faire rendre gorge à ceux qui se sont emparé de la richesse sociale.

Et alors, les petits profits immédiats que peut réellement donner tel ou tel système, et qui sont la seule raison que l'on pourrait avoir de les employer, ne deviennent plus qu'une chose accessoire, leur vrai mérite, leur seule vertu, c'est que leur emploi va changer l'état social et faire que les travailleurs, tout en continuant à être pressurés, exploités — puisque le nouveau système se targue de ne pas toucher aux « droits acquis » — vont nager dans l'abondance et la félicité.

Par l'emploi de tel ou tel système — à entendre ces marchands d'orviétan, — l'ouvrier va se trouver affranchi de l'exploitation patronale; le bien-être va s'installer à son foyer ;

la misère en sera à tout jamais chassée; et son sort en sera tellement changé, qu'il ne pourra, décemment rien désirer de plus.

Mensonges! mensonges! Si, par l'intermédiaire de la coopérative, l'acheteur trouve à réaliser un léger bénéfice sur ce qu'il achète, c'est autant de gagné, c'est un « petit profit » qu'il aurait tort de dédaigner, mais l'assiette commerciale n'en est en rien changée; les échanges opérés au moyen d'une valeur représentative continuent, cachant l'exploitation capitaliste, à perturber les rapports entre acheteur et vendeur.

Si, par l'association, le travailleur arrive à devenir son propre patron, tant mieux! qu'il apprenne à être indépendant; mais, encore ici, tant que subsistera le système commercial qui nous régit, l'amélioration sera des plus faibles, il restera l'exploité de la banque et de la concurrence.

Si, au moyen d'institutions de prévoyance, il arrive tant bien que mal à pallier, — plutôt mal que bien, — au chômage, à la maladie, à l'incapacité de travail, ce n'est qu'en rognant sur un budget déjà insuffisant, en accumulant les privations.

Quant à la fameuse retraite que quelques-unes de ces associations prévoient pour leurs membres, non seulement elle ne permet pas d'en vivre à celui qui la touche, mais encore elle ne peut-être servie aux plus favorisés qu'à condition que la plupart de ceux qui versent meurent avant que le terme soit venu pour eux de la toucher.

Pour ce qui est des sociétés de secours mutuels, on sait qu'elles ne vivent que grâce à la générosité des membres honoraires, qu'en obtenant des médecins de renoncer à la plus grande partie de leur salaire. Ce sont des œuvres de mendicité déguisée. Et les secours qu'elles accordent ne sont que pour un délai très court. Il ne faut pas s'aviser d'être malade longtemps.

Et, ici, on se heurte vite à l'impasse. L'état précaire de ces associations ne tient pas à la faiblesse numérique de leur effectif. Car, après un certain chiffre, l'augmentation des participants aux secours suit l'augmentation des participants aux versements. Augmenter les versements, c'est augmenter les privations immédiates pour un besoin qui ne se présentera peut-être pas.

Et quel est l'esprit que développent ces prétendues associations de réforme sociale, de soi-disant solidarité, et d'initiative?

Dans les sociétés de retraite, on dénombre combien de sociétaires sont morts dans l'année qui finit ; on escompte combien il en mourra dans l'année qui commence, car la retraite espérée ne peut-être payée qu'à un nombre restreint de survivants. On compte sur la Providence-Grippe, Bronchite, ou Tuile quelconque pour diminuer le nombre des gueules affamées.

Dans les coopératives de consommation, on n'envisage que le décompte à toucher au bout de l'année; à payer le moins cher possible, sans s'inquiéter de quelle façon les fournisseurs peuvent abaisser les prix. — Providence X.

Dans les syndicats purement syndicalistes, on ne vise qu'à l'augmentation de salaire, sans voir que l'amélioration qu'elle apporte n'est que temporaire, que l'augmentation des produits ne tarde pas à rétablir le niveau, et que la seule défense des salaires n'est qu'une impasse. Ici, encore, on compte sur une Providence-Inconnue qui arrangera les choses, de

façon à ce que les salaires augmentent, et que diminue le coût de la vie!

On a créé des mutuelles pour l'achat de valeurs à lots. On compte sur la Providence-Hasard qui apportera aux participants un ou plusieurs gros lots à partager. Mais, à aucun moment on ne s'est demandé où sont prélevés les intérêts que l'on touche, cette prime au Capital qu'on leur fait miroiter. Que cela sorte de la poche du contribuable, de la sueur du travailleur, qu'importe! pourvu que l'on devienne capitaliste à son tour.

D'autres associations se proposent le prêt à leurs adhérents.

Certes, il est très agréable de savoir, en cas de besoin, où s'adresser pour trouver la somme qui vous tirera d'une passe difficile. Mais tout cela c'est de la prévoyance, c'est l'argent que l'on se prive de dépenser pour pouvoir le trouver en temps opportun, et n'a sur la société, qu'il soit mis dans une caisse commune pas plus d'effet, que mis dans un coin de tiroir de sa commode.

Et c'est cet acharnement, de la part de ceux

qui les préconisent, à vouloir présenter aux naïfs ces palliatifs comme des remèdes sociaux, qui a entraîné les anarchistes — et aussi les socialistes... autrefois, lorsqu'ils étaient révolutionnaires — à les combattre.

Si tous ces fabricants de systèmes s'étaient contentés de faire ressortir les avantages temporaires qui en découlent, ça serait une absurdité de les combattre, car nous vivons dans la société actuelle, et il est bien naturel de chercher, dans la mesure du possible — à condition de ne pas rejeter le fardeau sur d'autres — à se garer de ses mauvais effets.

Le premier droit de chacun est de se rendre la vie la moins mauvaise possible, tout en luttant pour l'agrandir. Ce n'est que lorsque chaque individu aura augmenté sa part de liberté et de bien-être dans la société actuelle qu'il aura rendu possible la conquête de libertés nouvelles, d'un bien-être plus grand. Atténuer les difficultés d'existence que fait peser sur nous l'état social actuel, c'est lutter, déjà, contre lui, c'est s'essayer à s'en sortir.

Mais, loin d'avoir la modestie de s'en tenir au peu de bien qu'elles peuvent réaliser, les propagateurs de ces petites machinettes, tous

ces inventeurs de système, se croient tenus de promettre ce qu'ils ne peuvent donner, même indirectement : bien-être immédiat, émancipation présente et future, transformation de l'ordre social et capitaliste; tandis que, au contraire, leurs systèmes servilement basés sur les entreprises capitalistes ne font que développer chez leurs adhérents l'esprit de lucre, l'espoir de recevoir plus qu'ils ne donnent, et leurs œuvres de solidarité, par leur mécanisme, développent chez leurs adhérents, le désir de voir disparaître les coassociés pour que s'agrandisse d'autant la part de ceux qui restent.

Mensonge! car vous n'apportez rien à vos participants. Vous ne l'aidez à se garer des privations éventuelles, qu'au prix de privations immédiates. Et n'opérez ainsi qu'un déplacement de misère.

Mensonge encore, mensonge surtout, lorsque vous affirmez pouvoir opérer un changement dans l'état social, car tous vos systèmes ne sont que des adaptions à la société capitaliste, basés sur son système financier, n'ayant

pour effet que d'amener le travailleur à se croire capitaliste, lui aussi, lorsqu'il a un tantième de co-participation à une action de cinq cents francs. Et Rotschild n'est plus son cousin lorsqu'il a devant lui l'amorce des millions d'un capital social, trompe-œil qu'une simple division suffirait, cependant, à lui en démontrer tout le mirage.

Et je ne parle, ici, que des honnêtes. Je ne veux pas faire mention de celles où ne palpent vraiment que ceux qui les administrent, de celles où la justice est forcée d'intervenir pour préserver les intérêts des derniers arrivés contre l'appétit vorace des promoteurs.

Pour s'affranchir n'importe quel moyen est bon — mais avec cette restriction que l'amélioration ne s'accomplira pas par l'exploitation de moins favorisés. Or, tout moyen, si excellent soit-il, ne vaut que par ce que valent eux-mêmes ceux qui s'en servent.

Or, justement, pour amener des adhérents à leurs groupements, mutualistes, syndicalistes et coopérateurs, nous venons de le voir,

n'ont jamais fait appel qu'à l'esprit mercantile, aux sentiments bêtement égoïste des individus. Et, il faut le constater, ce n'est qu'en déployant des qualités commerciales et d'exploiteurs qu'on arrive à les faire réussir.

Il y a là un cercle vicieux; car l'organisation capitaliste n'est pas favorable à ceux qui ne voudraient déployer que des qualités de solidarité, de confiance et de désintéressement.

Cependant l'éducation se fait, et déjà, certains groupements mutualistes ou coopérateurs, essaient de s'organiser avec des tendances moins restreintes que le bénéfice immédiat à en retirer par les associés, se proposant de coopérer à des œuvres d'émancipation sociale.

Mais il faudra les voir à l'œuvre. Tant valent ceux qui l'emploient, tant vaut le moyen. Il faut compter aussi avec l'ambiance qui transforme la mentalité des individus avec le succès.

Donc, que les individus emploient n'importe quel système qui leur aide à mieux vivre, où à se prémunir contre les accidents de la vie, mais qu'ils n'oublient pas qu'il ne peut y

avoir d'émancipation complète de l'individu dans une société basée sur l'exploitation, et l'assujettissement, du plus grand nombre au profit d'une minorité de privilégiés, et que s'affranchir en rejettant sur d'autres épaules le fardeau dont on se débarrasse, c'est prendre rang parmi les exploiteurs.

Et c'est parce que l'indépendance dans la société actuelle ne s'acquiert pas sans préparer celle de l'avenir que nous sommes prêts à accepter tout moyen qui, dans l'état présent, peut faciliter l'affranchissement des individus ; mais nous combattrons toujours tout moyen qui tendrait à libérer un groupe au détriment des masses, ou qui, pour une apparence tendrait à sacrifier l'avenir.

Seulement, en profitant de toutes les occasions qui se présentent pour revendiquer toutes les libertés, tout le bien-être, auxquels ils ont droit, les individus ne doivent pas oublier qu'allonger sa chaîne d'un maillon n'est pas encore la liberté, et que, dans l'état social actuel, l'indépendance économique ne se conquiert qu'au détriment de ceux qu'on laisse derrière.

IX

LE COOPÉRATISME

Illusions sur le coopératisme. — Echecs des coopératives de production. — Ouvriers. — Patrons. — Coopératives de consommation. — Les théoriciens. — Le bluff. — Tout se tient dans la société. — On produit pour agioter, non pour consommer. — La loi des salaires. — Le recrutement des associés. — Le mirage. — On ne lutte, sur son terrain contre le capital qu'en lui empruntant ses moyens. — La société composée de coopératives ne serait pas changée. — Les coopératives anglaises. — Les coopérateurs-exploiteurs. — On n'apprends pas à se libérer du mercantilisme en le pratiquant. — Bien compris le coopératisme peut affranchir individuellement quelques-uns, mais ne peut devenir un moyen d'affranchissement général. — Il faut détruire la propriété.

Le coopératisme, comme moyen d'émancipation sociale, eut sa plus grande vogue après la révolution de 1848.

L'écrasement des travailleurs dans les jour-

nées de Juin 1848 ayant, pour quelque temps, imposé silence à la propagande socialiste, il fallait quand même une issue au mécontentement des exploités. Il se formula dans l'idée d'associations ouvrières de production.

L'émancipation des ouvriers devait, cette fois, se faire pacifiquement et sans coup férir. Le patronat n'avait qu'à bien se tenir. Ses jours étaient comptés. Le prolétariat avait trouvé sa voie. Son affranchissement n'était plus qu'une question de temps et de méthode.

Et le gouvernement d'alors, féroce défenseur de la propriété — les massacres de Juin l'attestent — encouragea ce courant par des subventions. De nombreuses coopératives de production furent organisées et se mirent à fonctionner.

Par malheur, ce n'était pas ce que l'on avait cru. Non seulement le système capitaliste n'en fut pas atteint, mais, même avec la subvention gouvernementale, ce n'était pas si facile que cela de produire à son compte. Car ce n'est pas le tout de produire. Il faut, surtout, trouver des débouchés à sa production, et pour trouver ces débouchés il faut entrer en conflit avec les producteurs capitalistes : individus ou as-

sociations et pouvoir leur faire concurrence.

Aussi, nombreuses furent les faillites de ces essais. Faillites auxquelles le coup d'Etat de décembre donna bien le coup de pouce pour quelques-unes de ces associations, mais ne fit qu'en abréger l'agonie.

Et la demi-douzaine, à peine, qui survécurent, étaient devenues, ni plus ni moins, que des associations de capitalistes, n'ayant plus de coopératives que le nom.

L'idée de coopération resta donc endormie, durant tout l'empire, pour ne se réveiller qu'après l'égorgement du prolétariat de mai 71.

L'égorgement ou l'emprisonnement de tous ceux qui se réclamaient du socialisme, la menace de l'arrestation toujours suspendue pour ceux qui auraient osé le propager, le régime de terreur permanent, et le bâillonnement de toute pensée hardie semblaient faire croire à la bourgeoisie qu'elle en avait enfin fini avec les réclamations sociales.

Mais la rivière qui ne peut renverser l'obstacle qui entrave son libre cours le tourne. Dès 73, sous prétexte de délégations ouvrières

à l'exposition de Vienne, le mouvement ouvrier se fit jour. Et l'idée de la coopération, elle-même, reparut à la lumière, par la formation de coopératives, de consommation cette fois.

La bourgeoisie ne supportant pas les réunions où l'on pouvait discuter ses privilèges, il fallait bien que l'activité de ceux qui cherchent le mieux se fît jour. Quoi de plus innocent, pour l'autorité, qu'une réunion de gens se réunissant pour acheter du lard, des pommes de terre, et des haricots ! Et des tentatives de coopération surgirent de tous côtés.

Et, certainement, pour la plupart de leurs promoteurs, il ne s'agissait bien que d'acheter de l'épicerie à meilleur compte, sans plus. Mais la question commerciale regardait le conseil d'administration; mais les adhérents pouvaient se rencontrer dans le local de l'association, et, dans ces réunions occasionnelles, pouvaient se faire jour les plaintes sur l'état présent, l'espoir en l'avenir. Et l'activité que la bourgeoisie avait cru tuer se transporta dans les coopératives. C'est alors que vinrent les théoriciens qui prétendirent y avoir découvert le moyen infaillible de l'émancipation ouvrière. Infaillible et pacifique. Car, l'ouvrier

a bien le droit de chercher à s'émanciper, mais à la condition de respecter les privilèges acquis, et de ne pas troubler l'harmonie sociale !

Inutile de dire que, lorsque nous démontrons qu'il est impossible aux travailleurs de s'émanciper, — en tant que classe — sans détruire les privilèges existants, sans reprendre à ceux qui les détiennent les moyens de production, c'est nous qui sommes les utopistes !

Et, sur cette question comme sur beaucoup d'autres, les anarchistes, lorsqu'ils se formèrent en groupements distincts, écœurés des palinodies et des mensonges que l'on débitait aux crève-faim, se mirent à combattre le coopératisme, puisqu'on voulait le faire passer pour un moyen d'émancipation.

Car il y a ceci de particulier à l'esprit humain, une chose n'est bonne qu'à condition que l'on amplifie et multiplie ses vertus. C'est ce qu'ont si bien compris l'annonce et la réclame. En politique et en économie sociale, il en est de même. Toute réforme n'est bonne qu'à condition qu'elle guérisse tous les maux sociaux.

Et les théoriciens du coopératisme n'ont pas failli à vouloir en faire une panacée.

Mais tout se tient dans l'Etat social, et le mal qu'il engendre ne se guérit qu'en s'attaquant aux causes. Et ce sont elles, justement, qu'on laisse subsister.

Ce qui est une des causes de la misère, c'est que les moyens de production sont aux mains d'une minorité qui s'en sert pour exploiter ceux qu'elle emploie pour les mettre en œuvre ; mais c'est aussi parce que cet état de choses a engendré toute une organisation économique à laquelle sont forcés de se plier, dans l'état social actuel, même, ceux qui voudraient en sortir.

Ainsi, la production n'est pas organisée en vue de produire pour satisfaire les besoins des membres de la société, mais pour faire des bénéfices et agioter. De sorte qu'il se produit cette anomalie que si la production d'un objet — industriel ou du sol — dépasse une certaine moyenne, son abondance au lieu d'être un bienfait pour tous, est une cause de ruine pour ceux qui l'on produit, car cette abondance entraîne une dépréciation qui en rend la vente onéreuse au lieu d'être rémunératrice; de plus,

leur encombrement en magasins occasionne un chômage plus ou moins long, et, en fin de compte, un abaissement des salaires.

D'autre part, avec le système social existant, nous l'avons déjà vu dans le dernier chapitre, il est impossible de produire à bon marché. La valeur d'échange entraîne le salariat, et le salariat exige que chaque objet incorpore dans sa valeur, celle que le travail de chaque main, par lesquelles il est passé, est censé y avoir ajouté. Et comme l'état social est encombré d'intermédiaires qui n'ont d'autre rôle que de prélever un bénéfice sur ce qui leur passe par les mains, la valeur de chaque objet a vite fait de grossir.

Mais notre mauvaise organisation sociale entraîne également des manutentions et des travaux de surveillance, de comptabilité, que supprimerait une société mieux organisée, tout ce travail improductif contribue à grever la production; de sorte que nombre d'objets qui, dans une société normalement constituée, ne coûterait qu'un léger effort à produire, prennent, dans la société capitaliste, une valeur marchande hors de proposition avec leur vraie valeur.

Et il s'établit ainsi, pour le travailleur, une sorte d'équilibre qui le condamne à ne pas sortir de cette situation.

Son salaire normal ne lui permet que la satisfaction des besoins les plus primordiaux, les plus urgents. S'il arrive à faire élever ce salaire, les objets qu'il fabrique augmentent de valeur, ce qui, forcément, incite ceux qui les consomment, à réclamer, eux aussi, une augmentation. Et, de répercussion en répercussion, si le travailleur gagne davantage, le coût de la vie s'est élevé d'autant, sinon plus.

C'est une loi économique — de la société actuelle — à laquelle ne peut parer la coopération.

Et les partisans de la coopération de répondre : « En supprimant quelques intermédiaires, nous augmentons d'autant la part des producteurs ! »

Nous aurons à répondre à cela plus loin. Voyons d'abord ce que vaut en elle-même la coopération.

Il faut trouver d'abord les associés. Et ces associés ne se peuvent trouver qu'en leur faisant

miroiter les avantages immédiats que tireront de l'association les coassociés. Ce qui n'a rien à voir avec les idées d'émancipation générale.

Une fois les adhérents réunis, il faut trouver le capital nécessaire pour marcher. Soit en empruntant aux économies personnelles des co-participants, soit à un capitaliste bienveillant qui se targue de travailler ainsi à l'émancipation ouvrière.

Mais l'insuffisance de l'outillage mécanique — car on ne réunit jamais de grands capitaux ainsi — ne permet pas de lutter contre l'outillage puissant des sociétés capitalistes, et l'économie réalisée sur les intermédiaires est largement absorbée par le travail supplémentaire.

D'autre part, il est impossible au plus grand nombre des travailleurs de réaliser des économies. Et comme les philanthropes bourgeois, venant en aide aux ouvriers, sont plutôt rares, et que, le plus souvent, ils se fatiguent vite, restreint est le nombre de ces tentatives. Et, de plus, toutes ne trouvent pas des chances favorables de réussite ; de sorte que l'influence de celles qui réussissent est nulle sur

la marche économique de l'ordre social, et la plus grande masse des travailleurs reste à la merci des capitalistes, prêts à accepter, pour ne pas crever de faim, les salaires de famine qu'on leur offre, et permettant à leurs maîtres de défier toute concurrence.

Raison de plus, dira-t-on pour pousser à la création d'associations ouvrières, qui, en enlevant les travailleurs aux capitalistes, les mettront hors d'état de soutenir la concurrence.

Mais nous venons de voir que ce n'est pas à la portée de tous les travailleurs de trouver le capital nécessaire pour débuter, et, ce capital trouvé, de saisir un concours favorable de circonstances permettant de se faire sa place dans le conflit de compétitions qu'est le marché industriel.

Mais le nombre des coopératives viendrait-il à se multiplier, ou quelques-unes d'entre elles deviendraient-elles assez puissantes pour concurrencer la production capitaliste, cela n'aurait encore aucune action sensible sur l'ensemble de l'état social.

Car, pour lutter et se maintenir dans l'état

social présent, il leur a fallu emprunter au capitalisme ses propres armes, ses moyens d'échange, tout le système qui le fait vivre, et, par conséquent, on n'a rien changé.

Tous les travailleurs réussiraient-ils à se grouper en coopératives que leur sort, en tant que producteurs, en admettant qu'il se fût légèrement amélioré, n'en resterait pas moins au-dessous de ce qu'ils sont en droit de réclamer, qu'il leur manquerait toujours les moyens de se développer intégralement. Car, encore une fois, l'existence du salariat, reste pour faire augmenter le coût de la vie avec son élévation.

On aurait réussi, tout simplement, à empêcher quelques capitalistes à user de leur fortune pour l'augmenter dans des entreprises industrielles ou commerciales, mais il n'en faudrait pas moins prélever sur le travail de ceux qui produisent, la rente à servir aux possesseurs des valeurs mobilières et immobilières existantes, et de celles qu'il aura fallu créer pour les dédommager de l'expropria-

tion des moyens de production qu'ils possèdent.

Du reste, nous avons, sous les yeux, la preuve qu'un grand développement des associations coopératives, n'empêche pas le régime capitaliste de fleurir concurremment en toute sa beauté !

Nous avons l'exemple de la fameuse société les « Pionniers » de Rochedale en Angleterre qui, partie de débuts plus que modestes, est arrivée à un développement formidable, chiffrant ses affaires par je ne sais combien de centaines de millions, ayant des sociétaires par toute l'Angleterre, et des ramifications avec le monde entier ; possédant ses usines de production, sa flotte pour aller chercher les produits jusque dans leur pays d'origine. Ses magasins sont un réceptacle de tout ce que l'on peut désirer.

Et ce n'est pas la seule. Il en existe d'autres en Grande-Bretagne : *Army and Navy* par exemple est un autre léviathan qui fait commerce de tout.

Cependant le capitalisme industriel et commercial est tout aussi développé chez nos voisins que partout ailleurs. La crise ouvrière tout aussi accentuée.

Quant aux fameux « Pionniers » et les associations du même genre dont se réclament les coopérateurs d'ici, c'est devenu une machine à exploitation, tout comme la première entreprise capitaliste venue.

A côté de dirigeants à appointements de ministres, servis, dans leurs bureaux, par des larbins en culotte courte, il y a les femmes qui empaquettent le thé à raison de deux shellings (2.50) par jour, dans des pièces basses, au milieu d'une poussière irrespirable.

Et c'est l'aboutissant logique de l'effort et des qualités qu'il a fallu dépenser pour arriver à faire prospérer l'association.

Pour dominer dans la lutte capitaliste, il faut compter sur le gain à conquérir, les économies à réaliser, et non sur des idées générales qui ne sont qu'une entrave dans cette course au profit. Chez nous, n'avons-nous pas l'exemple de la « Verrerie ouvrière », de la « Mine aux mineurs » de Monthieux qui, soutenues par les groupements ouvriers, n'en sont pas moins devenues des machines à exploitation, ce qui ne les empêche pas de sombrer.

Et cela répond à ceux des anarchistes qui espèrent, dans le coopératisme, trouver les moyens financiers de la lutte contre l'état social.

Les qualités que, pour réussir, demande le coopératisme, sont des qualités de marchand et d'industriel, ne s'embarrassant ni d'idéalisme, ni d'humanitarisme. Et la lutte de tous les jours, pour résister à la concurrence, s'ouvrir des débouchés, ne peut que développer ces aptitudes qui, avec la préoccupation de faire prospérer l'association, finissent par chasser toute idée d'émancipation générale.

Ne demandons donc aux institutions, comme aux individus, que ce qu'ils peuvent rendre.

Que les ouvriers, qui en ont assez de subir les caprices d'un patron, cherchent à s'en affranchir, soit en cherchant un travail indépendant, soit en se groupant, pour produire à leur compte, en commun, rien de mieux. Ils auraient tort de ne pas essayer.

Je ne cesserais de le répéter, nous vivons dans la société actuelle; En attendant celle que nous cherchons à réaliser, il faut chercher à nous rendre, le plus possible, indépendant dans celle-ci.

Et puisque la coopération de production peut vous affranchir du patronat; puisque la coopérative de consommation vous met à même de vous procurer des produits de meilleure qualité, et à meilleur compte, que chez le détaillant du coin, il est tout logique que les individus cherchent dans ces moyens d'action une atténuation à leur servitude actuelle, un adoucissement à leur situation économique.

En outre, les individus y feront l'apprentissage de l'association en vue d'un but commun, de la forme sociale de l'avenir.

Ce n'est pas parce que la coopération est impuissante à le libérer complètement que l'individu doit repousser les avantages temporaires qu'elle lui offre. Il lui suffit qu'elle allège un peu son fardeau.

Tout ce qui lui permet de vivre un peu mieux, d'allonger sa chaîne, est un pas vers l'avenir. Mais à condition qu'il sache bien qu'il ne faut pas qu'il en fasse le but définitif de son activité, qu'il n'espère pas lui faire rendre ce qu'il ne peut pas donner : son émancipation définitive.

Si, par suite du développement des idées générales, ces associations peuvent apporter leur concours à l'émancipation commune, tant mieux. Les moyens valent aussi parce que valent ceux qui les emploient. Il n'y a pas de raison pour que les associations coopératives ne suivent pas le courant général.

Il existe un courant néo-coopérateur qui pense triompher du socialisme, parce qu'il a inscrit à son programme d'amener les coopérateurs à renoncer aux bénéfices pour les consacrer à créer des entreprises similaires, et à travailler à la fédération de toutes les coopératives.

Cela n'a rien de dangereux pour la classe capitaliste, mais indique que le coopératisme est bien forcé de tenir compte de l'évolution qui se fait, d'évoluer, lui aussi, en abandonnant le terrain égoïste des bénéfices.

L'affranchissement humain ne sera complètement réalisé que lorsque l'individu sera libéré de toutes les entraves politiques et économiques qui lui font obstacle. Lorsqu'il sera débarrassé de la contrainte qui le force à peiner toute sa vie pour gagner la pitance réduite pour lui et les siens que l'état social lui ac-

corde en échange de sa force de production il pourra donner libre cours à son activité selon ses besoins, selon ses aptitudes, sans que personne, individu ou société, vienne lui râfler la meilleure partie des produits de son activité !

Or, pour cela, il faut détruire le pouvoir politique, non seulement tel qu'il existe, mais sous n'importe qu'elle forme il tenterait à se survivre.

Il faut détruire l'appropriation du sol et des moyens de production, par les collectivités aussi bien que par les individus, pour qu'ils restent constamment à la disposition de ceux qui peuvent les mettre personnellement en œuvre.

Il faut encore abolir toute valeur d'échange, sous qu'elle que forme qu'elle se présente. Il faut que les individus produisent pour consommer, et non pour échanger.

Tout moyen qui ne fait que changer la forme ou le nom de ces facteurs, n'est qu'un moyen d'adaptation à la société actuelle, et non un moyen d'affranchissement; qui peut bien être employé en vue des résultats immédiats que l'individu peut en tirer, à condition qu'il n'y

attache pas d'autre valeur, car, alors, ils deviennent des moyens de réaction, en trompant les individus, leur faisant perdre de vue l'affranchissement définitif à venir, pour un léger bien immédiat, mais temporaire.

Toujours le plat de lentille.

X

LE MENSONGE ÉLECTORAL

Le joug de l'heure présente. — De répercussion en répercussion, une amélioration de salaire en anihile une autre. — Il n'y a de réformes que celles que les peuples savent imposer. — Un souverain qui n'a que le droit d'abdiquer. — L'Utopie du meilleur gouvernement. — Le bon gouvernement est celui qui n'existe pas. — La loi est prohibitive par essence. — Changements de gouvernements, continuité de l'oppression et de l'exploitation. — La loi n'affranchit que celui qui possède. — Le socialisme politicien. — Les lois « ouvrières ». — Elles ne sont appliquées qu'autant que les intéressés savent les faire respecter. — Même quand elle veut être favorable à l'ouvrier, la loi a un côté funeste pour lui. — Pour détruire l'autorité, il ne faut pas l'exercer. — Les députés doivent légiférer sur ce qu'ils ne connaissent pas. — L'abstention ne peut faire le jeu des réactionnaires. — La lutte est économique. — L'individu ne se libérera que par son propre effort. — La codification d'une réforme est son arrêt de développement.

Si la façon d'envisager l'effet des réformes distingue déjà les révolutionnaires des purs

réformistes, la façon de les obtenir les divise absolument. Si le bon sens et la logique nous enseignent de ne pas négliger ce qui peut améliorer notre situation dans l'état présent, elles nous indiquent également qu'il ne faut pas les attendre de ceux qui profitent des abus et privilèges existants.

Par conséquent, si les purs réformistes font espérer le bonheur social dans l'application de leurs onguents et emplâtres, les révolutionnaires, eux, dans chaque avantage qu'ils cherchent à obtenir dans l'état présent, ne voient qu'une amélioration temporaire qui doit en faire désirer d'autres, un moyen de lutte qui doit apprendre aux opprimés à savoir user de leurs forces, à faire l'éducation de leur volonté.

Et pendant que les rebouteurs font espérer les bienfaits qu'ils promettent de la bonne volonté des exploiteurs, ou d'un parlement bénévole, que les travailleurs doivent mériter par le calme et la soumission, ceux qui prennent les réformes pour ce qu'elles sont, apprennent que, n'étant jamais bien servi que par soi-même, on n'obtient des maîtres que ce que l'on sait leur imposer.

De là une différence dans l'emploi des moyens propres à réaliser les réformes à obtenir. Pour les premiers, la soumission aux lois, le choix de bons mandataires, la voie parlementaire; pour les seconds, l'action continue, sans trêve et sans relâche des intéressés qui, par la cohésion, l'entente, et une large pratique de l'action solidaire, doivent arriver — ils sont les plus nombreux — à imposer « directement » à leurs exploiteurs ce qu'ils sont résolus de réaliser, jusques, et y compris, la disparition de l'organisation sociale qui permet le maintien de l'exploitation.

Et, en effet, l'expérience, le bon sens, nous démontrent que, tant que les opprimés se bornent à espérer n'importe quelle réforme de leurs maîtres, ils n'obtiennent jamais rien. Toute amélioration, politique ou sociale, n'est concédée que lorsqu'il devient dangereux, pour les détenteurs de l'autorité, de la refuser plus longtemps. Et, alors, les anarchistes disent aux individus : Ne demandez rien à vos maîtres que vous ne soyiez en état de leur imposer. Au lieu de perdre votre temps à aller porter vos doléances d'une administration à l'autre, du député au ministre, ou de quelque can-

didat que ce soit, unissez-vous pour être assez fort pour leur parler en maîtres.

Les réformistes, au contraire, disent aux individus : soyez calmes! soyez patients! la loi seule peut vous octroyer ce que vous demandez. Ne faites rien par vous-mêmes, arrangez-vous pour trouver de bons députés qui se feront à la Chambre vos porte-paroles, et batailleront pour obtenir, au milieu de cent intérêts contraires et coalisés, les changements que vous désirez.

Et c'est à choisir, parmi tous les inventeurs de panacées, que le « peuple souverain » — car il est souverain — doit, selon ceux qui le flattent, exercer son initiative, et désigner ceux qui seront chargés de lui confectionner les lois auxquelles il devra ensuite se soumettre, s'il ne veut pas être fourré au clou.

Car le bon populo a bien le droit de choisir ceux qui doivent lui faire la loi, mais il n'a aucun recours contre eux s'il s'est trompé dans son choix. Et sa souveraineté est de la même famille que ces souverainetés de Carnaval et de Mi-Carême ; elle ne dure qu'un jour, le

temps de glisser dans l'urne le petit bout de papier sur lequel il a couché le nom de celui qu'il a choisi pour manier le bâton qui doit le mater.

J'ai, ailleurs [1], étudié de plus près le mécanisme du suffrage dit universel, démontré qu'un député ne peut jamais représenter son électeur, et l'imbécilité qu'il y a à vouloir faire une loi unique pour tant de conceptions et d'intérêts différents. C'est à un autre point de vue que je veux l'envisager ici.

Imbus du préjugé d'autorité, habitués au poids du joug gouvernemental, convaincus qu'un état social ne peut fonctionner que s'il existe un pouvoir pour en régulariser la marche, pendant des siècles les gouvernés n'ont eu qu'un idéal : trouver le gouvernement qui puisse fonctionner sans trop les écraser.

C'est ce qui fait que des révolutions se sont opérées pour essayer de nouvelles formes de gouvernement qui, toutes, meilleures les unes que les autres avant d'être essayées, se trouvèrent à l'usage aussi oppressives que celles qu'elles avaient remplacées, ne laissant de libertés que celles auxquelles le développement

1. *La société mourante et l'anarchie.*

général des esprits et des mœurs ne leur aurait pas permis de toucher sans que s'ensuivît une révolution nouvelle.

Ce qui revient à dire que, sous quelque gouvernement que ce soit, le peuple n'a jamais eu, en fait de libertés, que celles qu'il a su prendre et défendre.

Car, tout en croyant à la nécessité d'un pouvoir protecteur, les individus, dans leur idéal de « bon » gouvernement, entendaient un gouvernement — qui, fort probablement, entraverait bien un tant soit peu le voisin mal intentionné, mais — qui leur laisserait, à eux, toute liberté d'action.

Et c'est pour ne pas avoir compris toute cette inconséquence qu'ils en sont encore à la recherche du gouvernement qui, ayant à appliquer des lois ignorantes des diversités de caractères, de tempéraments, d'aptitudes et de compréhension, courbant la foule sous le même niveau, puisse, malgré cela, accorder à chacun la liberté d'agir selon ce qu'il pense.

C'est que la loi, faite d'après une conception

moyenne, ne répond à aucune réalité, ne peut qu'empêcher chaque être d'agir comme il veut. Elle est tout le contraire de la liberté. Et c'est à la recherche de cette absurdité : une loi respectant la liberté de chacun, tout en leur imposant une ligne de conduite commune, que les générations usent inutilement leurs efforts.

C'est que le caractère de l'individu est ainsi fait : chacun, personnellement, se croit capable de se passer de lisières, mais ne voit pas sans inquiétude le voisin livré à sa seule responsabilité. De là le succès du suffrage universel basé sur les majorités. Le bon gouvernement est celui de la coterie dont on fait partie et dont le poids retombe sur les coteries adverses.

Et par-dessus tout, au milieu du conflit d'intérêts qui se heurtent dans l'état social actuel, les aspirants au pouvoir, s'ils croyaient bons d'être prodigues de promesses pour se hisser en haut de l'échelle sociale, avaient vite fait de les oublier une fois installés. Ils ne songeaient plus qu'aux avantages personnels que l'on peut tirer de l'exercice de l'autorité; ne pouvant rester au pouvoir sans se faire les

serviteurs de la classe qui détient le véritable pouvoir en possédant l'argent leur choix était vite fait.

Il en a été ainsi tant que les travailleurs ont accepté, comme une loi naturelle, l'exploitation des plus riches, ne criant que lorsqu'on les tondait de trop près. Ils croyaient à l'amélioration de leur situation économique par une meilleure administration, et par la conquête de quelques libertés politiques.

C'est ainsi que, malgré la faillite de 1789, ils se mirent à la remorque de la bourgeoisie libérale, espérant qu'elle leur accorderait les libertés qui, alors, semblaient le summun de la félicité sociale : liberté de réunion, de la presse, de parole et d'association.

Mais il se trouva que ces nouveaux maîtres furent encore plus féroces que les anciens. Que ce soit sous l'étiquette orléaniste, républicaine ou bonapartiste que la bourgeoisie ait exercé le pouvoir, son attitude à l'égard du peuple ne varia jamais. La Croix-Rousse, Transnonnain, Rouen, Paris en Juin 48 et en Mai 71, Saint-Aubin, La Ricamarie, Fourmies, Chalon, Narbonne et Draveil, ont prouvé aux tra-

vailleurs que la bourgeoisie au pouvoir sait fort bien oublier les promesses de la bourgeoisie d'opposition, et qu'en définitive le pouvoir n'a qu'une raison d'être : étouffer les réclamations contre le pouvoir économique; dans le sang au besoin, lorsque, las de se plaindre, les spoliés entendent agir.

Et c'est devant la faillite de tous les régimes politiques que quelques-uns en sont venus à comprendre que les libertés politiques — les peuples on sut en arracher quelques-unes en cours de lutte, — ne valent que pour celui auquel sa situation économique permet d'en user, et que c'est l'organisation sociale entière qu'il faut transformer.

La lutte changea de face. Les réclamations économiques prirent le pas sur les revendications politiques; les travailleurs commencèrent à s'organiser économiquement, et à lutter directement contre le patronat, en s'organisant en sociétés de résistance, en syndicats.

Mais tous ceux qui vivent de l'ignorance et de la crédulité des exploités ne pouvaient laisser échapper, ainsi, un moyen si profitable

d'exploitation. Puisque des réclamations, sinon nouvelles, mais laissées dans l'ombre jusque-là, venaient s'imposer au premier plan, pourquoi ne s'en feraient-ils pas les porte-paroles ? Pour ce que coûtent les promesses, à quoi bon avoir crainte d'en faire ! Aussi, s'empressèrent-ils d'arborer le drapeau nouveau.

Et le socialisme, après être resté longtemps une conception de ceux qui cherchaient, en dehors de l'arène politique, la formule d'une société meilleure, devint le tremplin de gens uniquement pressés de transformer leur propre situation, en promettant de changer celle des autres.

Et après avoir eu la Royauté, l'Empire, la République sans républicains, la République opportuniste, la République radicale, nous sommes en train de prendre un avant-goût de la République sociale par l'arrivée des socialistes au ministère, en attendant qu'ils puissent se glisser dans toutes les fonctions.

Oh ! l'entrée des réclamations économiques dans l'arène politique n'a pas été sans laisser des traces le long du Code.

En voyant les travailleurs s'organiser économiquement, hors la loi — les syndicats existaient bien avant que la loi de 1884 leur reconnût le droit à l'existence — la bourgeoisie comprit qu'il fallait bien avoir l'air de faire quelque chose en faveur de ses esclaves, qui la submergeront lorsqu'ils auront pris conscience de leur force, elle s'empressa de codifier les libertés prises qu'elle ne pouvait plus enlever, parce que la codification d'une liberté est encore le meilleur moyen de la restreindre, sous prétexte de la définir, et dans l'espérance de canaliser le mouvement et de le diriger.

Et depuis quelques années, les lois « en faveur de l'ouvrier » se multiplient d'une façon inquiétante... pour lui. Chacun veut faire preuve du zèle qu'il apporte à adoucir le sort « d'une classe si intéressante ». Il n'y a pas de candidats qui n'ait en poche différents projets tous propres à apporter joie et abondance au foyer du travailleur.

Et les propositions suivent les propositions; les lois s'ajoutent aux lois. Il n'y a que la situation du travailleur qui aille s'aggravant par suite des transformations économiques

qui, elles, ne tiennent aucun compte des lois politiques.

Car, lorsqu'on ne se laisse pas prendre à la musique des mots et que l'on étudie les choses de près, il ressort clairement que les lois vraiment efficaces n'ont fait que consacrer un état de choses qui s'était établi sans elles; ou bien si elles apportaient véritablement quelque amélioration à la situation présente, les ouvriers, pour en obtenir l'application, furent, — ou sont encore — obligés de se mettre en grève, la pénalité encourue par les patrons délinquants, lorsqu'ils sont poursuivis, étant dérisoire; et ces grèves furent une occasion pour le gouvernement, même composé de socialistes, de mettre l'armée, la police et la magistrature répressives au service de ces pauvres exploiteurs opprimés refusant de se soumettre à la loi.

Et il ne peut faire autrement. Chargé d'assurer « l'ordre », le respect de la propriété, base de tout le système politique et écocomique actuel, le gouvernement remplit sa fonction! Tant pis! pour ceux qui, parce qu'ils ne

sont pas contents de ce qui existe, semblent les mettre en péril par des réclamations trop catégoriquement formulées.

En d'autres cas, sous prétexte d'amélioration, les lois nouvelles ne sont qu'une régression sur l'état existant. Telle, par exemple, la loi sur les accidents qui eut pour effet, qu'en certaines professions, les patrons ne voulurent plus employer les hommes d'une certaine catégorie d'âge et de situation.

C'est que, en réalité, dans l'organisation sociale actuelle, le véritable maître c'est celui qui possède. Qui a de l'argent est au-dessus des lois. La sanction n'est pas la même, — lorsque des influences n'ont pu le soustraire à la comparution devant le juge — pour celui qui se présente en redingote et le pauvre diable en haillons.

Quelles que lois que l'on fasse en faveur des travailleurs, elles n'auront d'efficacité qu'autant qu'ils sauront eux-mêmes en imposer l'obligation à leurs exploiteurs.

Or, si après avoir lutté des années et des années pour obtenir une majorité parlemen-

taire favorable à une loi pour laquelle il faut reprendre la lutte sur le terrain économique, pour en imposer l'observance aux barons de l'industrie, à quoi bon envoyer aux pourrissoirs, que sont les Chambres et les fonctions gouvernementales, les plus énergiques des siens!

Le prolétariat n'a qu'à passer en revue la liste de tous ceux que, sur leurs promesses, il a hissés au pouvoir, il verra combien lui restèrent fidèles.

Il faut donc que tous ceux qui désirent un véritable changement, dans l'ordre politique et économique, se refusent énergiquement à participer aux luttes parlementaires, renoncent à envoyer des leurs dans les fonctions publiques, car le pouvoir politique ayant charge de faire respecter ce qui existe ne peut nullement aider à le transformer.

Si l'on veut mener une lutte efficace contre les institutions existantes, il faut rester en dehors de leur sphère d'attraction. C'est de dehors qu'il faut leur porter les coups. C'est

un sophisme et un mensonge de dire qu'il faut y pénétrer pour les démanteler.

L'histoire, l'expérience nous prouvent que tous ceux qui y pénétrèrent, y oublièrent l'œuvre de destruction qu'ils avaient promis d'y accomplir.

Du reste, comment veut-on qu'un député se reconnaisse dans toutes les questions qui changent avec chaque corporation?

Il faut que le même individu tranche non seulement dans les questions politiques, mais aussi dans les questions de finances, d'administration, de voirie, forestières ou fluviales, etc.

De plus, nous jouissons d'un régime de protection, il faut donc que le parlement protège l'agriculture, la flotte, l'industrie, le commerce, etc.

Et comme le pays a été divisé en près de 600 circonscriptions, ayant chacune son député à nommer, chacune ses intérêts particuliers, selon qu'elle est agricole, et qu'elle cultive de la vigne, des betteraves ou des céréales ; industrielle : qu'elle produit de la toile,

des draps, de la fonte, des machines ou de la houille.

Et la lutte qui a lieu dans chaque circonscription électorale — car s'il y a des intérêts prédominants dans une région, il y en a de multiples en conflit — pour faire triompher les plus forts ou les plus rusés, il faut qu'elle recommence parmi ces six cents élus, représentant, non seulement des intérêts différents, mais contradictoires.

Et c'est dans ce gâchis, que l'on conseille aux ouvriers de porter leurs réclamations, alors qu'il est bien plus sage et plus simple de les discuter avec leurs exploiteurs, et de les leur imposer par l'action directe, lorsque ceux-ci sont intraitables, puisque, en définitive, il faut toujours en arriver là.

Pour justifier leur existence, les politiciens prétendent que les travailleurs ne doivent pas se désintéresser de la lutte politique, que l'amélioration économique de leur sort dépend du régime politique, que le retour au pouvoir des forces réactionnaires et des représentants des anciens régimes pourrait avoir un contre-

coup funeste sur leur condition économique.

Ici, les politiciens prennent l'effet pour la cause; car la situation économique a sûrement plus d'influence sur la situation politique que la situation politique sur la situation économique.

D'autre part, les gouvernements n'osent que ce que leur tolère l'opinion publique. Et c'est cette opinion publique qu'il s'agit d'éveiller.

Que le petit noyau d'individus qui a compris l'inanité du parlementarisme, et qui s'en écarte, s'abstienne de prendre part aux élections, cela, en somme, aura fort peu de répercussion sur le résultat des élections. Mais si par leur activité, leur action incessante, ils ont amené de nombreux individus à désirer une amélioration à leur situation, à les convaincre qu'ils ne doivent pas l'attendre du ciel, mais travailler eux-mêmes à réaliser cette amélioration, cette propagande incessante aura contribué à arracher des voix aux réactionnaires, à pousser les esprits vers un régime de progrès et d'affranchissement, et cet accroissement sera suffisant pour com-

battre les voix réactionnaires, et compenser les abstentions intelligentes.

Mais, lorsque le nombre des abstentions sera devenu assez fort pour faire le jeu des réactionnaires, c'est que la situation sera changée et que le parti révolutionnaire sera assez fort pour suppléer à l'action parlementaire.

Les réclamations économiques doivent se tenir sur le terrain économique. L'action politique ne faisant que compliquer l'action économique d'une action inutile; néfaste puisqu'inutile, et occasionnant ainsi une perte d'efforts; elle est nuisible pour une autre raison, c'est qu'elle fait croire aux intéressés qu'il leur suffit, tous les quatre ans, de bien choisir un individu, pour que tout ce qu'ils désirent soit réalisé.

Il est temps que les individus apprennent qu'il n'est au pouvoir de personne de leur accorder ce qu'ils ne sauront pas réaliser eux-mêmes.

Chaque individu doit unir ses efforts aux efforts de ceux qui ont les mêmes buts, les mêmes aspirations, les mêmes intérêts. Ils doivent se grouper et s'organiser pour répan-

dre leur façon de voir, recruter des adhérents, et lorsqu'ils sont assez forts, lorsqu'ils ont réussi à créer un état d'esprit favorable, essayer la réalisation de leurs conceptions.

Chaque être a droit au complet développement physique, moral et intellectuel, intégral de son être. Cet affranchissement de l'individu ne peut s'obtenir que dans une société débarrassée de ses maîtres politiques et économiques. C'est à ceux qui sentent le besoin de s'affranchir qu'il appartient de se rechercher, de se grouper, en vue de réaliser l'ordre social qui leur permettra d'évoluer.

Il faut tout le funeste bagage de préjugés que l'on tient de l'ignorance et de l'éducation fausse, entretenus par ceux qui ont intérêt à ce qu'on les croient nécessaires, pour, qu'après tant d'expériences malheureuses, on espère encore que ce seront des hommes, auxquels on aura fait une situation privilégiée, dans un état social basé sur l'oppression et l'exploitation, qui démoliront cet ordre social dont on les fait bénéficiaires.

L'état social nouveau ne s'organisera pas par des lois et des règlements venant de ceux

dont la fonction est de défendre ce qui existe, mais par l'action directe, lente mais continue, de ceux qui ont hâte de vivre leur vie, et sauront organiser entre eux les relations entre individus, entre groupes et fédérations de groupes, qui doivent remplacer celles que leur impose l'état social actuel, substituant aux institutions existantes, qu'elles désagrégeront, l'organe nouveau qui, ayant plus de souplesse et plus d'élasticité, permettra d'évoluer sans avoir besoin, à tous moments, de briser ce qui devrait être — ce qui a été parfois — une facilité, un progrès, une amélioration; mais qui, du fait de sa rigidité, ne tardait pas à devenir une entrave.

La codification d'une liberté n'est, du reste, qu'une restriction à son exercice. Elle ne se définit que par les limites qu'y apporte le législateur, et n'importe quelle réforme est dans le même cas.

C'est, de plus, leur cristallisation en une forme donnée et, par conséquent, l'impossibilité de les étendre, de les transformer, ou de les changer, autrement que par des lois nouvelles ou des interprétations de jurisprudence qui aident à épaissir le maquis de la

procédure; c'est-à-dire, après des siècles de luttes et de souffrances encore; car, le plus souvent, une vérité n'est acceptée que lorsque des aspirations nouvelles, la dépassant, en font déjà une forme surannée pour ceux qu'anime l'esprit de progrès, ayant la faculté de percevoir plus vite les choses.

Et cela est vrai pour le travailleur qui, souffrant le plus, matériellement, intellectuellement et moralement de la société présente, est le premier intéressé à en désirer la transformation. — C'est pour cela que l'on envisage toujours la question sociale au point de vue ouvrier.

Mais sont intéressés à cette transformation tous ceux qui, sans souffrir matériellement de l'ordre de choses existant, aspirent cependant à vivre d'une vie normale, à développer leur individualité selon leurs tendances, aptitudes et virtualités, à vivre de leur propre travail, sans être exploités par personne, sans exploiter personne.

Y sont intéressés tous ceux qui souffrent de voir souffrir autour d'eux, et veulent travailler

à diminuer la souffrance humaine. Leur émancipation ne pouvant s'accomplir qu'avec celle des travailleurs.

La politique n'est qu'une forme de l'exploitation — exploitation de l'ignorance, de la bêtise et du manque d'initiative des individus.

Ce n'est pas par la politique et par les politiciens que ceux qui veulent être eux chercheront leur émancipation. C'est, au contraire, à annihiler l'action néfaste de ces parasites qu'ils porteront leurs efforts : en démasquant leurs mensonges, et en réalisant par l'association, avec ceux qui pensent comme eux, ce qu'ils croiront être le plus propre à les libérer.

XI

LA CONQUÊTE DES POUVOIRS PUBLICS

La conquête des Municipalités. — Théorie et pratique. — La faillite de la conquête des Municipalités. — L'arrivée au pouvoir est l'abandon du programme révolutionnaire. — Socialisme d'opposition, socialisme de gouvernement. — La pratique du pouvoir. — Quelques exemples. — Briseurs d'énergies. — La peur des responsabilités. — Le gouvernement est pour défendre ce qui existe. — Conquis par le pouvoir. — Les réformes valables exigent la lutte. — La liberté du travail ! — Questions d'opportunité.

L'appétit vient en mangeant. Tant qu'ils n'étaient en marche que pour la conquête de quelques sièges isolés à la Chambre, les socialistes révolutionnaires — qui sont devenus les plus prolifiques présenteurs de réformes — se contentaient de promettre de mettre en articles du code le bonheur du peuple.

Mais, sitôt qu'ils eurent réussi à faire pénétrer deux ou trois des leurs au Parlement, ou dans les conseils municipaux, ce fut la « conquête des pouvoirs publics » qu'ils s'empressèrent d'inscrire à leur programme.

Et comme ils pensaient réussir à pénétrer plus facilement dans les conseils municipaux, ce fut tout indiqué : c'est par la conquête des Municipalités que devait se faire la révolution.

Et ça ne devait pas être long ! Sitôt maîtres de la Municipalité, nos irréductibles devaient municipaliser tout ce qui serait municipalisable et faire des services publics de la boulangerie, de la boucherie, du gaz, de la pharmacie, moyens de transports, etc., et commencer la désindividualisation de ces industries, en rendre maîtres les travailleurs, sous la gérance de la Municipalité, et fournir leurs services à meilleur compte pour les consommateurs.

Et ils partirent pour cette nouvelle croisade.

Voici, à peu près, le langage qu'ils tinrent aux électeurs.

« Oui, la société est mal faite. Oui, on vous spolie, on vous vole, on vous exploite. Et ces vols, cette exploitation c'est l'organisation sociale qui, non seulement le permet mais, protège les voleurs contre vos réclamations.

« Et, l'histoire le démontre, aucune caste nantie ne renonce de plein gré à aucun de ses privilèges. Comme procéda la bourgeoisie à l'égard de la noblesse en 1789, il vous faudra procéder contre elle, en lui reprenant de vive force les privilèges dont elle use pour vous asservir.

« Employez contre elle les armes dont elle s'est servie contre la féodalité. Elle s'est emparé du pouvoir politique pour assurer son exploitation, emparez-vous en, à votre tour, pour détruire son système. De ce suffrage universel dont elle s'est servie pour arracher le pouvoir aux régimes déchus, servez-vous en pour introduire vos propres défenseurs dans la place, pour que la loi y soit faite en votre nom, et en vue de votre affranchissement économique et social ! »

Et populo, bonne poire, envoya à la Chambre, dans les Conseils municipaux, beaucoup de ceux qui lui tenaient ce langage. Et bien-

tôt l'on vit les socialistes avoir la majorité dans la Municipalité de plusieurs villes, dont quelques-unes pas des moindres.

Mais hélas ! la pratique, le plus souvent, est loin de répondre à la théorie. Promettre et tenir sont deux.

Lorsqu'ils furent en possession du pouvoir municipal, nos bons socialistes, s'aperçurent que leurs panacées avaient justes la valeur d'un cautère sur une jambe de bois.

Quelques-unes de ces Municipalités n'arrivèrent qu'à grever le budget de la commune de dettes nouvelles, et eurent vite fait de dégoûter les électeurs de continuer l'expérience.

Celles qui s'en tirèrent le moins mal mirent debout quelques œuvres philanthropiques, comme en créent, parfois, quelques bourgeois sentimentaux. Et ce fut tout. Aujourd'hui, il n'est plus question de faire la révolution par la conquête des Municipalités. Du reste, des horizons plus larges se sont ouverts à l'ambition des socialistes parlementaires. Ils commencent à compter au parlement. Le ministère s'est ouvert à quelques-uns d'entre eux,

les Municipalités sont tombées au-dessous de leur ambition.

Mais, soit dans les ministères, soit au Parlement, soit dans les Municipalités, l'intrusion des socialistes y a été déplorable au point de vue de leurs propres idées. Pour se maintenir dans les fonctions nouvellement conquises, les nouveaux fonctionnaires sont forcés, en entrant en fonctions, d'accrocher au vestiaire leurs réclamations socialistes, oubliant, pour la plupart, de les reprendre à la sortie.

Et quelques-uns d'entre eux ont bien été forcés de constater, après les anarchistes, cette vérité qu'il y a, entre le socialisme d'opposition et l'exercice du pouvoir, un fossé qui ne peut se franchir qu'en abandonnant toutes les idées formant votre bagage d'opposition ; ce qui est la constatation qu'un socialiste ne peut, sans abjurer, participer à n'importe quelle forme de gouvernement.

Il est bien évident, en effet, que le socialiste convaincu qui, arrivé au pouvoir, voudrait réaliser son programme, tout son programme, aurait contre lui toutes les institutions exis-

tantes, c'est-à-dire tous ceux qui en vivent. La lutte ne serait pas longue. Il serait vite par terre.

Il ne gardera ses fonctions qu'à condition qu'il ne touchera rien aux institutions existantes. Et si, pour caser les frères et amis qu'il s'agit de satisfaire, il doit déplacer quelques fonctionnaires, ce ne sera qu'en donnant de l'avancement à ces derniers. Il faut éviter de se faire des ennemis. « Il y a des situations acquises qu'il faut respecter. » Ce qui contribue à augmenter, à chaque ministère nouveau, le nombre déjà considérable de fonctionnaires.

Et, aux prises avec les difficultés, qu'il ne peut résoudre qu'en abandonnant successivement l'intransigeance de chacune des réformes qui faisaient le fond de son programme, pour n'opérer que quelques changements de détail, notre nouveau ministre, pris et façonné par la machine gouvernementale, se réveille un jour aussi féroce défenseur de l'ordre que n'importe lequel de ses prédécesseurs. Et tel que M. Clemenceau qui, à la veille d'être ministre, alors qu'il n'était qu'opposant, développait à la tribune des projets de loi en vue de sauve-

garder la liberté individuelle, ne se gênera pas, huit jours après être installé dans le fauteuil ministériel, à inventer de toutes pièces des complots qui lui permettront de fourrer au clou ceux qui le gênent, et dont le ministère ne sera qu'un procès ininterrompu pour délit d'opinions.

Bien mieux, en faisant voter l'amnistie — pour ses victimes, la bonne âme ! — qui arrête la procédure en train, il évite ainsi l'aveu public de ses mensonges. Quant à ceux qui ont fait quelques mois de prison, tant pis pour eux, ils n'avaient qu'à ne pas se trouver sur son chemin !

M. Clemenceau n'est pas socialiste ! mais il avait pour collègue M. Briand qui préconisa la grève générale révolutionnaire, promettant de descendre dans la rue, le fusil en main, lorsque les travailleurs voudraient se lever pour conquérir leur indépendance et le mieux être, ce qui ne l'empêcha pas de rester le collègue de l'homme qui, aux réclamations des grévistes, répondit en inondant de troupes les localités en grèves, ce qui nous valut le spectacle d'un Paris envahi par les troupes, bivouaquant au coin des rues, comme au lendemain

de l'entrée des troupes de Versailles, et les massacres de Vigneux-Draveil, Raon-l'Etape, Narbonne, etc.

Nous avons eu le ministère Millerand, avec Chalon et la Martinique, où les grèves furent réprimées à coups de fusil, où il y eut mort d'hommes.

Nous avons eu des Municipalités socialistes comme à Toulon, Limoges qui, en mai 1905, ne surent faire mieux que ceux qui leur donnaient l'exemple de haut, et, ayant eux aussi à répondre de l'ordre, ne surent qu'adjurer leurs électeurs de se tenir tranquille, et de laisser prendre contre eux les mesures d'ordre que le pouvoir central jugeait nécessaires.

L'on a vu le maire de Limoges, Labussière, les larmes aux yeux, à genoux devant la foule, la conjurant de se tenir tranquille, d'attendre patiemment que la bonne volonté de ses exploiteurs se manifestât par le don gracieux de ce qu'elle demandait, alors que c'était leur refus net, arrêté, de rien accorder qui avait lancé les travailleurs dans la rue. Il est vrai que l'année suivante M. Labussière obtenait une recette générale avec 70.000 fr. d'appointements par an.

On pourra objecter que la méthode de ces révolutionnaires n'est pas la méthode anarchiste, qu'ils ne sont pas partisans de l'émeute, et qu'ils n'auraient pas besoin d'être investis de fonctions publiques pour prêcher le calme à leurs coreligionnaires, lorsqu'ils jugent qu'une action prématurée peut être néfaste à leur parti.

Je sais. On peut toujours introduire des « distinguo, » mais il ne faut pas perdre de vue que ces soi-disant socialistes, qui se disent révolutionnaires, lorsqu'il s'agit de s'imposer à la foule, et justifier l'épithète qu'ils se donnent, ne craignent pas de dire à ceux qui les écoutent, « que l'ordre social est mal fait, que les privilégiés n'abandonneront leurs privilèges que par la force, qu'il n'y a que la révolution qui les affranchira ! »

Et lorsqu'on a ainsi contribué à lancer la foule dans la rue, on est très mal venu ensuite de venir se mettre en travers de son action sous le prétexte que le moment n'est pas venu.

C'est toujours faire le jeu de la réaction de venir, aux moments d'effervescence, briser l'élan de la révolte, en prêchant le calme.

Moi aussi, je crois qu'un acte de révolte — collectif ou individuel, — accompli mal à propos, peut offrir des armes à la réaction, et retarder la propagande de l'idée. Je réprouve ceux qui n'ont que menaces et provocations à la bouche, ou au bout de la plume, excitant les autres à des violences qu'ils se gardent bien d'accomplir eux-mêmes.

L'excitation directe à la violence n'est justifiée que dans les moments de lutte, où l'excitateur est prêt à se mettre en tête de ceux qu'il veut entraîner.

Mais je ne réprouve pas moins celui qui, en période révolutionnaire, se fait briseur d'énergie au profit de la répression, en allant conseiller le calme et la patience à ceux qui en ont assez de lutter, de souffrir, et de se plaindre en vain.

Quel est l'outrecuidant qui, d'avance, pourra déterminer la valeur d'un acte social. Qui peut savoir comment débutera la révolution ?

Il n'y a pas que des anarchistes dans les foules qui, aux jours d'effervescence, se lancent contre les policiers et les prétoriens du pouvoir.

On peut être certain que, dans cette foule, il y a des électeurs du ministre, du député, du maire ou du conseiller municipal assagi, qui essaie de briser son élan.

Seulement, ceux-là, en restant dans la foule, ont continué à sentir peser sur eux le poids de l'exploitation, de l'arbitraire, ils sont restés des réclamants, des protestataires. Ils n'ont pas à s'inquiéter de l'ordre qui n'est que la consécration de leur exploitation et de leur assujettissement. Et, lorsqu'ils en ont assez, il mettent les pieds dans le plat, sans s'inquiéter des responsabilités.

Par quelle aberration, un socialiste, dont tous les efforts doivent tendre à la destruction des institutions qu'il reconnaît oppressives, — ils l'affirment eux-mêmes — peut-il s'imaginer faire servir ces mêmes institutions à l'émancipation humaine, alors qu'elles n'ont pour but que de faire perdurer l'état de choses existant, en se prêtant un mutuel appui ?

De même qu'à une machine montée pour tisser de la toile, tordre des fils, on ne fera pas fabriquer des casseroles ou imprimer le moindre prospectus, même lorsqu'on mettrait pour les conduire des chaudronniers ou des

imprimeurs, de même, on ne produira pas la liberté avec l'autorité.

La machine gouvernementale étant montée pour défendre l'ordre et la propriété ; c'est-à-dire imposer silence aux réclamations, empêcher les revendications des volés et des opprimés, on aura beau mettre à sa tête ceux qui auront fait les promesses les plus mirifiques d'affranchissement, les critiques les plus violentes contre le système économique et l'exploitation de l'homme par l'homme, ils ne pourront pas faire autre chose que d'abandonner leurs réclamations d'avenir pour assurer la bonne marche du présent.

On ne conquiert pas le pouvoir. C'est le pouvoir qui vous conquiert, et ne vous lâche plus lorsque vous y avez mis la main. La conquête du pouvoir est un euphémisme trouvé pour déguiser des appétits malsains d'intrigants et d'ambitieux.

Voit-on un maire, un député, un ministre — si socialistes soient-ils — se mêlant aux mouvements de la rue, faisant partie des démonstrations contre les patrons, contre l'au-

torité, alors qu'ils ne manquaient pas de s'y faire remarquer au premier rang lors de leur période de sincérité, ou qu'il leur fallait se faire connaître?

Une fois le pouvoir conquis, s'ils se présentent à la foule en révolte, ce n'est que pour la désarmer, l'adjurer au calme, quittes à la faire sabrer si elle ne les écoute plus.

Devenus détenteurs de l'autorité, ils ne peuvent s'en servir que pour opposer une digue aux réclamations trop pressantes et trop absolues de ceux qui veulent se débarrasser de l'oppression et de l'exploitation.

S'il leur reste un peu de pudeur, s'ils ne veulent pas endosser la responsabilité de la violence contre la foule, leur supérieur en grade, est là, tout prêt, pour leur enlever, momentanément, leur part d'autorité, et l'exercer à leur place. — Cela se vit dans les troubles de Limoges, 1905.

Il ne leur reste plus alors qu'à adjurer, à genoux, leurs administrés de se tenir tranquilles, d'oublier les paroles de révolte que la chaleur et l'entraînement ont pu, autrefois, leur faire prononcer en un moment d'emballement. Ils sont morts pour l'opposition. Ils

ne peuvent plus être les adversaires intraitables de l'autorité et de l'exploitation.

Et les bourgeois ont si bien compris à quel point l'exercice du pouvoir était néfaste aux idées de bouleversement social, qu'ils n'hésitent plus à fourrer quelque ex-révolutionnaire en chaque nouvelle combinaison ministérielle.

Il faut que les travailleurs s'imprègnent bien de cette vérité. Il y a, dans l'ordre social actuel, des réformes qui peuvent se réaliser sans trop de secousses. Ce sont celles qui se contentent d'effleurer les causes des souffrances, sans chercher à les extirper.

Mais celles qui seraient efficaces pour faire disparaître ces causes, ne se contentant pas d'atténuer la souffrance, mais cherchant sérieusement à donner à chacun la part de liberté et de bien-être qui lui revient, celles-là il n'y a pas de Parlement — encore moins de ministère — capable de les imposer. C'est par la force seule qu'elles s'accompliront, ce n'est qu'en culbutant les institutions dont la mission est de défendre l'ordre de choses qu'il s'agit de détruire.

Et lorsque, par exemple, dans une grève, des travailleurs veulent envahir une usine pour en déloger les rénégats qui y travaillent, quelque soit l'individu armé du pouvoir, il ne pourra faire autrement que d'appliquer la loi, de faire respecter l'ordre.

Et lorsqu'on vient nous dire que l'ouvrier qui travaille en temps de grève pour ne pas condamner à de dures privations sa femme et ses enfants, a le droit, autant que le gréviste sinon plus, à ce que l'on fasse respecter sa liberté, c'est un pur sophisme qui n'a qu'un semblant de logique.

La liberté primordiale pour l'individu est de chercher à améliorer son sort. Et lorsque, à bout de patience, des individus se coalisent, se condamnant, eux et les leurs, aux privations les plus dures pour faire aboutir leurs réclamations, ce serait une absurdité de leur part de souffrir, qu'à côté d'eux, des individus de leur classe, qui doivent s'ils les conquièrent, bénéficier des améliorations qu'ils réclament viennent par une action contraire rendre leurs efforts inutiles et faire le jeu de l'exploiteur qui les opprime.

La balance égale de la légalité, en ce cas,

c'est la protection de celui qui, déjà, est le plus fort de par l'argent, c'est l'injustice la plus flagrante contre ceux auxquels on n'a laissé que le recours à la force comme dernier argument. Les travailleurs en marche pour leur libération et la conquête de leur bien-être n'ont pas à tenir compte de la légalité.

Tandis que pour ceux qui sont au pouvoir il y a des questions d'opportunité qui amènent, par exemple, l'ancien anarchiste Brousse — qui, autrefois, alors qu'il faisait de l'opposition, voulait marcher dans les tripes des rois, et de ceux de leur suite, — à souhaiter la bienvenue, au nom de la ville de Paris, à toutes les têtes couronnées qu'il avait à recevoir comme président du conseil Municipal.

Qui amènent des députés réclamant, comme socialistes, l'abrogation des lois scélérates, à voter le maintien, parce qu'il s'agit de soutenir le ministère que veulent renverser les réactionnaires, ou à voter, pour la même raison, un ordre du jour de confiance au ministre qui couvre de son autorité les fusilleurs d'ouvriers, ou, encore — comme

Guesde — toujours pour les mêmes raisons, à répudier comme néfastes leurs propres doctrines sociales !

Tandis que disparaissent les questions d'opportunité ou d'inopportunité pour ceux qui souffrent de la misère et de l'exploitation.

Pour eux, il y a des revendications à formuler à toute heure, en tous lieux, en toute occasion. Il y a à résister contre l'exploitation, contre l'oppression à tous moments, à toute tentative de les faire peser plus lourdement sur leurs épaules : passivement quand ils ne peuvent davantage, activement lorsque l'occasion s'en présente. Et c'est ce qui fait que les foules auront toujours, en travers de leur route, ceux qui prétendent les diriger ; car il y a des responsabilités que, seules, les foules peuvent assumer.

XII

ACTION DIRECTE ET PARLEMENTARISME

Il n'y a pas d'absolu. — L'état présent l'emporte toujours sur l'état à venir. — Le parlementarisme change les questions de place. — Les mensonges parlementaires. — La révolution est l'affirmation de l'évolution. — La loi ne donne que ce que l'on sait prendre et défendre. — La loi égale pour tous ne peut être qu'oppressive. — La liberté est dans la diversité. — Les intéressés seuls sont aptes à trouver la solution qui leur convient. — L'action directe est éducative. — Comme quoi la loi donne naissance à des formes nouvelles d'exploitation. — La loi sur les retraites est une fumisterie. — Tout conciliateur est un ennemi pour le travailleur.

L'idée anarchiste ayant pris de la force, les anarchistes ont dû sortir des abstractions, poussés également par la vie de tous les jours, et prendre part aux luttes journalières.

C'est qu'entre l'idéal rêvé et l'état présent il y a la vie. Il y a les individus qui, en attendant la transformation sociale entrevue, veulent vivre du mieux qu'ils peuvent dans l'état présent. Il y a l'évolution humaine qui ne se fait que progressivement, s'attardant parfois à modifier ce qui existe avant de le rejeter définitivement.

Du reste, on ne vit pas d'abstractions, la force leur étant venue, les anarchistes étaient anxieux d'agir, mais, en se mêlant à la lutte ouvrière, ils y apportèrent leur façon d'envisager les choses, leurs modes d'action. Si quelques anarchistes y perdirent de vue l'idéal anarchiste, par contre le mouvement ouvrier s'en inspira, et fit siennes leur haine de la politique, leur façon d'agir qui, dans le nouveau milieu, prit le nom « d'action directe ».

C'est que la masse croit encore aux réformes, elle reste indifférente aux conquêtes éloignées, voulant des résultats immédiats, tout ce que pouvaient faire les anarchistes, c'est que ces tentatives d'améliorations auxquelles s'attardent le plus grand nombre, servissent au moins à leur éducation. Et c'est

pour quoi, tout en continuant à démontrer que l'exploitation de l'homme par l'homme ne cessera d'exister que lorsque les moyens de production seront mis à la libre disposition de tous, que chaque individu n'aura droit qu'à la part de ce qu'il peut mettre en œuvre lui-même, et que seront détruites la monnaie et toute valeur représentative dans les échanges, les anarchistes se sont mis à travailler à la réalisation de quelques-unes de ces réformes, en apprenant aux intéressés de ne plus les attendre, comme une grâce, de la bonne volonté du législateur, mais de les réaliser eux-mêmes, par la force de leur volonté, et la cohésion de tous les intéressés.

En effet, on aura beau dire aux travailleurs : « telle amélioration que l'on vous fait entrevoir ne peut être que momentanée, elle ne peut avoir aucun effet, sur votre émancipation définitive ». Ceux qui crèvent de l'état social présent répondront, et nombre d'aigrefins ne manquent pas de le répondre à leur place : « que nous importe l'affranchissement intégral s'il ne s'opère que lorsque nous serons

mort, nous préférons une amélioration, si légère soit-elle, pourvu qu'elle soit immédiate, nous verrons ensuite ». Et il vont à ceux qui leur font espérer des réalisations immédiates.

Et on aura beau leur dire qu'une augmentation de salaire n'a aucune importance pour eux, s'il doit s'en suivre un renchérissement des objets nécessaires à la vie, ils peuvent répondre avec raison qu'ils en auront toujours bénéficié, avant que le renchérissement se produise, et que, bien souvent du reste, les mercantis n'attendent pas l'augmentation des salaires pour faire renchérir la vie. Et, de plus, quand l'ouvrier n'attaque pas pour faire augmenter son salaire, il est bien forcé de résister aux tentatives de le lui rogner. Les nécessités de la lutte immédiate l'emportent toujours, en temps normal, sur les aspirations de l'idéal.

Seulement les réformistes, les parlementaristes, commettent une double erreur, d'abord en ne tenant pas compte de la complexité des rapports sociaux et en faisant enlever de son milieu naturel, où elle pourrait

être élucidée promptement par les intéressés, la question pour la transporter dans un milieu hostile, où s'agitent toutes sortes d'intérêts divers et contradictoires.

De sorte, qu'au lieu d'être réglée à l'amiable, dans chaque groupe, selon les besoins de ce groupe, il faut en faire une loi unique, dans le cadre de laquelle doivent s'emboîter tous les intérêts, tous les besoins, toutes les aspirations, quitte à rogner à droite, à gauche, en tête, en queue, de façon que personne n'est satisfait.

D'autre part, l'action parlementaire propage l'erreur, parmi les individus, que leur libération viendra d'en haut ; qu'il leur suffira de choisir des mandataires fidèles pour obtenir du parlement la réalisation de tous leurs vœux.

Et pendant qu'ils cherchent cet oiseau rare : un mandataire scrupuleux, tenant à cœur de réaliser chacune de ses promesses, les électeurs négligent d'agir pour réaliser eux-mêmes ce qu'ils désirent obtenir.

Et si cela est contenu implicitement dans la façon de procéder, beaucoup ne craignent pas de déclarer — tout en s'affirmant révolution-

naires — que : aujourd'hui que nous avons le suffrage universel, où tout individu peut « librement » exprimer son opinion, et a sa part de souveraineté dans la fabrication des lois — même lorsqu'elles sont faites contre lui — nous devons respecter la loi, jusqu'à ce qu'on l'ait faite changer. — Raisonnement très commode pour faciliter l'exercice du pouvoir à ceux qui le détiennent.

Or, la révolution qu'envisagent les anarchistes, n'est pas de ces coups de mains destinés à porter au pouvoir une poignée d'aventuriers ayant su profiter d'un concours de circonstances heureuses.

Pour les anarchistes, la révolution ne peut improviser un état social nouveau de toutes pièces. Son rôle est de briser les barrières que l'état social présent dresse contre les aspirations d'émancipation politique et économique. Une fois ces barrières brisées, ça sera à ceux qui les auront détruites de donner plein développement aux formes de groupements qu'ils auront su, déjà, réaliser en cours de lutte.

Car la révolution économique qui se prépare ne doit pas être une lutte de quelques jours — le temps de jeter bas un gouvernement, et d'en introniser un autre. — Ce doit être l'aboutissant d'une évolution, qui aura assez transformé les mœurs et les cerveaux pour nécessiter le dernier coup de balais qui emportera les vestiges persistants de la société capitaliste.

Evidemment, cette révolution peut se faire attendre puisque, pour qu'elle puisse s'opérer, il faut qu'il se crée une minorité assez consciente, et assez forte, pour entraîner, dans son action, la masse flottante qui a besoin d'être impulsée.

Evidemment, encore, en attendant l'affranchissement intégral, les individus auraient tort de ne pas chercher à réaliser le peu de bien-être ou de liberté qu'il est possible de réaliser dans l'état capitaliste, puisque, en dehors du bien présent, ces réalisations peuvent aussi servir de point de départ pour des améliorations nouvelles.

Seulement, cette réalisation doit s'opérer intégralement — autant qu'il est possible — par l'action de ceux qui en ont eu conscience,

et non l'attendre, tripatouillée, de l'action politicienne qui empoisonne ce qu'elle réalise.

Jamais une loi n'a imposé une réforme. Ou bien cette réforme est demandée par un groupe assez important d'intéressés, mais alors elle est plus ou moins passée dans la pratique ; la loi ne fait que consacrer un ordre de choses existant. Et la loi n'est plus nécessaire qu'aux impuissants qui n'osent pas agir par eux-mêmes.

Ou bien elle est en avance sur l'opinion moyenne, et alors ceux qui veulent en bénéficier sont forcés de mener la lutte pour en obtenir l'application. Telle la loi Millerand-Colliard, qui, pour réglementer la loi de 10 heures vint fournir, pour un temps, aux exploiteurs, la facilité de faire travailler 11 heures ceux de leurs ouvriers qui n'en faisaient que 10 auparavant, et resta si bien lettre morte pour le patronat que les ouvriers durent entreprendre grève sur grève — dont quelques-unes sanglantes — avant d'obtenir de ne travailler que 10 heures par jour.

Quelle que soit la réforme que l'on veuille

obtenir, qu'elle soit d'ordre politique ou économique, elle n'est inscrite dans le code que lorsque l'opinion publique est assez puissante pour l'exiger; et, passée à l'état de loi, elle n'est appliquée que tant que ceux qui sont intéressés à son application savent la faire respecter.

Et comme une liberté n'est entière que tant qu'elle n'est pas codifiée ; une liberté ne se définissant que par les limites qu'on lui trace, codifier une liberté c'est la rogner; c'est une raison de plus pour l'exercer sans demander la consécration parlementaire.

Exemple : les syndicats qui fonctionnaient — tels qu'ils existent aujourd'hui — malgré la loi sur les coalitions, quand la loi de 1884 vint réglementer leur fonctionnement, et leur imposer quelques entraves, que l'on cherche à augmenter en leur octroyant le droit d'hériter et de posséder, afin de pouvoir leur rogner les griffes.

Une loi ayant à tenir compte de tant d'intérêts différents, et s'appliquer indistinctement à des millions d'individus, elle est, forcément, un compromis entre toutes les aspirations par-

ticulières, entre les besoins de chaque sorte de groupement. Faite pour contenter tout le monde, elle ne répond à aucun besoin réel, lèse plus ou moins chaque aspiration, sans en satisfaire aucune.

Tandis que si chaque groupe social s'efforce de réaliser, dans sa sphère d'action, l'amélioration qui lui convient le mieux, la question prend beaucoup plus de netteté en ne se discutant qu'entre les seuls intéressés, et chaque groupe peut trouver sa solution.

Et puisque la loi ne vaut que par l'énergie que l'on sait dépenser à la faire respecter, il est bien plus simple, plus pratique, et plus court de faire ses affaires soi-même, en traitant directement avec ceux auxquels on veut imposer de nouveaux rapports.

C'est cette action que l'on a dénommée « action directe ». Et l'on voit, — qu'à moins de circonstances que l'on n'est pas toujours maître d'éviter — il ne s'agit nullement de violence, de bombes, comme beaucoup de gens, qui ne connaissent de l'anarchie que ce que leur en a appris leur journal, sont portés à se figurer.

La réduction des heures de travail, l'augmentation de salaires, et toute autre réforme réalisée, même par l'action directe, ne détruiront pas l'oppression ni l'exploitation tant qu'elles n'auront pas pour effet de faire passer, entre les mains de ceux qui les mettent en œuvre, les moyens de production accaparés par une minorité de parasites. Là-dessus, l'affirmation anarchiste reste vraie.

Seulement, l'éducation se fait tous les jours, et la lutte est un moyen d'éducation. En voyant tout ce qu'ils peuvent réaliser, lorsqu'ils sont unis, et savent poursuivre leur volonté jusqu'au bout, les individus apprendront vite à se servir de ce moyen d'action. En constatant l'inanité des réformes partielles, ils sauront vite apprendre que le mal doit s'attaquer dans sa cause, et non dans ses effets; ils seront mûrs pour la révolution.

Et ce qui vient d'être dit pour quelques-unes des réformes, prises parmi celles qui s'imposent, peut se répéter pour n'importe laquelle; car chaque loi faite pour améliorer la situation des travailleurs comporte des désavan-

tages que sont loin de compenser les avantages promis.

Nous avons vu la réglementation des heures de travail empirer la situation de ceux qui avaient su, par leur propre action, ou la force des choses, obtenir cette amélioration.

La loi sur les accidents du travail a eu pour premier effet de faire éliminer des usines une certaine catégorie de travailleurs d'âge, de santé, ou de situation familiale, les rendant plus onéreux aux yeux de leurs employeurs.

En admettant que la prime d'assurance soit bien payée par l'exploiteur, que ce dernier n'en tienne pas compte dans l'estimation des salaires — ce qui est impossible — ceux qui y ont le plus gagné, ce sont les intermédiaires, les compagnies d'assurance qui, pour fournir de gros dividendes à leurs actionnaires — les actions de plusieurs font prime — s'efforcent de rogner sur les indemnités à payer, forçant les sinistrés à des procès coûteux, ou profitant de leur ignorance, lorsqu'ils sont faciles à influencer. C'est un nouveau mode de prélèvement du capital sur le prix de la vie et de la santé du travailleur, la création de nouveaux parasites.

Il y a la loi, en préparation, sur les retraites ouvrières. C'est le coup de génie de la finance capitaliste. Le prélèvement sur les salaires de nombreux milliards dont l'Etat se fait gérant, pour aboutir à une rente de 20 sous par jour payée aux rares survivants qui atteindront l'âge déterminé. La majeure partie, ceux que le travail, la misère, les privations auront tués avant, se seront privés toute leur vie pour assurer des tripotages fructueux à leurs maîtres, des sinécures largement rétribuées à leurs créatures. Et c'est ainsi que le nombre des travailleurs décroît par l'intronisation de l'outillage mécanique, et que croît celui des parasites par la création d'emplois seulement utiles au régime capitaliste.

Double avantage pour les maîtres. Le vrai producteur étant plus ou moins un ennemi, tandis que le parasite est trop prisonnier de l'ordre de choses existant pour ne pas en être un défenseur et un admirateur.

Et pour parer à ce qu'ils appellent l'intransigeance des travailleurs, les accusant de ne pas tenir compte de la concurrence, de présen-

ter à leurs exploiteurs des conditions qui, s'ils les acceptaient, les mettraient en infériorité évidente soit à l'égard de leurs concurrents nationaux et surtout — crime impardonnable — de leurs concurrents étrangers, certaines « bonnes âmes » ont inventé « l'arbitrage obligatoire » dont un projet de loi repose quelque part.

Comme s'il pouvait y avoir conciliation entre l'employeur et l'employé, entre celui qui commande et celui qui obéit.

Ce sont deux intérêts antagoniques en présence, irréductibles, le bien-être, le luxe de l'un étant fait de la misère de l'autre. Il ne peut y avoir que des compromissions temporaires que l'on ne respecte, de part et d'autre, que tant que l'on ne se sent pas assez fort pour les briser. Pour que l'exploité prenne sa place au soleil, il faut qu'il brise l'exploitation dont il est victime. Tant pis pour l'exploiteur s'il ne peut supporter la lutte.

XIII

LE SYNDICALISME

Les débuts de l'anarchisme. — Syndicalisme selon la conception socialiste. — L'individualisme et le syndicalisme. — Le syndicat groupement naturel. — Le syndicat groupement de défense dans l'état social actuel. — Il faut savoir vers quoi l'on marche. — Le syndicalisme, moyen de révolution, a sa place à côté des autres, il ne peut les suppléer. — Diversité des groupements de lutte. — Les besoins déterminent les groupements. — La division du travail. — Le travail agréable. — Le choix des activités. — Le syndicat doit disparaître avec l'état social qui l'a engendré. — Le mot engendrant la doctrine. — Influences réciproques. — Déviation des théories lorsqu'on veut les pousser à l'absolu. — Chacun son dada.

L'organisation des ouvriers en groupements corporatifs, les grèves pour la défense des salaires, cela a existé — sous différentes

formes — de tous temps, mais ce n'est que depuis qu'il est devenu une force, que le syndicalisme est venu se placer à côté des différents systèmes de rénovation sociale.

Lorsque, vers 1879, il commença à se former en France un nouveau courant dont les adhérents prirent le nom d'anarchistes, les mêmes raisons qui leur firent combattre les socialistes les firent se tenir à l'écart des groupements syndicalistes, ces derniers étant trop politiciens et trop réformistes.

Trop peu nombreux, les anarchistes auraient été noyés dans cette masse, et ne seraient jamais arrivés à formuler nettement leurs idées, pris qu'ils auraient été par l'ambiance.

Cet éloignement du syndicalisme eut son bon côté : l'esprit dégagé de toute contingence, les anarchistes arrivèrent à se formuler une conception nette de ce qu'ils voulaient. Il y eut un mauvais côté : le mouvement ouvrier tomba complètement sous la dépendance des politiciens.

Seulement, si les anarchistes se tenaient à l'écart du mouvement syndicaliste, relevant ses erreurs, attaquant son inféodation aux partis politiques, il ne leur vint jamais à la

pensée de l'attaquer en tant que mouvement ouvrier. Et chaque fois qu'une grève se dessinait, énergique, les anarchistes y prenaient part.

Il fallait toute l'outrecuidance de quelques hulubérlus — qui se croient anarchistes, parce qu'ils peuvent, plus ou moins mal, réciter par cœur quelques passages de Nietszche ou de Stirner — pour contester aux ouvriers l'utilité de se grouper en syndicats afin de lutter contre les fantaisies de leurs exploiteurs.

De leur côté, les politiciens ont la prétention de diriger le mouvement ouvrier. Pour eux, les syndicats devraient borner leur rôle à émettre des revendications, à les soumettre aux députés qui se chargeront de les porter au Parlement, et de les transformer en lois.

Et, afin de ne pas entraver l'œuvre parlementaire, les ouvriers, en enfants bien sages et bien obéissants, devront respecter la loi, se tenir tranquilles, ne pas bouger, même lorsque leurs exploiteurs veulent les affamer, attendre l'intervention du député, seul qualifié pour traiter en leur nom. Et, en échange des

bienfaits parlementaires, réserver toutes leurs forces pour la lutte électorale, et cotiser pour grossir la caisse des comités électoraux.

Mais le développement de l'idée anarchiste ayant gagné le mouvement ouvrier, celui-ci s'arrache de plus en plus à l'influence des politiciens.

Sans être anarchiste, le syndicalisme a entrevu que ses revendications ne devaient pas se borner à la défense des salaires, mais tendre à l'abolition du salariat ; qu'il était absurde d'attendre du Parlement ce qui devait être directement arraché à l'exploiteur, et que, la légalité étant faite pour défendre ce qui existe, il était nécessaire, parfois, d'en sortir pour obtenir quelque chose.

Donc, aujourd'hui, le syndicalisme se dresse comme une force contre les politiciens dont il tend à se détacher définitivement, et l'anarchisme dont il se défie, en haine de l'esclavage dont il n'est pas encore complètement sorti.

L'outrance des huluberlus n'est pas faite pour dissiper le malentendu.

Et, à ces derniers, il faut une bonne dose de

fatuité, il faut qu'ils se fassent une conception bien nietzschéenne de leur Moi, pour s'imaginer qu'ils mèneront, tout en la méprisant, la foule à la révolution, ou pour penser que cette révolution peut être l'œuvre d'une poignée d'intellectuels... ou se croyant tels.

Du reste, il y a ici un non-sens de la part de ces « surhommes » au petit pied : ou bien l'on a compris que l'individualité est écrasée dans l'engrenage social, que ses aptitudes sont arrêtées dans leur développement, que ses virtualités sont étouffées avant d'avoir pu se manifester, parce que l'organisation économique sacrifie le bien-être et le développement du plus grand nombre au profit d'une minorité de privilégiés, et que pour changer cette mauvaise organisation, et ne plus être exposé par les hasards de la naissance et des événements à nous trouver parmi le troupeau des esclaves, il faut qu'il n'y ait plus d'esclaves. Que notre propre affranchissement, par conséquent, ne peut s'opérer que lorsque la masse entière saura se libérer.

Ou bien, la masse nous est étrangère ; si nous souffrons d'être parmi les exploités, il nous serait indifférent que d'autres le fussent à

notre place, pourvu que nous ayons toutes nos aises, estimant que le troupeau est fait pour être tondu. Alors inutile de se réclamer d'une révolution sociale — à moins que, comme pour les politiciens, ce ne soit qu'une formule dont on se sert pour amuser ceux dont on espère tirer pied ou aile — la société bourgeoise est assez bien constituée pour que ceux qui savent jouer des poings et des coudes, puissent s'y faire leur place.

Le syndicat est un groupement de lutte qui s'impose aux travailleurs en l'état social actuel.

Ceux qui sont les plus opprimés économiquement, intellectuellement et moralement, ont des réclamations à produire chaque jour, à chaque heure, à chaque instant.

Crevant de faim continuellement, il ne peut leur être indifférent d'obtenir une concession, si légère soit-elle, ou d'empêcher ne serait-ce qu'un dixième de tour à la vis de compression.

S'il est vrai qu'il n'y a que la disparition complète de l'exploitation qui puisse les libé-

rer, ils ne peuvent, cependant dans l'espérance de cette révolution, qui s'opèrera on ne saurait prévoir quand, abandonner la lutte de tous les jours ; car cet abandon encouragerait leurs exploiteurs à faire peser plus fort sur eux leur exploitation.

En attendant la suppression du salariat et de l'exploitation capitaliste, il leur faut bien résister aux diminutions de salaire, ou prendre l'offensive pour en obtenir l'augmentation, lorsque l'accroissement des charges sociales vient leur rendre la vie impossible, ou qu'une conception plus nette de leurs droits les incite à réclamer une part plus large dans les produits de leurs activité.

Et, forcément, la lutte au jour le jour, l'appât de l'amélioration immédiate, ou de ce qui semble tel, l'emportera toujours sur la lutte à buts plus incertains, plus éloignés, moins définis. Une heure de moins à l'atelier, quarante sous de plus à la fin de la semaine, sembleront toujours plus faciles à obtenir, — et le sont, le plus souvent — que la disparition des exploiteurs, que la réalisation du bonheur et de l'affranchissement intégrals.

Quelle que soit l'intensité de la propagande

révolutionnaire, les travailleurs, en temps ordinaire, se grouperont, surtout, pour des buts proches, faciles à atteindre. Et, voudrait-on négliger ce côté, que la réalité ne tarderait pas à les y ramener. C'est dans la propagande qu'on pourra leur faire ensuite qu'ils apprendront à connaître l'inanité des réformes partielles.

Mais c'est une erreur d'affirmer comme le font les syndicalistes révolutionnaires, comme le croient bon nombre d'anarchistes, comme le prophétise toute une nouvelle école socialiste — qui vient de découvrir le syndicalisme — que ce sont les syndicats qui organiseront la révolution, qu'ils sont appelés à organiser la production dans la société future, et qu'ils nous représentent la cellule initiale des groupements futurs.

On me dira qu'il est absurde de prophétiser ce que sera, non seulement la société de demain mais même ce que sera la révolution dont elle doit sortir. Nous ne savons pas ce que sera la société future, nous ne pouvons pas prévoir ce que sera la révolution qui se pré-

pare. En matière d'activité sociale, les actions et réactions sont trop nombreuses, trop enchevêtrées, trop compliquées pour pouvoir faire des déductions, même approximatives ; car c'est toujours de l'imprévu qui surgit.

Et cela est l'exacte vérité.

Seulement nous savons plusieurs choses qui peuvent nous guider : 1° que nous souffrons de ce qui existe ; 2° que ça ne changera que si nous travaillons nous-même à le changer ; et, 3° que, sans vouloir prophétiser ce qui sera, puisque cela dépend de l'évolution de millions et de millions d'individus, et d'une foule d'événements dont nous ne sommes pas les maîtres, il faut bien que nous cherchions à nous faire une idée de ce que doivent être les choses pour essayer de les réaliser, de façon à ce que ça marche mieux que ce qui existe.

Et, tout en sachant que les choses ne marcheront pas absolument comme nous le désirons, il nous faut agir comme si nous étions certains de diriger les événements, puisque, en somme, c'est de toutes les conceptions émises, de toutes les activités mises en œuvre que sortira le futur. Plus se grouperont de gens décidés à agir dans le même sens, plus l'idée

qui les aura animés aura chance de réussir ou d'imposer une partie de ses conceptions.

C'est de l'empirisme, d'accord. Mais il n'y a pas de science sociale exacte. Ce n'est qu'en mentant effrontément, et en travestissant les faits, que les économistes bourgeois prétendent faire de la science économique. Leur prétendues lois économiques ne résistent pas une minute à une critique judicieuse.

Mais revenons aux syndicats.

Les revendications ouvrières forment le fond principal de la révolution qui se prépare ; de plus, il serait absurde de penser faire une révolution sans le concours de la masse ouvrière. Mais, de par le fait qu'ils sont forcés de lutter journellement contre les exploiteurs, les syndicats, même lorsqu'ils inscrivent dans leur programme la suppression du salariat, l'expropriation de ceux qui se sont accaparé le sol et les moyens de production, cela reste toujours dans les choses lointaines, toute leur activité étant absorbée par la lutte quotidienne et les conflits qui surgissent à chaque instant entre salariants et salariés ; forcés, qu'ils sont, de les résoudre afin de donner satisfaction à ceux

qui se groupent autour de l'organisation syndicale, ne lui demandant que ce qui est immédiatement réalisable.

Amener leurs coadhérents à comprendre que leur libération ne se fera que par eux-mêmes, et lorsqu'ils se seront débarassés de l'exploitation, c'est l'œuvre des anarchistes qui pénètrent dans les syndicats, cela doit, aussi, devenir l'œuvre de ceux des syndicalistes qui sont arrivés à s'émanciper intellectuellement.

Mais la lutte de tous les jours, qui est inévitable, qui a sa raison d'être, a aussi son utilité, car elle habitue les travailleurs à élever leurs réclamations en leur démontrant que l'augmentation progressive des salaires est une chaîne sans fin, qui peut se dérouler indéfiniment en les laissant toujours aussi misérables et exploités. Cependant la lutte qui leur donne conscience de leur force, par contre, a l'inconvénient de faire prédominer les réclamations du moment, au détriment des réalisations plus éloignées. Il y a une pente sur laquelle il est facile de glisser. C'est pourquoi il serait dangereux de voir en le syndicalisme le seul moyen révolutionnaire.

La vie sociale est beaucoup plus complexe. On n'est pas organisé seulement par corporations. En dehors de la production, les modes d'activité sont innombrables, et dont chacun demande sa satisfaction intégrale. Pour que la révolution sociale garde toute son ampleur, accomplisse toute son œuvre, il faut que tout ce qui souffre de l'organisation sociale, que tout ce qui est annihilé par les mille liens de la législation et de la réglementation, se groupe pour trouver l'organisation adéquate à ses aspirations, et travailler à la réalisation de ses conceptions dont l'application doit entraîner la ruine des institutions oppressives.

La société fourmille d'abus, il faut que, contre chaque abus, pour le combattre surgisse le groupement de ceux qui ont le plus à s'en plaindre.

De même qu'il se forme des associations pour organiser des promenades, faire de la musique, jouer aux boules, tirer à l'arc, il devrait s'en former pour battre en brèche chaque abus politique, administratif, policier, judiciaire ou fiscal.

Non seulement groupes de lutte contre ce qui existe, mais essais de groupement sur

les bases futures, en vue de produire de la joie, du bien-être, de la solidarité, entre individus de même pensée. On compte trop sur la fatalité de la révolution, oubliant que celle-ci n'est que destructive de ce qui embarrasse le terrain et que, la destruction des formes oppressives accomplie, ne se développeront que les formes de groupement qui se seront déjà essayées. L'état nouveau ne s'improvise pas, même après une révolution. Il ne sera que l'épanouissement d'initiatives déjà en germes.

Ce n'est que lorsque toutes les initiatives sauront se grouper, que lorsque tous les modes d'activité réclameront leur droit à se manifester, que la révolution trouvera sa formule, et ne s'arrêtera pas à des transformations partielles.

Il serait donc absurde d'attendre la révolution pour organiser la société future. C'est dès maintenant qu'il faut chercher des formes nouvelles de groupement.

Or, si dans l'organisation économique d'aujourd'hui, on produit non pour consommer, mais pour faire du commerce, agioter, réali-

ser des bénéfices, sans se préoccuper des vrais besoins et des goûts du consommateur, il ne doit pas en être de même dans une société normale.

L'organisation sociale ne doit pas s'opérer en vue de « produire », mais bien pour « consommer ». La production n'est pas un but, mais une conséquence.

Ce sont les besoins qui doivent déterminer les groupements. Si j'ai besoin d'un meuble, d'un ustensile, ce n'est pas dans un magasin que je dois aller les chercher tout faits. J'aurais à m'enquérir de ceux qui auront besoin des mêmes objets, m'entendre avec eux, et nous organiser pour les produire, non plus à la grosse, sur le même plan, de formes identiques, mais un à un, tels que chacun de nous les aura conçus.

Ici, je vois poindre l'objection : « s'il faut que l'individu en revienne à fabriquer tout ce dont il aura besoin, ce sera un recul. Il est impossible que le même individu puisse faire tous les métiers. Non seulement sa vie se passerait, encore pis que dans la société actuelle, à produire sans une minute d'arrêt, mais c'est pratiquement impossible, vu la multiplicité

des métiers qu'ont suscité les besoins de l'homme. »

Aujourd'hui qu'une grande partie des forces sont détournées de la vraie production, et qu'il n'y a qu'une très petite partie des travailleurs produisant réellement, et pour tous, il a fallu exprimer de l'individu tout ce qu'il était susceptible de rendre comme force productive, c'est ce qui a amené la spécialisation, et la division à l'infini des métiers, qui font qu'un individu, tout le long de son existence, accomplira les mêmes mouvements mécaniques, destinés à façonner éternellement la même pièce ou la même partie de pièce.

Mais l'homme ne doit pas être une machine à production. Pour devenir un être sain, parfaitement équilibré, il doit exercer également son cerveau, chacun de ses muscles, et varier les mouvements de ceux-ci.

Lorsqu'on sait manier un outil, on est apte à passer d'un métier à un autre lorsqu'on n'est pas tenu à faire de la production intensive.

Je dois pouvoir varier mes occupations au

gré de mes besoins : battre le fer aujourd'hui, rabotter des planches demain, gâcher du plâtre un autre jour, si je me sens du goût pour ces diverses occupations.

Lorsqu'il n'y aura plus de parasites, plus d'intermédiaires inutiles et onéreux, plus d'individus employés au seul service de ces parasites et de ces inutiles, il ne sera plus nécessaire que l'homme soit changé en machine à abattre de la besogne. L'outillage mécanique, intelligemment employé, restera toujours un auxiliaire précieux pour lui faciliter le travail et écourter le temps à y passer.

L'important n'est pas tant de réduire indéfiniment les heures de travail, que d'arriver à ce que, par un meilleur aménagement des forces, le travail soit un plaisir, une distraction, une occupation agréable, en même temps qu'un exercice hygiénique.

Dans la société actuelle, où le travail manuel est considéré comme dégradant par la plupart, nos parasites, pour se maintenir en santé, ont dû trouver des exercices où dépenser leurs forces d'une façon improductive.

Dans une société normale on les dépensera plus intelligemment. L'individu utilisera les

forces, dont son tempérament exige la dépense, à un travail productif sans se croire dégradé. Pourvu que l'individu puisse se développer en toutes ses virtualités, il ne comptera pas les heures qu'il y emploiera.

Evidemment, cet éparpillement de l'activité individuelle doit avoir une limite : les forces de l'individu lui-même et ses propres facultés.

S'il y a des modes d'activité vers lesquels les individus se trouveront entraînés, il y en a d'autres, au contraire, qui les laisseront indifférents, ou, même, pourront leur répugner. Mais du fait qu'ils s'emploieront à divers travaux, ils se trouveront faire partie de divers groupes. Et comme chaque groupe pourra se trouver composé d'individus y exerçant des aptitudes différentes, et se trouvant faire partie d'autres groupes, les relations peuvent varier ainsi à l'infini, et permettront à chacun de se procurer ce dont il aura besoin, sans avoir à participer directement à la fabrication.

Pour bien faire saisir mon idée, il faudrait donner un exemple, mais ce n'est pas ici la

place, et, du reste, cela ne pourrait être qu'un aperçu. Une organisation semblable ne se crée pas spontanément ; elle ne peut sortir que d'une évolution s'opérant dans ces groupements et dans la mentalité des individus. C'est dans le groupement lui-même, aux prises avec les difficultés, que se trouvera son mode de fonctionnement, et qu'il faudra bien trouver si on veut échapper au danger du monopole corporatif, de la concurrence entre métiers, et sauvegarder la liberté individuelle.

Dans cette organisation qui, seule, me semble rationnelle, et seule efficace pour donner à l'individu toute liberté d'allure, on voit que le syndicat a totalement disparu.

Du reste, groupement de lutte et d'éducation pour la lutte, il doit disparaître avec le régime qui l'a produit, pour faire place à des groupements plus complexes, moins étroits rassemblant des aptitudes plus variées, n'ayant plus à combattre, mais à remplir leur fonction dans l'harmonie sociale.

De plus, pour hâter la révolution sociale, il est bon que chacun porte ses forces vers la be-

sogne qui lui plaît le mieux. C'est en l'attaquant de tous les côtés à la fois, que la société croulera plus vite.

Seulement, par un défaut inhérent à l'imperfection humaine, chacun a tendance à croire que c'est le moyen qui lui plaît le mieux qui est le seul efficace ; et il a vite fait de l'ériger en système, hors duquel il n'y a pas de salut.

Et puis, c'est si tentant de passer chef d'école !

Les exemples abondent :

Je ne parlerai pas des parlementaristes qui, eux, ont des raisons spéciales pour vouloir tout subordonner à la politique, et où les querelles des chefs les divisent, et subdivisent, à chaque instant.

Remontons seulement jusqu'à l'Internationale. On sait que le mot collectivisme ne fut inventé, par les internationalistes, que pour remplacer celui de communisme qu'ils jugeaient trop décrié par les systèmes autoritaires.

Aujourd'hui le collectivisme est une doctrine qui n'a plus grand chose de commun avec le communisme, si ce n'est l'étroitesse et l'auto-

ritarisme du communisme dont on voulait se dégager ; ayant même amplifié là-dessus.

Nos camarades de l'Internationale croyaient n'avoir inventé qu'un mot ; il en vint derrière eux qui en firent un système.

Lorsqu'on fit les premières lois contre les anarchistes, quelques littérateurs, fourvoyés dans le mouvement, inventèrent le mot libertaire, prétendant ainsi faire la nique aux nouvelles lois. Et, depuis, le nom de libertaire s'emploie à côté de celui d'anarchiste. Jusqu'à présent, on n'a pas trouvé le moyen d'y loger dessous une théorie nouvelle. Cependant, pour beaucoup, libertaire signifie autre chose — de plus, ou de moins — qu'anarchiste. Il y a une nuance. Le Libertarisme attend son prophète.

Il y a, également, les déviations que tel mode d'activité entraîne avec lui.

Il est évident que si l'on veut trouver des adhérents au mode d'action que l'on emploie, il faut en faire ressortir les avantages et négliger les côtés faibles. A force de le vanter, et de chercher des raisons pour le faire ac-

cepter, on finit par s'illusionner soi-même.

A la suite des persécutions féroces de l'époque dont je parle plus haut, la propagande ouverte, purement anarchiste, fut arrêtée pendant plus d'une année, puisqu'il suffisait de se dire anarchiste pour être coffré. L'activité des anarchistes se tourna vers les syndicats. Et leur propagande, certes, y a été efficace, puisque aux syndicats qui, autrefois, pour la plupart, n'étaient que des groupements isolés, sans force, inféodés aux politiciens, ils sont parvenus à insuffler la vie, et à en faire une puissance avec laquelle le monde politique aujourd'hui est forcé de compter, et à les arracher à l'emprise mortelle des politiciens.

Par contre, pour beaucoup des anarchistes qui s'y sont donnés, cette besogne les a tellement pris que la propagande anarchiste ne compte plus pour eux, et, d'aucuns ne sont pas loin de regarder comme des gêneurs ceux des anarchistes qui viennent rappeler que le syndicalisme n'est qu'un des côtés de la question.

Il y a eu influence réciproque. Si les anarchistes ont fait avancer le syndicalisme, ce-

lui-ci a fait rétrograder certains anarchistes.

A la suite de l'affaire Dreyfus, il y eut un emballement général « pour l'éducation du peuple ». Chacun voulait éduquer l'ouvrier. Il en sortit la création des U. P. Cela attira quelques autres activités anarchistes qui ont été absorbées par le courant.

Il y eut encore le « Neo-Malthusianisme ». Au commencement, il s'agissait du droit pour chacun de n'avoir que le nombre d'enfants qu'il lui plairait ; la liberté pour la femme de se refuser aux maternités multipliées ; le tout accompagné de considérations physiologiques et morales dont quelques-unes étaient solides, d'autres discutables. N'avoir d'enfants que lorsqu'on est sûr de pouvoir les élever, ne procréer que dans des conditions permettant d'avoir des produits sains, liberté pour la femme, tout cela ce sont des choses excellentes, contre lesquelles on ne peut élever aucune objection, mais qui ne relèvent que de la morale individuelle.

Cela ne pouvait satisfaire les partisans de la nouvelle école. De facultative, la non procréation est devenue un dogme social, une panacée à tous les maux qu'engendre la so-

ciété. Elle est devenue la doctrine la plus réactionnaire que je connaisse.

Il y a encore l'antimilitarisme qui, dès les débuts de la propagande anarchiste, fut, avec l'antiparlementarisme, un des points principaux de l'activité des anarchistes qui, lui aussi, tend à se spécialiser, et à « se suffire à lui-même ». Bien mieux, ne voilà-t-il pas qu'il se subdivise, et est en train de former, sous le nom d'hervéïsme, une autre variété d'antimilitarisme! Jusqu'à présent, il n'y a ni schisme, ni formule nouvelle. Patience! avec le temps, il se trouvera bien quelqu'un pour en faire une doctrine dont il se prétendra l'inventeur.

Non pas que l'anti-militarisme ne puisse donner carrière à des activités spécialement groupées dans ce but. Prêcher la désertion, préconiser le refus de porter la livrée militaire, c'est très bien, mais insuffisant : il y aurait à aider l'exode de ceux qui fuient la caserne, leur faciliter l'établissement à l'exil, leur trouver des appuis pour se débrouiller à leur arrivée, afin que la difficulté de trouver du travail ne les ramène pas à la soumission. La grande activité des groupes anti-militaristes, à un moment donné, fut d'apprendre l'espé-

ranto ! qui peut avoir son utilité mais est insuffisant pour la solution des problèmes qui s'imposent. Pour le moment les groupes sont en « sommeil ».

Cela n'est pas la faute de telle ou telle conception. Il y a impossibilité pour la majorité des individus à se faire une conception philosophique des choses, et, forcément, une fois que l'on s'est donné un but à atteindre, on ne voit plus que ce but. C'est ce qui fait que le syndicalisme tend, lui aussi, à devenir une doctrine, « à se suffire à lui-même », comme cela a été affirmé au congrès d'Amiens.

C'est cela qui est dangereux ; car forcé de lutter la lutte de tous les jours, il sera à chaque instant amené, comme je l'ai déjà dit, à sacrifier l'avenir pour le présent. Or, nous savons que toute amélioration qui laisse subsister l'exploitation, le salariat, n'est qu'une amélioration illusoire ; que le travailleur, comme les autres, ne sera réellement affranchi, ne trouvera la satisfaction de tous ses besoins, que lorsqu'il aura totalement détruit l'organisation capitaliste.

Or, le fait de mettre, à chaque instant, l'é-

teignoir sur certaines réclamations que l'on suppose devoir empêcher la réalisation d'autres moins absolues, la peur d'effrayer une partie du personnel que l'on traîne à sa remorque, seront un continuel obstacle à ce qu'il s'établisse une conception large du mouvement social dans le personnel syndicaliste, si l'impulsion ne lui vient pas du dehors.

Cette besogne c'est l'œuvre de la propagande anarchiste qui, elle, doit s'inspirer de toutes les activités, et qui, tout en semblant n'opérer que dans le vague de la théorie, « travailler pour l'an 2000 », comme on le lui reproche lorsqu'on veut la « plaquer », travaille cependant à ce que le progrès social ne reste pas stationnaire, à ce que les réclamations des déshérités se fassent entendre de plus en plus conscientes, de plus en plus précises et que le mouvement ne se cristallise pas dans des formules qui, bonnes aujourd'hui, peuvent être une entrave demain, ce qui attendrait le syndicalisme, si jamais il arrivait à se transmuer en théorie. Comme toute théorie qui se croit une panacée, il voudrait se survivre et perdurer, et deviendrait ainsi une entrave au progrès social.

Que les anarchistes facilitent au syndicalisme la besogne qui lui incombe — et elle est importante — mais qu'ils n'oublient pas la leur qui ne l'est pas moins.

XIV

LES GRÈVES, GRÈVE GÉNÉRALE

L'ouvrier ne peut résister au patron que par la cohésion. — La vie au jour le jour. — L'apprentissage de la volonté. — Un danger. — La lutte contre les préjugés. — La grève peut engendrer les revendications d'ordre général et devenir éducatrice. — Le triomphe des grèves n'est qu'un armistice. — De la grève générale à la révolution. — Un autre aspect de la grève générale.

En se groupant par métiers, les ouvriers ont obéi à une impulsion naturelle qui fait que ceux qui ont les mêmes intérêts unissent leurs forces contre l'ennemi commun. C'est la constatation qui s'impose chaque fois qu'il s'agit de discuter le syndicalisme, ses méthodes, ses moyens de lutte. Et la grève est un de ces moyens.

A part quelques exceptions, l'ouvrier isolé

est sans recours contre l'arbitraire patronal. Il faut être un ouvrier d'élite pour que la menace de quitter l'atelier amène l'exploiteur à accorder l'augmentation de salaire demandée, à retirer la menace de diminution, ou à accorder la satisfaction exigée.

Pour l'ensemble des travailleurs d'un atelier, d'une corporation, il n'y avait chance de réussite qu'en se solidarisant ; ce n'est qu'en désertant en masse l'atelier qu'il y avait chance d'amener le patron à résipiscence.

Et, comme toute évolution naturelle qui va toujours du simple au composé, après avoir résisté par atelier, les travailleurs apprirent à résister par corporation, ensuite à se prêter mutuellement un appui financier, quelques fois une seconde corporation se mettant en grève pour appuyer les revendications d'une première, jusqu'à ce que surgisse l'idée de grève générale cherchant à englober, non la totalité des travailleurs, ce qui serait un rêve, mais suffisamment, dans la plupart des corporations, de façon que la cessation du travail amenât une telle perturbation dans la vie sociale qu'elle s'en trouve interrompue.

Mais l'idée de grève générale ne pouvait surgir qu'avec des réclamations plus générales que la simple défense des salaires, aussi l'idée est-elle partie de ceux qui n'entrevoient l'émancipation totale de l'individu que dans une transformation complète des rapports économiques; ce fut dans les groupes de l'Internationale que l'on commença à en parler, et que l'idée fut reprise par les anarchistes que la bourgeoisie de Chicago, — en décision de la sentence formulée par un tribunal le plus odieusement stylé pour en obtenir la condamnation voulue — fit pendre en 1887, pour un acte auxquels ils étaient étrangers.

Car, préoccupé avant tout de défendre son morceau de pain, l'ouvrier ne vit d'abord dans la grève qu'un moyen d'arracher à son exploiteur ce qu'il lui était possible de réaliser immédiatement. Nul doute, même, que la première grève dut être causée pour résister à une menace patronale.

C'est pourquoi, même à l'heure actuelle, quoique la grève générale doive être l'objectif des corporations, les grèves partielles restent une arme permanente, car en dehors des réalisations d'aspirations d'ordre général, il

reste toujours des salaires à défendre, des augmentations à exiger, des heures de travail à réduire, et nombre d'autres améliorations partielles à imposer.

Car, comme j'ai eu l'occasion de le constater nombre de fois au cours de ces pages, il y a, en attendant, — et tout en préparant, le chambardement social — la vie journalière à défendre.

Du reste, si la grève partielle est impuissante à réaliser les transformations sociales nécessaires, elle a, en même temps qu'elle les habitue à se défendre, l'avantage d'apprendre aux travailleurs l'excellence de la solidarité, de la cohésion. Elle les habitue à obtenir, par leurs propres efforts, ce qu'ils n'étaient que trop portés à attendre de l'Etat, du Parlement, et de toutes sortes d'intermédiaires.

Cela les habitue encore à « exiger » au lieu de « supplier », de réclamer comme un droit au lieu de l'attendre comme une faveur. Et lorsqu'ils réussissent cela les entraîne à réclamer davantage, et à attendre de la force ce qu'on leur refuse de bonne volonté.

Il y a, il est vrai, les échecs qui apportent

le découragement, la dispersion des syndiqués. L'absolu n'est pas de ce monde. Quand on lutte, il ne suffit pas d'avoir le droit pour soi pour être le plus fort.

Mais comme la défaite des travailleurs ne peut être amenée que par leur manque de cohésion, de solidarité, ou d'énergie, il y a toujours quelque leçon à tirer pour leur éducation. Et quelque soit le découragement qui suit une grève vaincue, la force des choses ramène les travailleurs peu à peu à s'occuper de revendications nouvelles.

Il y a un autre danger, et c'est ce qui s'est produit pour le parti socialiste qui, révolutionnaire lorsqu'il débuta, après la Commune, se lança, dans la lutte électorale sous prétexte de propagande à faire, se croyant sauvegardé par les « considérants révolutionnaires » de son programme, où il était dit que la lutte électorale n'était qu'un moyen d'agitation, la révolution restant le seul moyen d'émancipation du prolétariat.

On sait ce qu'il en est advenu. Pris par la lutte électorale, les considérants révolution-

naires se sont égarés en cours de route, il n'est resté de révolutionnaire que l'étiquette, la conquête des pouvoirs politiques est devenue le vrai credo, et l'on fait espérer aux travailleurs leur affranchissement par des lois protectrices, et les élus socialistes collaborent aux mesures de répression que les ministères bourgeois — dont ils font partie — prennent contre leurs électeurs, lorsqu'ils s'avisent de montrer l'énergie que, pour faire leur fortune politique, leur conseillèrent autrefois ceux qu'ils ont eu la naïveté d'envoyer prendre place au milieu de leurs pires ennemis : les faiseurs de lois.

Cela se produit également pour le syndicalisme révolutionnaire. Tout en préconisant l'expropriation du capitalisme, tout en réclamant l'abolition du salariat, la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme, les syndicats se trouvent entraînés à lutter journellement pour la réalisation d'améliorations partielles qui ne peuvent en rien entamer l'exploitation capitaliste.

Et ces constations faites, il serait inutile d'ajouter, s'il n'était bon de préciser, que cette lutte est absolument justifiée, alors que la lutte électorale ne s'impose pas.

Car cela n'est nullement la faute de ceux qui mènent la lutte.

Il est de toute évidence que, tant que ne sera pas rentrée dans les cerveaux la conviction que, pour le travailleur, il n'y aura pas d'affranchissement possible dans l'état social actuel, que l'individu ne sera libéré que par une meilleure organisation de la propriété sociale, les individus seront amenés au syndicat beaucoup plus par les avantages immédiats qu'ils les croient capables de réaliser que par le désir d'une transformation complète dans les rapports économiques.

Et de là à croire que l'on peut, en obtenant une amélioration après une autre, arriver à s'émanciper, la pente est facile.

Il est vrai, également, que la propagande de ceux qui « savent » peut combattre cette tendance optimiste, mais les individus tiennent, par tant de chaînes au passé, aux vieilles conceptions, l'erreur est tellement invétérée chez eux, par l'éducation reçue, par la

mauvaise interprétation des faits et les mensonges intéressés que leur débitent, même ceux qui se déclarent leurs plus fervents amis, qu'il leur est bien difficile de sacrifier ce qui leur semble à la portée de la main pour des réalisations qui leur semblent d'autant plus impossible que leur ignorance est plus grande.

La situation est d'autant plus difficile, que le syndicat a sa raison d'être dans les intérêts corporatifs de ses adhérents, et qu'il se doit à leur défense. Comment les défendre, si ce n'est par la grève partielle ?

D'autre part, la grève partielle ne peut guère s'élever au-delà de la défense des salaires, réduction des heures de travail, et autres améliorations morales et matérielles du travail.

Comment sortir de ce dilemme ?

Par la grève générale ! Avec la grève générale on peut sortir de la défense des intérêts corporatifs, et transporter la lutte sur le terrain de réclamations d'un ordre plus général, et par conséquent, entamant davantage l'ordre de choses existant.

Et c'est une si bonne arme de lutte que les politiciens s'ils l'ont déclarée impraticable, utopique sur le terrain économique, n'en ont pas moins tenté d'en faire une arme politique, en essayant, comme dans quelques pays, de l'organiser pour obtenir le suffrage universel.

Oui, la grève générale peut, au choix, être une arme politique, comme un instrument de libération économique. Et pourquoi pas ?

Le pouvoir politique est l'associé, le défenseur du pouvoir économique. Sa seule raison d'être est la défense des privilèges de ceux qui possèdent. Autant les travailleurs seraient idiots de se mettre en grève pour faciliter les combinaisons louches des politiciens, autant ils auraient raison d'en user pour imposer, dans l'ordre politique, une mesure qui faciliteraient la mise à jour de quelque revendication économique, ouvrirait une brèche dans les murs de la forteresse.

En conseillant aux travailleurs de ne pas se mêler aux tripotages électoraux et parlementaires, les anarchistes n'ont jamais perdu de vue que l'exploitation politique et l'exploitation économique se tiennent, se renforcent, et que démanteler l'une, c'est faciliter l'atta-

que de l'autre. Ils font de la politique, à leur façon, avec leurs moyens.

Mais, dans la grève partielle, qu'elle soit un conciliabule courtois avec les patrons, comme l'entendent les réformistes, ou, comme l'entendent les révolutionnaires, l'imposition aux patrons des réclamations ouvrières par les intéressés eux-mêmes, les arrangements qui en découlent ne sont, d'une façon comme de l'autre, qu'un compromis entre exploiteurs et exploités.

Que les patrons accordent de bonne grâce, après discussion, et concessions réciproques, ce qui leur est demandé, ou, le couteau sur la gorge, ce qui leur est imposé, ce n'est qu'un accord intervenant entre deux contractants. Dans le premier cas, les deux parties s'engagent mutuellement, sur des points déterminés, pour une durée convenue; dans le second, c'est un armistice où de chaque côté des belligérants on se prépare à imposer des conditions nouvelles, à rompre les engagements imposés; mais la lutte reste toujours sur le terrain des concessions possibles, compatibles

avec l'ordre de choses existant. C'est, sous des modes d'action différents, la lutte pour des réformes.

Et si la grève générale ne devait s'employer qu'aux mêmes fins, ce ne serait qu'une fédération de grèves partielles, ce ne serait pas encore la grève générale.

Du jour où le prolétariat, conscient et agissant, se sentira assez fort pour imposer au capitalisme des réformes qui seront le commencement de sa fin, le prélude de sa disparition, ce ne sera plus la grève, mais la révolution. Et c'est à la révolution que doit aboutir la grève générale si on la comprend dans toute son ampleur.

C'est un outil superbe pour forcer les capitalistes à des concessions qu'ils refuseraient aux corporations isolées, arme solide également pour amener les gouvernants à consentir, aux travailleurs, intégrales les libertés reconnues par les lois, mais qu'ils ont toujours limitées en fait. Cependant, si puissante arme que puisse être la grève générale, elle ne sera jamais assez convaincante pour ame-

ner capitalistes et politiciens à s'effacer devant des réclamations qui n'agiraient pas.

Efficace pour obtenir un replâtrage de l'édifice social, politique ou économique, le refus par les travailleurs de contribuer, par leur travail, à la vie sociale, ne pourra jamais amener les forces politiques à renoncer au pouvoirs qu'elle exercent, les capitalistes à renoncer à la richesse qui leur permet de jouir, dans le luxe et l'indolence, du produit du travail des autres.

De la résistance passive, il faudra, si l'on veut détruire la monnaie, s'emparer de l'outillage social, y mettre la main, « agir », se trouver en conflit avec les forces policières et militaires que l'on ne peut attendre d'avoir « catéchisées ».

C'est ici que la grève générale devient révolution.

Par suite du désir de grouper le plus d'adhérents possible autour de l'idée de grève générale, on l'a, jusqu'ici, présentée sous son aspect le plus bénin : « Il suffit que les travailleurs soient assez nombreux, dans certai-

nes corporations, à se croiser les bras pour arrêter les communications, les échanges, suspendant ainsi toute la vie sociale, et forcer leurs maîtres à capituler. Pas besoin de barricades ! Qu'au jour dit, dans les mines, transports et chemin de fer, dans l'alimentation, on se croise les bras, et la vie sociale se trouvant ainsi arrêtée, bourgeois et gouvernants capituleront.

Et la grève générale ainsi envisagée n'a rien qui puisse effrayer les plus timorés. Du moment qu'il n'y a qu'à se croiser les bras, c'est à la portée du plus poltron.

Oui, mais il n'en va pas tout à fait ainsi. Outre, qu'en présence de cette éventualité les industriels cherchent à y parer, le gouvernant prend également ses précautions.

Outre que l'armée active pourra fournir le personnel apte à remplacer les grévistes, et déjà, dans certaines industries essentielles, on leur fait faire connaissance avec l'outillage qu'ils peuvent être appelés à manœuvrer, il existe une loi de mobilisation à l'aide de laquelle on pourra forcer ceux que l'on aura mobilisés à faire, comme soldats, le travail qu'ils se refusaient, ouvriers, à accomplir.

En présence de cette situation, il est à présumer que les bras ne continueront pas à rester croisés, sinon ce serait à désespérer de l'émancipation humaine.

Je sais fort bien que, pour les partisans convaincus de la grève générale, cela veut dire révolution ; mais si ce n'était que pour la faire mieux accepter que l'on en avait adouci la formule, d'autres sont venus qui l'ont envisagée sous ce nouvel aspect, et la propagent ainsi, que nombre de syndicalistes la comprennent. Il serait peut-être bon de bien la définir si on ne veut pas qu'elle ménage des déceptions.

Pour arriver à la révolution, et coopérer à la transformation sociale il faut s'élever au-dessus des contingences de la lutte du moment, au-dessus de l'étroit intérêt immédiat. Et comme cette transformation sociale ne s'opérera que par l'action raisonnée des intéressés eux-mêmes, on ne les y amènera qu'en les mettant à même de se rendre compte où ils vont, où ils doivent aller.

XV

LA SOLIDARITÉ DANS LA LUTTE OUVRIÈRE

Dualisme entre la façon de penser et celle d'agir. — Faiblesse du sentiment de solidarité sociale. — L'individualisme n'exclut pas la solidarité. — Erreur du corporatisme. — Solidarisme de phrases. — Individualisme solidariste. — Il faut développer le sentiment de solidarité sociale. — Moins récriminer, mieux se sentir les coudes. — Syndicats jaunes factices. — La faim tueuse d'énergies. — Le groupement pour résister. — La foi aux sauveurs. — Inertie. — La grève-éducatrice. — Le sabotage. — Intéresser le public aux réclamations des grévistes. — Si ceux qui souffrent voulaient !... — La besogne des syndicats.

A chaque manifestation de la vie sociale que l'on étudie on peut constater ces contrastes que présentent les façons de penser et d'agir, qui nous ont déjà frappés au début de ce livre,

et combien le plus souvent elles s'accordent peu.

En France, nous nous réclamons d'idées sociales, nous prétendons n'agir qu'en vue d'intérêts communs, non seulement dans le système social et politique dont nous faisons partie, mais nous nous piquons surtout de lutter pour l'affranchissement de l'humanité entière.

Et cependant, dans la vie de tous les jours, dans le domaine des revendications immédiates, la lutte reste strictement limitée au cercle des intéressés directs.

L'aide apportée du dehors se bornant à quelques souscriptions plus ou moins fortes, mais sans que cela se prolonge de trop.

Il s'est bien présenté quelques cas de grèves par sympathie, par solidarité ; mais cela est resté à l'état sporadique, explosion de sentimentalité, manquant de volonté consciente et d'esprit de suite.

En ces derniers temps, à l'imitation des grévistes de Verviers, on a vu les syndicats de Paris, et d'autres villes prendre les enfants des grévistes de Fougères et les placer chez ceux de leurs adhérents qui pouvaient assu-

mer cette charge. Cela est de la bonne solidarité, mais de bons philanthropes pourraient en faire autant. Ce n'est pas encore la solidarité active qui doit exister entre travailleurs dans leur lutte contre leurs oppresseurs.

Par contre, les Anglais, les Américains passent pour pratiquer l'individualisme le plus féroce, tous ceux qui nous en ont parlé, de l'Amérique surtout — et leurs descriptions doivent être vraies — nous la dépeignent comme un champ de bataille où chacun, sur le terrain économique, lutte âprement pour la conquête du dollar, sans s'occuper de ceux de ses semblables qu'il renverse et piétine.

En Angleterre, si la lutte est moins violente, entre nationaux, c'est qu'elle a été portée au dehors.

Seulement cet individualisme des Anglo-Saxons et dérivés, a déjà su s'élever au-dessus de l'égoïsme étroit de l'individu. Celui-ci a compris que l'association était une force, et son individualisme s'est étendu au groupement, à la corporation, réunissant en un faisceau, qui leur permet de lutter avantageuse-

ment contre les concurrents, des forces qui, éparses, seraient sans effet.

Par exemple, pour s'être étendu au groupement, l'égoïsme n'en est pas moins féroce. Les syndiqués sont impitoyables pour les non-syndiqués. Au lieu de faciliter à ces derniers l'entrée des « Unions », on fait tout ce que l'on peut pour les en écarter. Hauts droits d'entrée; quelques-unes même, lorsqu'elles se croient assez fortes pour dominer, se refusant à accepter de nouveaux membres.

Les unionistes, devenus une aristocratie ouvrière, croient ne pouvoir maintenir leur situation privilégiée qu'en luttant contre leurs camarades moins favorisés. La solidarité existe entre « Unions » de différentes corporations, mais non entre gens du même métier, puisque, pour mieux défendre leurs salaires, les unionistes se refusent à ouvrir leurs rangs passé un certain chiffre.

Jules Huret, dans son livre, *De San Francisco au Canada* raconte ce fait : un restaurateur ne voulait pas payer ses employés au tarif de l'Union. Celle-ci le mit à l'index, en faisant promener dans son voisinage des hommes sandwichs exhibant des pancartes

où il était fait appel à la solidarité du public. Le restaurateur récalcitrant voyant ses tables vides dût mettre les pouces, et payer le tarif à ses employés.

Cet exemple et d'autres que l'on pourrait citer montrent que l'individualisme le plus étroit ne va pas sans la pratique de la solidarité, s'étendant parfois au-delà du groupe.

Ce qu'il faudrait c'est que l'humanitarisme théorique des latins sût se combiner avec l'esprit de suite et d'entente que possèdent Allemands et Anglo-Saxons. Il n'y a pas de révolution efficace possible, tant que les individus n'auront pas ressenti combien ils sont solidaires les uns des autres.

Le camarade Nettlau, dans une brochure intitulée, *La responsabilité et la solidarité dans la lutte ouvrière* [1], a ébauché cette façon de voir que les travailleurs doivent intéresser le public dans leurs luttes contre les exploiteurs, en dénonçant, et, aussi, en se refusant au travail qui a pour but de le tromper sur la qualité de la marchandise. Les syn-

1. 15 centimes, franco, aux *Temps Nouveaux*, 4, rue Broca.

dicalistes devraient méditer sur les divers aperçus que leur ouvre cette brochure et la répandre à profusion, non seulement dans leur milieu, mais par tout le public, car c'est là où réside la grande force, que chaque fois qu'un groupe d'homme lutte pour une amélioration, ce groupe trouve aide et sympathie parmi ceux qui n'y sont pas intéressés directement, mais sont arrivés à comprendre que tout s'enchaîne, et que la trouée faite par un groupe peut servir de passage à d'autres.

Evidemment, pour certaines industries, cela est difficile, leurs débouchés se trouvant dans le haut commerce ou la haute industrie, où les consommateurs, exploiteurs eux-mêmes, ont des intérêts communs de classe entre eux.

Mais, en beaucoup de cas, si tous ceux qui sont eux-mêmes, à un moment ou un autre, appelés à formuler des revendications semblables à celles du groupe en grève, se solidarisaient avec les grévistes, ce serait la victoire assurée.

Ce qui décide de l'insuccès d'une grève, c'est l'impossibilité pour une partie des grévistes de tenir plus longtemps : ou bien les

patrons ont réussi à recruter, tant bien que mal un nouveau personnel qui leur permet de satisfaire leur clientèle, — ou bien leurs clients peuvent attendre.

On peut crier contre la lâcheté de ceux qui faiblissent, ou qui sont à l'affût pour prendre la place des grévistes. Mais les malédictions ne remédient à rien. Il faut compter avec les nécessités de la vie.

Je laisse de côté les syndicats jaunes, cette force policière organisée, par les jésuites et les royalistes, pour combattre la révolution, et que les conservateurs républicains ne verraient pas de trop mauvais œil si, par leur essence même, ils n'étaient condamnés à n'être qu'un semblant de force qui sert surtout à quelques aigrefins pour soutirer des billets de mille à ceux qui sont assez bêtes pour les prendre au sérieux.

Mais à notre époque de surproduction, il ne faut pas oublier qu'il y a constamment en chômage un grand nombre d'individus, ayant femme et enfants qui demandent à manger, et lorsqu'il y a un, deux, ou trois mois que

l'on court les rues, le ventre creux, il n'y a pas de questions de principe qui puisse arrêter de prendre, dans quelles que conditions que ce soit, l'occupation qui vous permettra de gagner la pâtée des siens.

De même pour celui qui, après des semaines de privations, qui, sans l'excuse des récriminations de la femme, les plaintes des petits, faiblit et reprend le collier de misère qu'il avait lâché dans un moment de révolte. L'individu n'est pas, ne peut pas être constamment un héros.

Combien de ceux qui crient le plus après ces éternels vaincus de la lutte sociale, ne feraient pas mieux, s'ils se trouvaient dans des conditions aussi déplorabes.

Cela tient aux conditions mêmes de la lutte sociale. Il est inévitable que, tant qu'il y en aura qui crèveront de faim, ils seront à la merci de qui les paie. Et ce n'est pas parce qu'on les huera lorsqu'ils prennent la place des grévistes, parce qu'on leur tapera dessus, que l'on évitera leur concurrence. La police

et l'armée sont là pour les défendre, et même les remplacer lorsqu'ils manquent.

C'est à ceux qui récriminent contre les abus, contre l'exploitation, de se mieux sentir les coudes. Qu'ils s'associent, qu'ils se groupent, pour résister à ceux des abus qui leur pèsent le plus; que chacun des groupes prête son appui à ceux qui mènent la lutte contre un abus similaire, et l'on verrait bientôt les abus disparaître; car, en définitive, nombreux sont ceux que blessent les lois, règlements et abus, tandis qu'il n'y a qu'une minorité pour en profiter.

Mais on aime mieux déblatérer contre ceux qui les exercent ou en profitent. Si on peut trouver un journal qui accepte d'insérer vos doléances et s'en faire l'écho, à la bonne heure! Quel bon journal! Si un candidat vous promet d'interpeller le ministère lorsqu'il sera député, voilà le sauveur! Il n'y aura plus qu'à attendre qu'il en ait trouvé trois cents autres, décidés comme lui, à forger une loi destinée à changer l'abus de place, à moins que, une fois député, il ne trouve plus profitable de tirer parti de ce qu'il abominait.

Voilà des siècles que les ouvriers ont appris que ce n'était qu'en faisant corps qu'ils obtenaient quelque amélioration de leurs exploiteurs, ou réussissaient à résister à leurs exigences. Ils se sont même battus avec acharnement pour obtenir le droit d'association. C'était, tout au moins, une des formules avec lesquelles les politiciens les lançaient à la bataille, et cependant il n'y a jamais eu qu'un très faible noyau des fidèles autour des syndicats. Ils sont rares ceux qui groupent, autour d'eux la moitié de la corporation, ou bien, lorsque aiguillonnés par l'exemple, dans quelque corporation, les membres se syndiquent et font grève pour obtenir à leur tour quelque avantage, ils se désintéressent du syndicat une fois les avantages obtenus, ce qui facilite un retour offensif du patronat qui reprend un à un ce qu'ils avaient obtenu collectivement.

La plupart des ouvriers se désintéressent de la lutte qui, cependant, est toujours latente; vivant au jour le jour, ils ne comprennent pas que c'est en période d'acalmie que l'on doit préparer les luttes futures, que la cohésion n'est pas suffisante en seule période de grève,

et, qu'en somme, il ne faut jamais désarmer.

Or, devant cette indifférence des individus sur les questions qui les touchent le plus près, il semble chimérique d'espérer les amener à s'intéresser aux luttes d'intérêts plus généraux.

C'est, en effet, une nouvelle mentalité à créer. C'est un nouveau côté de la question à envisager. L'exercice continu des grèves a déjà amené les travailleurs à se joindre en plus grand nombre à leurs syndicats. Il est indéniable que, lorsqu'on compare leur situation présente à ce qu'elle était il y a vingt ans seulement, non seulement le nombre des groupes syndicaux a énormément augmenté, mais aussi le nombre de leurs adhérents. Il ne reste plus qu'à leur apprendre qu'à la lutte pour les améliorations particulières, il faut joindre la lutte pour les améliorations générales.

Intéresser tout le public à toute grève qu se déclare, il y a là une force autrement puissante que le sabottage qui ne peut s'exercer que clandestinement, et répugnera toujours à certains, et qui, de plus, ne peut s'exercer bien

longtemps sans être découvert et réprimé [1].

Lorsqu'éclate une grève on néglige trop le public, surtout lorsque, comme dans beaucoup de cas, la grève vient perturber ses habitudes. Il faudrait, par voie d'affiches, de prospectus, lui faire comprendre que s'il veut être servi consciencieusement, que la corporation défende ses intérêts dans le service ou dans la fabrication, il faut qu'il prête aide et assistance aux grévistes : qu'il a un moyen d'empêcher la grève de durer, c'est de faire lui-même la grève des consommateurs.

Tel le cas du restaurateur américain cité par Huret. Tel, par exemple, dans les grèves des tramways et autres moyens de transport, au lieu de voir le public souffrir de monter dans les voitures gardées par les gendarmes, alors que s'il laissait les voitures des compagnies courir à vide, celles-ci seraient bien forcées de donner satisfaction à leurs salariés,

1. Mais il y a confusion dans la façon d'entendre le sabottage. En définitive, pour beaucoup, sabottage signifierait : « ne donner que la part de travail qui correspond au salaire reçu ». Rien de plus légitime. Mais alors sabottage est impropre, compris qu'il est, depuis longtemps dans les ateliers, pour indiquer du travail mal fait.

Quant au sabottage de l'outillage, des machines en temps de grève ou de révolte, c'est de la lutte.

si elles voyaient le public faire cause commune avec eux. Et lorsque des gens se condamnent à la misère et aux privations pour obtenir une légère amélioration, on peut bien s'astreindre à faire une course à pied lorsque l'on sait que cela peut les aider à réussir.

Ici se présente l'objection : c'est que l'usinier, le commerçant, l'entrepreneur de transports, peuvent prétexter de l'augmentation exigée par leurs salariés, pour faire retomber cette augmentation sur le public et le dégoûter de leur apporter son aide.

Il n'y a pas de si bonne chose qui n'ait son envers. Le public est composé de gens qui ont, eux aussi, des exigences à faire valoir, et dont, sûrement, la répercussion se fait sentir sur une autre partie du public. C'est une occasion de faire comprendre à tous combien est étroite la solidarité entre les membres d'une même société. Jusqu'à présent, en France tout au moins, on n'a pas vu de grèves contre les exigences des industriels et des commerçants. ça sera une occasion d'en organiser, et le personnel de l'industrie ou du com-

merce visé pourra, là, rendre au public l'aide qu'il en aura reçu.

Je le répète, nombreux sont ceux qui souffrent des abus, restreint le nombre de ceux qui en profitent. Et les travailleurs qui, eux, souffrent de tous, sont non seulement le nombre, ce qui revient à dire que, du jour où ils sauront s'entendre, ils pourront imposer leur volonté ; mais, de plus, la vie sociale ne marche que grâce à leur travail, à leur coopération constante à tous les rouages qui en assurent la marche. Ils peuvent donc la désorganiser par leur abstention lorsqu'ils le voudront.

Qu'ils essaient d'abord la force de l'entente et de la cohésion pour des améliorations accessoires, qu'importe. Qu'ils essaient leur puissance : l'appétit vient en mangeant.

La solidarité sociale telle qu'elle doit être comprise n'est encore qu'un mot, une théorie qui se formule ; mais qui, en fait, en l'état social actuel se traduit par une répercussion de bons ou mauvais — mauvais surtout — effets sur l'ensemble des individus ; il faut que ceux-ci sachent l'exercer pour s'en faire un moyen de défense.

C'est aux syndicats révolutionnaires à se

dégager du particularisme qui rétrécit la portée des quelques essais qui en ont été tentés. Qu'ils s'attachent à démontrer que tout en défendant les intérêts corporatifs immédiats, on ne doit pas se désintéresser des revendications plus générales. Et que l'émancipation de tous ne sera possible que par la mise en action de toutes les énergies individuelles.

D'autre part, lorsqu'ils mènent la lutte corporative, ils ne doivent jamais oublier que le public est une force qui compte, et que leurs efforts, pour l'avoir avec eux, doivent être aussi grands que ceux qu'ils déploient au sein même de leur corporation pour grouper ceux des ouvriers qui la composent.

S'ils veulent devenir une véritable force, c'est à créer cet état d'esprit qui, seul, préparera la révolution sociale, en déblayant le terrain des barrières qui l'entravent, que doivent s'adonner les syndicats. C'est en sortant, parfois de l'esprit corporatif pour des idées plus générales, qu'ils trouveront la force et la cohésion dans la corporation.

XVI

LA LEÇON DE L'ÉCUREUIL

Le danger des réformes. — Augmentation du coût de la vie. — C'est la faute au syndicat. — Le manque d'initiative. — Ligues d'acheteurs.— Le capital se rattrappe toujours. — La loi des salaires. — Le salariat c'est l'esclavage. — Ce qui est réalisable et ce qui ne l'est pas. — Le syndicalisme ne se suffit pas à lui-même. — Les intérêts immédiats font perdre de vue les intérêts moins proches. — Fausse logique. — Chacun son point de vue. — Il n'y a pas que des intérêts corporatifs dans la société.

Le syndicalisme en poussant l'ouvrier à réclamer toujours des conditions meilleures d'existence, l'a mis sur la voie de son affranchissement, mais le danger est que l'ouvrier croie que c'est en faisant augmenter ses salaires qu'il résoudra la question sociale, et le

syndicalisme en se cantonnant sur le terrain corporatif, en préconisant l'action syndicale comme seul moyen de résoudre la question sociale, tends un peu à perpétuer cette croyance.

Le coût de la vie va toujours augmentant, cela ne fait de doute pour personne. Par suite de découvertes nouvelles, d'améliorations dans l'outillage, certains objets peuvent bien descendre à des prix inouïs de bon marché, en bloc, le renchérissement n'en suit pas moins son cours. Peu à peu, eu égard à ce qu'il en coûte pour vivre, la pièce de cent sous diminue de valeur, ne représentant plus, comme valeur d'achat, que la moitié, les trois cinquièmes au plus, de ce qu'elle représentait il y a quarante ou cinquante ans.

Si les produits manufacturés ont diminué de valeur, (mais le plus souvent de qualité aussi), les logements, les objets de première nécessité, l'alimentation, ont haussé leurs prix d'une façon formidable, en ces derniers temps; les camarades ont dû se l'entendre répéter

plus d'une fois en écoutant les doléances de la ménagère. Nous assistons à une de ces crises de hausse, sur tout ce qui se mange, qui ne fait que croître et embellir.

Cette recrudescence a suivi la campagne vigoureuse menée par les syndicats pour la réduction des heures de travail, l'amélioration des salaires, l'obtention du repos hebdomadaire, etc. Et lorsqu'on se récrie sur le renchérissement : « Que voulez-vous, répond le marchand, je suis forcé d'augmenter mes employés — ou mes ouvriers — ou bien d'occuper plus de personnel ». De sorte que ce que l'ouvrier arrache comme augmentation de salaires lui est raflé comme consommateur.

Il lui est même raflé davantage ; car si l'augmentation représente deux ou trois centimes par objet, le commerçant, en bon comptable, l'augmente d'un sou ; à la fin de la journée, sur le nombre des acheteurs, cela fait un joli bénéfice.

Et comme le consommateur est isolé, que l'augmentation se produit chez tous les mar-

chands, l'acheteur est bien forcé de payer ce qu'on lui demande.

Si l'esprit d'initiative était plus développé en France, à la coalition des marchands l'acheteur répondrait par la « ligue des acheteurs » qui s'entendraient pour résister aux augmentations injustifiées, boycotter tel industriel rapace, refuser telles marchandises défectueuses, tels objets non adaptés à leur emploi, ou d'une facture inharmonique ; se refusant enfin à être ceux qui paient pour tous, subissant la volonté des industriels, sans pouvoir exprimer la leur.

Ces groupements pourraient, par la suite, devenir une puissance, car ils pourraient englober tous ceux qui, sans être anarchistes, ont à calculer avec leur budget ; et, à cause des réalisations immédiates qu'ils pourraient opérer ou susciter, ils auraient pour eux toutes les ménagères, sur qui retombe plus spécialement le souci de tirer le meilleur parti des ressources du ménage.

Evidemment, ce ne serait pas une solution, seulement un moyen de défense contre la filouterie commerciale — propriétaire aussi. — Ça serait déjà quelque chose. Sans compter ce qui

peut sortir d'un important groupement de forces orienté vers la conquête du mieux, impulsé par l'esprit de solidarité et de juste emploi des forces économiques.

Mais ceci n'est qu'une disgression. Je voulais en venir à ceci, que l'expérience est en train de nous démontrer que n'importe quelle amélioration obtenue par le travailleur, dans l'état social actuel, n'a qu'un effet temporaire, qu'elle ne tarde pas à être anihilée par les mille moyens qu'a le capital de se récupérer ; que l'augmentation des salaires, la diminution des heures de travail, moyens de défense dans la situation présente, sont impuissantes à libérer le travailleur de l'exploitation capitaliste, et que ce serait un véritable travail d'écureuil auquel se condamnerait le travailleur, s'il attendait son affranchissement d'une augmentation continue des salaires.

Et cela se comprend. Si l'ouvrier arrive à fournir moins de travail pour un même salaire, ou à faire augmenter ce salaire pour le même travail, — et à plus forte raison s'il se fait payer davantage pour moins de travail,

— il est de toute évidence que l'employeur qui ne le fait travailler que pour gagner, lui aussi, et même gagner beaucoup, « pour se retirer des affaires », le plus vite possible, tâchera de se rattrapper par n'importe quels moyens.

Et de ces moyens, il n'a pas grand choix.

Je passe celui qui consiste à obtenir une bonne petite loi de protection pour son industrie qui, en le mettant à l'abri de la concurrence, lui permet de majorer les prix de ses produits, et de gagner ce qu'il veut. Cela n'est possible que pour les coalitions d'intérêts, ou lorsque l'industrie en question intéresse une région.

Mais il y a, 1° la réduction des frais généraux, soit par une meilleure économie des forces, soit en transportant son industrie à la campagne, soit en resserrant le plus grand nombre d'ouvriers dans le moins d'espace possible, et autres économies semblables.

2° En obtenant, soit par une surveillance plus grande, soit par des modifications apportées à l'outillage, un meilleur emploi des forces, une plus grande somme de production qu'auparavant.

3° En augmentant ses produits ou en les fabriquant de qualité inférieure — l'un n'empêche pas l'autre — et alors le renchérissement se répercute d'une industrie à l'autre : L'ouvrier gagne davantage, mais le taux de la vie s'est élevé d'autant.

Si le patron se récupère par une meilleure économie dans la gérance de son exploitation, on pourrait croire que l'augmentation de salaire obtenue reste acquise à l'ouvrier ; mais ce n'est qu'un trompe-l'œil, car toute économie réalisée veut dire emploi supprimé, réduction sur les achats, d'où diminution dans la consommation, et diminution correspondante dans la production d'une autre corporation, d'où chômage.

Si c'est par un rendement plus grand de la production, le résultat est le même : suppression d'emploi, chômage.

Si c'est par l'augmentation du prix des produits, alors c'est bien simple, ceux qui, n'ayant que le produit de leur salaire à dépenser, emploient ces produits, doivent se restreindre soit dans l'achat dudit produit, soit d'autres

moins indispensables ; c'est toujours la non-consommation et le chômage qui sont au bout.

La fameuse « loi des salaires », dite « loi d'airain », n'est pas aussi mathémathique qu'on l'a affirmé. Il peut s'établir une marge au profit du travailleur ; il n'en reste pas moins vrai que, tant qu'il sera salarié, le travailleur ne pourra sortir de l'état de médiocrité dans lequel il est tenu ; car s'il s'obstinait à ne faire grève que pour des améliorations partielles, ce serait faire œuvre comparable à celle de l'écureuil en cage, tournant sans cesse sa roue, sans être plus avancé à la fin qu'au commencement.

Ce n'est pas une constatation nouvelle, mais il est bon de la faire à nouveau, car on n'enfoncera jamais trop, dans le cerveau des ouvriers, qu'ils ne se libèreront que par l'abolition du salariat, et non par des augmentations successives de salaire, ni par des diminutions des heures de travail.

Je sais bien que ceux des syndiqués qui savent que c'est l'exploitation de l'homme par

l'homme, qu'il faut briser, font leur possible pour propager cette vérité élémentaire de l'économie sociale, et ont soin d'ajouter que la lutte pour les améliorations dans l'état social actuel ne peut être qu'une préparation à une transformation plus sérieuse.

Malheureusement, de par la situation même des syndicats, qui sont bien forcés de donner le pas aux réclamations immédiates, les idées de transformation sociale perdent de leur force, et n'ont guère plus d'effet que cette déclaration de certains contradicteurs des idées anarchistes faisant cette concession : « qu'elles sont très belles, mais ne seront réalisables que dans un avenir très éloigné ».

La plupart des syndiqués admettent également — lorsqu'on leur en parle — que la reprise de possession de la richesse sociale, l'abolition de l'exploitation, sont choses fort désirables *si* jamais elles peuvent se réaliser, mais qu'une augmentation de salaire, une diminution d'heures de travail, sont choses beaucoup plus proches et plus tangibles.

Ce n'est pas la faute des militants syndicalistes, mais le résultat de la situation dans laquelle ils se trouvent, de la mentalité de ceux

auxquels ils s'adressent, et des nécessités de la lutte dont ils ne sont pas les maîtres.

La propagande syndicaliste, la propagande socialiste anarchiste, peuvent se prêter un appui mutuel, mais ne peuvent se suppléer l'une l'autre. Tout en suivant une route parallèle, et en se mêlant parfois, elles ont chacune une besogne spéciale à accomplir.

Si le mouvement syndicaliste a pu s'étendre et prospérer, cela tient surtout à ce que les travailleurs ont obtenu de sérieux avantages, et que beaucoup s'imaginent qu'ils n'ont plus qu'à faire grève pour obtenir de nouvelles conditions meilleures. N'est-ce pas sur la conquête de ces avantages immédiats que les militants du syndicat sont forcés de s'appuyer pour entraîner l'adhésion des adhérents ?

Et c'est là l'aiguillage de déviation.

C'est que l'idéal, s'il acquiert une réelle puissance en période de lutte, il n'a, en temps ordinaire, que peu de prise sur la généralité des individus. Si, comme cela s'est passé lors du soulèvement avorté du Midi, on réussit à mettre en branle des centaines de milliers de

personnes, c'est qu'on peut leur faire espérer des avantages personnels, immédiats, à obtenir. Ce n'est qu'en période révolutionnaire que l'on remue les foules en faveur d'idées générales où l'intérêt personnel se confond avec celui de tous.

Et la meilleure preuve, c'est que nous voyons surgir, sous les apparences du syndicalisme, les idées anarchistes qui, sous leur première forme ne sont acceptées que par une faible minorité d'individus, alors que sous la bannière syndicale elles réussissent à grouper une part importante de la classe laborieuse. Mais diminuées, du fait que leur réalisation intégrale est passée au dernier plan, presque à l'état de simples aspirations, ne servant que de repoussoir aux réclamations immédiates, le syndicalisme n'ayant, en fait, emprunté à l'anarchisme et complètement fait siens, que ses modes d'action.

Certes, si tous ceux qui ont à se plaindre de l'autorité et de l'exploitation voulaient..., la société seraient changée du jour au lendemain. Mais ils ne veulent pas, parce qu'ils ne

savent pas, et il semble bien plus facile d'obtenir une petite amélioration à ce qui existe qu'une transformation complète. Et ne semble-t-il pas très logique qu'une amélioration ajoutée à une amélioration c'est une marche vers le mieux-être. C'est pourquoi on adhère au syndicat sur lequel on compte pour arracher au patron les concessions désirées, et que la transformation sociale, acceptée en surcharge, reste un point de credo, mais comme quelque chose d'abstrait.

Et quelque soit l'idéal des militants du syndicat, il leur en faut bien passer par là : donner le pas aux réalisations immédiates.

Et même, lorsqu'ils s'efforcent de faire comprendre qu'il n'y a pas d'émancipation possible sans une transformation complète du régime économique, on peut être assuré que ces affirmations perdent de leur force et s'estompent dans le cerveau de leurs auditeurs ; car si l'orateur, l'écrivain, développent leurs idées selon leur manière générale de voir, le lecteur, l'auditeur n'en acceptent, n'en comprennent que ce que leur façon de comprendre leur rend de tangible.

Ce qui serait à désespérer, si, par la suite,

la coordination des idées s'opérant à la longue dans les cerveaux, il ne se faisait, malgré tout, un petit pas en avant, permettant à la vérité de se faire comprendre lentement.

Si les militants syndicalistes voulaient faire passer l'idéal avant les réalisations immédiates les syndicats seraient aussi désertés que les groupes anarchistes.

Est-ce à dire que le syndicalisme soit contraire à l'idée anarchiste ? Pas le moins du monde. Les individus y font leur apprentissage révolutionnaire. Ils y apprennent les causes de l'exploitation dont ils souffrent. La grève les habitue à l'exercice de la solidarité, leur démontrant ce que peuvent la volonté et la cohésion des forces lorsqu'elles savent s'affirmer.

Mais, dans n'importe quel milieu, il s'y crée une atmosphère spéciale qui tend à déformer les faits, à entretenir une façon spéciale de concevoir les choses. Déjà, l'on affirme que le syndicalisme doit se suffire à lui-même; beaucoup envisagent le mouvement socialiste-anarchiste comme une superfétation, d'au-

cuns ne sont pas loin de considérer les anarchistes comme des ennemis, — mettons que le terme soit trop fort, — comme des gêneurs tout au moins.

Et lorsqu'un ordre d'idées est érigé en système qui doit répondre à tout, on peut être sûr que son horizon se rétrécit déjà, et qu'il ne tardera pas à devenir intolérant et oppressif.

Le syndicalisme n'en est par encore là, espérons-le.

Il y a, dans la société, d'autres rapports entre individus, d'autres intérêts que des rapports et des intérêts corporatifs, et qui demandent, également, à s'affranchir de l'oppression politique et économique, ayant, eux aussi, leur mot à dire dans la lutte qui se poursuit.

Il y a, dans notre état social des individus affranchis du patronat, ayant moins à se plaindre de la situation économique, que de l'oppression morale, qui ne demandent qu'à combattre l'ordre social qui les opprime. Faut-il qu'ils restent inactifs parce que leur activité ne rentre pas dans les cadres d'un syndicat ?

Le syndicalisme peut — et doit — se suffire à lui-même dans la lutte qu'il mène contre l'exploitation patronale, mais il ne peut avoir la prétention de résoudre à lui seul le problème social. Son rôle de groupement de lutte pour des réformes immédiates le lui interdit; car il sera toujours forcé de sacrifier l'idéal pour les réalisations tangibles.

Il a un rôle de lutte, rôle des plus importants, je ne dirais pas qu'il s'en contente, car se serait le condamner à une propagande de simples réformes; il doit, au contraire, cher cher à élargir de plus en plus la conception de ceux qu'il entraîne dans son mouvement, et les orienter vers la transformation sociale complète. Mais il aurait tort de s'imaginer qu'il peut suffire à tout, et de regarder comme des ennemis ceux qui, moins prisonniers des réalités, essaient d'ouvrir les esprits aux conceptions futures qui, pour sembler se perdre dans le rêve, n'en facilitent pas moins les réalisations immédiates, en serrant la vérité, — une partie de la vérité, tout au moins — de plus près.

XVII

MENEURS ET IDÉOLOGUES

Deux « bêtes noires ». — Chacun son rôle. — Tout effort n'est pas perdu. — Moyens pratiques des gens pratiques. — Théorie et action — Où finit l'une ? où commence l'autre ? — Nouveaux airs, vieille chanson. — Les bons apôtres. — C'est l'ignorance des opprimés qui fait la force des oppresseurs. — L'individu ne doit attendre son affranchissement que de lui-même, mais il a à apprendre comment. — Arme à double tranchant. — Démolissons les murailles de Chine. — Les cases-étanches. — Points de repère dans la brume. — Le fonctionnarisme syndical. — Si chacun mettait la main à la pâte !...

Il y a pour l'évolution sociale deux facteurs importants : « l'idéologue » et le « meneur ».

Sous le nom « d'idéologue » on englobe celui qui, sans se préoccuper des hommes et des faits, prétend établir une société, œuvre entière de son cerveau, entend diriger l'évolution

dans les voies tracées par son imagination, écartant comme quantités négligeables les faits, lorsqu'ils sont en contradiction avec la « théorie », voulant ramener chaque individu au portrait qu'il s'est tracé de l'être humain.

Mais, plus d'une fois aussi, le « meneur » a flétri de ce titre méprisant celui qui est sa « bête noire », celui qui analyse, discute les faits, en recherche les causes, en déduit les résultats ultérieurs, y cherchant l'explication des problèmes qui le préoccupent, un guide pour la voie à suivre, n'ayant qu'un souci, la recherche de la vérité, sans s'occuper si elle sera favorable à telle ou telle thèse, à la tactique de Paul ou à celle de Pierre, ou même acceptée par ceux auxquels il veut l'exposer.

Le « meneur », lui, la « bête noire » des partisans du *statu quo*, quoique forcé de se faire un petit bagage d'idées pour opposer à celles ayant cours, prétend ne pas s'embarrasser d'idéologie, ne pas vouloir attendre indéfiniment les réalisations entrevues, prétendant être capable d'assez d'action pour les réaliser de suite.

Chez le « meneur » il y a de tout, depuis le convaincu qui, naïf, s'imagine que l'on peut

retourner une société comme on retourne un gant, jusqu'au madré qui prend assez aux idées nouvelles pour avoir l'air d'apporter quelque chose de neuf, mais ne fait en somme que flatter la naïveté populaire en la gavant de périodes ronflantes, d'affirmations les plus erronnées, et de grossières flatteries.

En constatant ceci, je n'entends nullement médire du « meneur ». L'idée absolue a du mal à se faire accepter intégralement; celui qui est convaincu d'une vérité ne se résigne guère à la déguiser ou à la fragmenter, même dans l'espérance qu'elle sera mieux acceptée. Le « meneur » — je parle du convaincu — qui est plus près de la masse, qui, lui, n'a compris que des fragments de la vérité, est tout indiqué pour cette besogne homœopathique.

Mais cette division du travail ne va pas sans querelles. L'idéologue, celui qui voit les idées sous leur aspect général, voit d'un mauvais œil son idéal rapetissé à des conditions de milieu, de circonstances et d'opportunité, et le « meneur », lui, ne voit qu'un gêneur dans celui qui, sous prétexte d'idées générales, vient le troubler dans ses combinaisons d'action et de réalisations « immédiates ». Car j'aurais

pu intituler ce chapitre : *Théorie et action*, ce n'est qu'une autre face de la question.

D'aucuns prétendent qu'il est inutile d'attacher trop d'importance à ces divergences : qu'elles ne peuvent en avoir une bien grande ; que toutes les discussions n'empêchent pas les choses de suivre leur cours.

Il y a un peu de vrai, et beaucoup de faux dans cette affirmation.

Si nos discussions n'ont que très peu d'action sur le cours des événements, nous espérons cependant qu'elles auront bien une part d'influence, si minime soit-elle, sinon ce serait la négation de toute propagande, de tout effort.

Lorsqu'on peut étudier l'évolution d'un mouvement, ou des foules, nous voyons bien qu'il a été influencé par tel ou tel courant d'idées. Si cette évolution n'a pas été absolument ce que la voulaient ceux qui propagaient ces idées, c'est que d'autres actions, d'autres courants sont aussi venus donner leur impulsion ; ce qui prouve que tout effort n'est pas nécessairement perdu, et, qu'en somme, c'est aux

plus actifs qu'il appartient d'influencer plus largement l'évolution.

Or, le grand reproche fait aux idées anarchistes, — par certains « néo » syndicalistes — c'est de n'être qu'un rêve, et que c'est assez rêver, qu'il faut passer à l'action. Et l'action, ici, veut dire de ne s'inspirer d'aucune autre théorie — je dis aucune autre, car eux disent aucune, quoique leur premier soin soit de faire une théorie — mais de ne s'occuper que de la lutte immédiate.

Passer du rêve à l'action ! Désir des plus légitimes. Qui de nous n'a pas espéré voir se réaliser quelques-unes au moins de ses aspirations ? Qui n'a pas cherché les moyens les plus pratiques de réaliser ce qui lui semblait le plus réalisable ? — Je parle de ceux qui ne séparent jamais l'action de la théorie.

Seulement, lorsque je vois partir en guerre contre la théorie, je suis comme Jean Hiroux, je me méfie. Chaque fois que j'en entends déclarer qu'ils en ont assez de « théorifier », qu'ils veulent « agir » ! Qu'ils en ont assez de « travailler pour l'an 2000 », qu'ils veulent se « dévouer » à des besognes « plus pratiques », je suis fixé. Je me dis : toi, mon bonhomme, tu

en as assez de batailler pour une idée. Tu veux justifier ta sortie; tes moyens pratiques je les connais, c'est le « Parti pour la campagne » de ceux qui en ont assez de lutter pour une idée, et désirent faire des mamours à l'ordre social existant.

Théorie et action ne sont pas si séparables qu'on l'affirme. Chez tout individu conscient, pour qui il n'existe pas une façon de « penser » et une façon « d'agir », la théorie suscite l'action. Il y a de l'idéologie qui suscite d'elle-même l'action, comme il y a de l'action qui suscite l'idée, comme il y a de l'action stérile, et même néfaste. La danse de Saint Guy ne passant pas généralement pour être l'idéal du mouvement.

En matière de propagande pour une transformation sociale il faut que l'action s'inspire d'une conception, *a priori*, sur ce que l'on veut réaliser, sur ce que l'on veut combattre. Il est donc idiot de déblatérer contre ce qui vous a amené à la compréhension de l'action. Vouloir se lancer dans l'action sans théorie préconçue cela équivaudrait au fait, pour un marin qui voudrait naviguer au milieu d'écueils et de récifs qu'il ne connaît pas, de se débar-

rasser de ses cartes et boussole. Il est vrai que, lorsqu'on entend déblatérer contre la théorie, cela sous-entend toujours la théorie de ceux avec lesquels on n'est pas d'accord.

Que les théories se modifient sous la pression des événements et lorsqu'on prend une connaissance plus exacte des faits, d'accord ; mais ce n'est que passer d'une théorie à une autre, et l'individu conscient, même lorsqu'il modifie sa façon de voir, ne renie pas ce qui l'a amené à une notion plus saine — ou qu'il envisage ainsi — des choses. Lorsqu'il se décide à agir, celui-là se met à l'œuvre sans éprouver le besoin de faire la guerre aux idéologues. Il sait qu'il ne cesse pas d'être un des leurs pour avoir essayé de faire un pas de plus.

C'est que, le syndicalisme devenant une force, quelques politiciens ont voulu en faire leur chose, et sont venus chantant sur tous les tons : « lutte de classe ! parti ouvrier ! outil merveilleux d'affranchissement ! qui peut se passer de toute espèce de théorie ! »

Ouais ! En 1848, on chantait, la sainteté du

travail! la noblesse de la blouse de l'ouvrier! ce n'est qu'avec respect que l'on invoquait l'outil sacré que maniaient ses loyales mains calleuses ! Mais lorsqu'il s'avisa de réclamer quelque chose de plus nourrissant que toutes ces flagorneries, on lui démontra péremptoirement qu'il avait eu tort de croire aux phrases laudatives. Les journées de juin lui apprirent que sa « sacrée » blouse était une cuirasse insuffisante contre les balles des prétoriens.

Aujourd'hui, on essaie de nous resservir les mêmes boniments. « L'organisation syndicale est, par excellence, l'organisation de combat contre le capitalisme, contre l'Etat, contre tout !

« L'ouvrier sait ce qu'il veut, sait où il va, et n'a rien à apprendre de personne. » Et, détail typique, ceux qui lui débitent cela, sont de jeunes éphèbes sortis de la classe bourgeoise qui font des journaux à l'intention de l'ouvrier, se mettent à sa disposition pour lui conférencier, et dont la plupart sollicitent ses suffrages, qui pour un siège municipal, qui pour une place au Palais-Bourbon. A part cela, ces braves gens n'ont rien à apprendre à l'ouvrier,

et le trouvent parfaitement capable de faire ses affaires lui-même.

L'ouvrier ne sait pas ce qu'il veut. Non, l'ouvrier ne sait pas où il va, sans cela il ne se laisserait pas exploiter, voler, pressurer, mener et opprimer comme il l'endure. Ce n'est que grâce à sa passivité à accepter les maux qui en découlent, et à l'aide qu'il lui fournit pour la défense des privilèges de ses maîtres, que se tient l'état social actuel.

Non, l'ouvrier ne sait pas ce qu'il doit faire, puisqu'il en est encore à écouter ceux qui l'endoctrinent, allant du radical qui lui promet des améliorations immédiates — ou à venir — sans rien changer à ce qui existe, au socialiste qui lui promet de tout changer — un jour ou l'autre — à condition de respecter actuellement ce qui est.

Et tous veulent lui faire la leçon qui viennent lui apporter des remèdes ! Et ceux qui se prétendent admirateurs de sa méthode ne sont pas les derniers à vouloir l'endoctriner.

Mais de ce que le travailleur — en général

— en est encore à la phase d'incertitude, cela ne veut pas dire qu'il ne soit pas capable de trouver un jour le chemin de son émancipation. Seulement ce n'est pas un moyen de le mettre dans ce chemin, que de s'extasier devant ses erreurs, de le louanger de son ignorance.

« Fais tes affaires toi-même. Ne charge personne de t'émanciper, ni de te préparer les transformations sociales qui doivent améliorer ton sort », c'est une leçon qui s'applique à tous, ouvriers ou non. Mais cela ne veut pas dire que tout est prêt pour les transformations désirées, que les cerveaux sont ouverts à la compréhension de ce qu'ils ont à faire.

C'est parce que très peu de ceux, ouvriers ou non, qui ont intérêt à changer l'état social présent, savent quelle marche suivre, se débattant au milieu des théories — et des « actions » aussi, ne l'oublions pas — les plus contradictoires, que les partisans les plus sincères de ces théories et de ces actions, luttent, parfois, autant les uns contre les autres que contre la société bourgeoise.

L'individu ne s'affranchira que par lui-même. C'est un fait, voilà ce que nous savons,

Comment? il n'en sait rien, voilà ce qu'il faut qu'il apprenne, et voilà ce qu'il faut lui dire, au lieu de lui dire qu'il en sait assez.

Et voilà pourquoi, à l'encontre des syndicalistes qui pensent avoir trouvé la véritable formule, il faut dire à l'ouvrier que le syndicat n'est pas le groupement parfait qui lui permettra de lutter contre l'exploitation, et lui ouvrira en même temps les portes de la société future.

Groupement de circonstances et de milieu, issu de l'évolution économique, selon l'idée qui anime ceux qui le composent, il sera une arme de combat contre le patronat, aussi bien qu'un groupement d'entente avec le capital; aussi bien un instrument d'oppression envers les travailleurs, qu'école d'éducation et d'affranchissement.

N'y a-t-il pas l'exemple des « Unions » anglaises et américaines? l'exemple des corporations qui, ayant commencé par être des groupements d'aide fraternelle entre compagnons du même métier, de garantie et de probité pour le public, finirent par devenir

une source de privilèges pour les maîtres, un obstacle au progrès.

Pour arriver à détruire l'oppression économique et politique qui nous opprime, il faut s'élever au-dessus de la question corporative.

Le syndicalisme n'est qu'un des côtés de la lutte — mettons si on veut le plus important — mais ne saurait avoir la prétention de résoudre à lui seul la question sociale. Il lui faudrait pour cela sortir de ses attributions. Et même, s'il veut ne pas être une entrave, se mettre à l'unisson de l'évolution, il lui faudra rejeter la fameuse formule que d'aucuns, dans leur enthousiasme, lancèrent à différentes reprises, « le syndicalisme se suffit à lui-même ».

Il se suffit si peu à lui-même qu'il a fallu que les notions de ce qu'il est, de ce qu'il doit être, de ce qu'il doit faire, lui vînt du dehors, et il faudra qu'il continue à se tenir au courant de ce qui se passe en dehors de lui, car tout groupement qui tend à s'isoler, se met en passe de régresser.

Le cerveau humain a trop de tendances à être unilatéral. Et lorsqu'il admet plusieurs idées à la fois, le plus souvent il les loge cha-

cune dans une case à part, sans leur offrir aucun moyen de communication. Et beaucoup, lorsqu'ils généralisent, c'est à la façon de cet Anglais qui, en débarquant à Calais, ayant vu une femme aux cheveux rouges, écrivit sur ses tablettes : « En France toutes les femmes ont les cheveux rouges ».

Il faut apprendre à juger, à comparer ; à comparer une idée par une autre, un fait par un autre. Démolir les cloisons étanches qui sont dans le cerveau de l'individu est une besogne à faire, tandis que la théorie du syndicalisme se suffisant à lui-même, tend à apprendre à raisonner comme l'Anglais de la légende.

Lorsqu'on a reproché aux anarchistes de ne savoir que rêver de l'état social de l'an 2000, on pense les avoir écrasés sous le ridicule. Et pour beaucoup ça prend.

J'ai crainte, cependant, que ce ne soient pas toujours les anarchistes qui soient perdus dans les brumes de la société future, et que nombre de ceux qui leur reprochent leur idéologie ne se perdent dans une autre idéologie qui, en leur faisant espérer certaines améliorations

de l'ordre actuel, sont encore plus décevantes que la société de l'an 2000.

Il faut avoir un idéal vers lequel doivent converger toutes les aspirations, tous les efforts de celui qui lutte. Il est utile de se faire une conception de ce but auquel on doit tendre, ce plan pouvant fournir des indications pour la lutte menée, mais à condition de tenir compte des possibilités présentes.

Pour moi, l'idéal pour le militant doit être, ce qu'est pour une municipalité le plan de la ville, sur lequel sont notés tous les embellissements projetés, les voies à percer, les masures à démolir. C'est à la réalisation de ce plan projeté que sont subordonnés les travaux entrepris, au fur et à mesure de leur possibilité.

Il est un autre danger, pour les syndicats, dont on a parlé : c'est celui du fonctionnariat dans leur sein. On a vu, en effet, des dirigeants de syndicats, des « meneurs », arriver à s'imposer si bien à leur groupement, que celui-ci les suivait dans toutes leurs évolutions, dont quelques-unes n'étaient pas très propres.

Mais je crois que, en ces cas, le mal provenait bien plus du « moutonisme » des syndiqués que du fonctionnariat. Que le titulaire tire avantage de sa fonction pour dominer ceux qui l'on mis à leur tête, évidemment, mais il n'y a été porté que parce que certaines qualités l'avaient déjà fait distinguer, et parce que ces qualités lui assuraient déjà une certaine autorité sur ses collègues.

Quoiqu'on en ait dit, je ne vois pas — si on veut qu'elles soient faites avec suite et continuité — le moyen d'éviter de se remettre sur certains de telle et telle besogne à accomplir, à moins d'en revenir aux petits groupements, où la besogne est réduite, où chacun est au courant, et peut l'accomplir.

Est-ce possible avec les conditions dans lesquelles on est appelé à lutter? Voilà ce que je ne me charge pas de résoudre.

En tous cas, il y a un moyen d'atténuer le danger. Que les fonctionnaires ne soient pas inamovibles, que l'on réduise la durée de leurs fonctions, que chaque participant au groupement ait davantage d'initiative, s'occupe plus activement des affaires du groupe. Si on n'arrive pas à empêcher à certains individus de

prendre sur les autres l'influence que des qualités d'activité, de savoir, assureront toujours à ceux qui les possèdent ; parfois, même de simple bagout et de savoir-faire, cette influence peut toujours être balancée par les mêmes qualités développées chez les coopérants, lorsque ceux qui possèdent cette influence veulent la mettre en œuvre pour leur profit.

XVIII

SOCIÉTÉ D'AUJOURD'HUI, SOCIÉTÉ DE DEMAIN

On ne crée rien de rien. — La société de demain fille d'aujourd'hui. — Une machine ne rend que ce à quoi elle est adaptée. — Adapter n'est pas réformer. — Les individus ne réalisent que ce dont ils sont convaincus. — Utilité de l'idéal. — Moyens de lutte, moyens temporaires. — Bons de travail. — Aggravation du système capitaliste. — Produire pour agioter. — La richesse de la production engendre la misère du producteur. — Amélioration n'est pas affranchissement. — Impossibilité d'une valeur d'échange. — La consommation obligatoire. — Les ricochets de la production et de la consommation. — Produire pour consommer.

« De la société actuelle on ne passera pas, d'un bond, à la société future », nous disent les partisans des réformes. Et la révolution

qui doit faire disparaître les derniers vestiges de l'exploitation et de l'oppression sera impuissante, par elle-même, à créer l'ordre de choses nouveau, auquel elle peut seulement aplanir la route. On ne refait pas une société de fond en comble, même par une révolution.

Des hommes qui iraient s'établir dans un pays vierge de toute trace humaine, où toute l'organisation sociale serait à reconstituer, y apporteraient, de par leur éducation, leurs habitudes, et leurs préjugés, des vestiges de l'organisation sociale qu'ils auraient quittée ; à plus forte raison, ces vestiges ne peuvent disparaître brusquement et totalement dans un état social qui ne fait qu'en continuer un autre.

Et ceux qui prétendent réaliser un état social meilleur en réformant les institutions actuelles, ont raison de nous dire qu'il faut, dès à présent, travailler à organiser les groupements qui doivent constituer la société de l'avenir ; car c'est dans l'état social présent que nous devons essayer de constituer la société future. Seulement lorsqu'ils ont plus ou moins bien adapté une machinette quelconque à l'ordre de choses actuel, leur tort est de croire que

c'est cette machinette qui va constituer l'ordre futur, ou bien, de tellement la subordonner à l'état présent qu'elle ne constitue qu'une entrave de plus à la réalisation de l'avenir.

L'ordre social étant mauvais, et vicié dans son essence, les institutions qui constituent son organisation étant faites au profit d'une classe de citoyens au détriment du reste de la population, c'est une erreur de croire que ces institutions pourront être meilleures soit en y mettant, pour les faire fonctionner, des hommes plus intègres, soit en les amendant pour en changer le fonctionnement.

Quoique les comparaisons ne soient pas toujours des raisons, je comparerai l'Etat et l'ordre social économique qu'il protège, à une machine, — car, ici, il y a mieux qu'une simple analogie, il y a identité. — A une machine construite pour faire du tissage, on aura beau y mettre un conducteur d'imprimerie, on ne lui fera pas produire de l'impression, mais seulement du tissage si celui que l'on aura mis pour la conduire arrive à en comprendre le mécanisme, et ne la détraque pas dans des essais de lui faire accomplir un travail pour lequel elle n'est pas adaptée.

L'appropriation du sol, de l'outillage, engendrant le salariat et l'exploitation, et l'Etat engendrant l'arbitraire, mettez-y les plus humanitaires des réformateurs, les hommes les plus probes, ils n'empêcheront les mauvais effets de ces institutions qu'en détruisant l'institution.

Par conséquent, pour être vraiment un pas vers l'avenir, toute réforme de l'Etat social actuel, tout groupement qui se constitue doit être la négation de ce qui existe, et non un essai d'amélioration.

Ainsi, par exemple, certains syndicalistes viennent nous dire que les syndicats seront le noyau des groupes corporatifs de l'organisation sociale future. Les coopérateurs, eux, proclament que ce sont les coopératives de production et de consommation qui sont toutes prêtes à se substituer aux industriels, fabricants et négociants capitalistes ; que c'est de leur sein que sortira la vie économique de la société de demain. Que par elles l'ouvrier acquerra les connaissances nécessaires à la gestion de toute entreprise, y faisant l'apprentissage de direction, devenant ainsi apte à se

passer de ceux qui le domine aujourd'hui par leur compétence.

Il n'y a pas jusqu'aux mutualistes qui n'aient la prétention de travailler à la réalisation de la cité idéale.

Or, les uns et les autres se trompent, en croyant qu'ils détiennent la solution de la question sociale, et que leurs seuls moyens suffiront à cette solution. Tout groupe destiné à faire concurrence, dans l'état social actuel, aux groupements capitalistes, ne peut lutter contre eux qu'avec leurs propres armes, sur leur propre terrain, contribuant ainsi à perpétuer quelques-unes de leurs erreurs, quelques-uns de leurs rouages. Ils peuvent bien combattre la manière de faire capitaliste, mais ce n'est qu'en l'imitant. Comment pourraient-ils former l'organisation sociale future, alors qu'ils ne peuvent être que la continuation de celle-ci ?

Comme les Hébreux errants dans le désert, ils peuvent bien, du haut de la montagne, découvrir la Terre Promise, mais ce ne seront pas eux qui y pénétreront.

Que les membres qui militent dans ces groupements y acquièrent des qualités qui peuvent

leur être utiles dans un autre état social, d'accord. Que la transformation que ces groupements font subir au système actuel facilite le passage à un groupement plus perfectionné, rien de mieux. Ce n'est que la pratique qui nous mettra sur la voie d'une forme de groupement appropriée à un nouvel état économique.

Etant donné qu'il nous est impossible de réaliser immédiatement, et en une seule étape, notre idéal — pour la bonne raison que ce sont les conditions dans lesquelles on se débat qui, seules, peuvent indiquer la solution, — force nous est bien de nous accommoder, aux maigres possibilités que nous apporte la lutte quotidienne, mais à condition que ce soit comme le gîte que l'on prend, la nuit, pendant un voyage, et qu'on laisse le lendemain pour continuer sa route, et que ces formes de groupement soient assez élastiques pour s'accommoder aux nécessités apportées par les transformations obtenues dans la lutte.

Certes, pour réaliser la réforme la plus inoffensive, il faut avoir foi en son efficacité, il faut être convaincu de son avantage réel sur le présent. Il faut que ces réformes aient lieu,

et pour qu'elles se réalisent il faut des gens qui croient en leur efficacité.

Mais ceux qui veulent concilier le passé, le présent, et le futur n'ont jamais manqué. Il sont légion. Et, leurs réformes une fois appliquées, ils deviennent les plus enragés conservateurs. Pour que l'on ne s'attarde pas à ces formes transitoires, pour combattre leur tendance à devenir définitives, barrant la route à de nouvelles transitions, il faut qu'il y ait les révolutionnaires, ceux qui sont convaincus de l'insuffisance des formes de transition, les chercheurs d'idéal, qui poussent les retardataires, et, au besoin, leur passent pardessus.

Comme nous l'avons vu au cours de ces pages, tous les moyens proposés et passés en revue, peuvent bien apporter une amélioration — anodine et temporaire — à la mauvaise organisation sociale existante, mais non la transformer.

Ainsi les syndicats, seul moyen légal de lutte que possèdent les ouvriers contre les exploiteurs, peuvent bien leur permettre d'obtenir

quelques améliorations dans les conditions de travail, une meilleure rémunération, mais ils doivent borner, ou tout au moins subordonner leur programme à ces palliatifs pour arriver à grouper le monde ouvrier qui, dans son apathie, néglige même ce moyen de lutte contre ses exploiteurs.

Aujourd'hui que, pour la plupart, les individus sont enfermés pour toute la vie dans la même branche d'industrie, le groupement corporatif est un groupement naturel ; mais dans l'avenir, lorsque l'individu pourra donner libre cours à ses aptitudes, qu'il ne sera plus spécialisé, qu'il pourra équilibrer le travail manuel et intellectuel, et varier ses travaux de façon à développer harmonieusement son cerveau et son corps, toute autres seront les formes de groupement dont il fera partie.

Moyen de lutte nécessité par l'antagonisme sur lequel est basé l'état social présent, le syndicat doit disparaître avec lui.

De même, les groupements de mutualité, basés sur la forme capitaliste, et d'épargne, parce que, en l'état présent, l'individu n'est jamais assuré du lendemain.

Ainsi que les coopératives qui, en l'état pré-

sent, ne peuvent se soustraire à la fatalité qui régit la production économique capitaliste : produire pour vendre, et non pour consommer.

Admettons l'impossible. Tous les travailleurs se sont formés en associations de production et de consommation. Ces associations ne se font pas concurrence entre elles — ce qui supposerait une mentalité communiste que l'on dénie pouvoir exister — elles se répartissent le marché. Elles peuvent vendre leurs produits à meilleur compte, sans diminuer les salaires. — Les bénéfices réalisés par la suppression des intermédiaires le permettant. — Cette baisse de prix des produits, avantage réel pour le consommateur est, par le fait, une augmentation de salaire puisque tout consommateur est doublé d'un producteur. Quel changement cela aura-t-il apporté aux travailleurs ?

Allons même plus loin, admettons que les socialistes sont au pouvoir, qu'ils ont aboli la monnaie, et l'ont remplacée par leurs fameux bons de travail qui, selon eux, doivent assu-

rer à tout travailleur le produit intégral de sa production.

Il faut savoir se payer de mots pour croire qu'il aura suffit de changer la matière dont est faite la monnaie, et de la baptiser « bon de travail » pour s'imaginer qu'on en aura changé le mécanisme.

Si, on aura apporté un changement, au lieu de fabriquer indépendamment l'un de l'autre, la monnaie d'un côté, les objets de consommation de l'autre, on les aura rendus beaucoup plus dépendants puisque, chaque heure de travail écoulée, chaque objet produit devra avoir pour effet de créer automatiquement son équivalent en la nouvelle monnaie; les inconvénients n'en seront pas amoindris, mais augmentés.

D'abord, il est faux qu'avec les bons de travail, le producteur obtiendra l'intégralité de sa production. Avec ce système tous les emplois inutiles ne seront pas supprimés. Le salaire du véritable producteur sera grevé de toutes les heures de travail exigées par la complication d'un système qui emprunte ses rouages à la société capitaliste.

De plus, le fait d'attribuer une valeur à un

objet de consommation, c'est perturber la production, car de ce fait, la production n'est plus faite en vue de la consommation, mais en vue de produire des valeurs d'échange, ce qui vicie les rapports de producteurs à consommateurs.

Et c'est le vice fondamental de l'organisation capitaliste où l'on produit, non pour satisfaire aux besoins de la consommation, mais pour réaliser des bénéfices.

Si un individu passe son existence à produire toujours la même queue de casserolle à des millions d'exemplaires, à faire glisser sous la machine à raboter ou à estamper des milliers et des milliers de pièces du même modèle, c'est pour que l'opération, à la fin de la journée, ou de la semaine, lui laisse dans les mains un certain nombre de pièces d'argent qui lui permettront d'acheter d'autres objets, que d'autres individus passent leur vie à fabriquer, pour avoir, eux aussi, quelques pièces d'argent, à l'aide desquelles ils se fourniront d'objets fabriqués par d'autres.

La machine que fabriquent les mécaniciens

d'un atelier, tant qu'elle n'est pas arrivée aux mains de ceux qui l'emploieront, n'est pas un outil, le blé que fait pousser le paysan, le bœuf, le mouton qu'engraisse l'éleveur, tant qu'ils ne sont pas arrivés sous la dent de ceux qui s'en rassasieront, ne sont pas des objets de consommation, — ce sont des valeurs d'échange qui, dans l'état social actuel, ne peuvent garder « toute leur valeur » que si leur trop grande abondance ne les déprécie pas trop sur le marché des transactions.

Et c'est pourquoi dans nos sociétés, dites civilisées, on voit des gens mourir de faim parce qu'il y a trop de comestibles en magasin, les paysans regretter une trop bonne récolte parce qu'ils auront de la peine à s'en débarrasser, ou à des conditions désavantageuses ; abondance nuisible aux producteurs, et dont les consommateurs ne bénéficient que pour une part à peine appréciable, tout le bénéfice restant aux mains des intermédiaires qui, eux, règlent la vente des produits sur le marché, de façon à être les maîtres de la cote.

Et, lorsqu'il s'agit de produits secondaires de l'alimentation, comme les fruits, par exemple, le paysan préfère les laisser pourrir sur pied,

le produit de la vente ne compensant pas les frais de cueillette, alors que le fruit, pour quantité de gens, dans les villes, reste un aliment de luxe.

Mais lorsque la surproduction sévit sur un produit dont la culture intéresse une partie notable de la population, celle de la vigne par exemple, et devient permanente, par suite de son expansion, cela prend le caractère d'une calamité, et engendre des soulèvements de population qui peuvent bien, momentanément, se solutionner à coups de fusil, mais qui, pour ceux qui veulent réfléchir, font bien constater la mauvaise organisation économique, puisque l'abondance d'un produit qui, si la société était organisée normalement, devrait faire la joie de tous, engendre la misère pour ceux qui le produisent.

Pour les produits de l'industrie si la crise n'atteint pas des proportions aussi violentes, car leur production se limite plus facilement, les mauvais effets en sont les mêmes. Crises, chômages, lorsque les produits deviennent trop abondants sur le marché, ou maintien artificiel des prix au détriment du consommateur par la restriction dans la production — d'où chô-

mages pour le véritable producteur : l'ouvrier.

Ce danger sera évité lorsque tous les groupes coopérateurs seront reliés ensemble, disent les coopérateurs — lorsque la production sera réglée par des commissions de statistique, selon les socialistes à « bon de travail ».

Evidemment, il est possible d'arriver à équilibrer plus normalement la production des produits de première nécessité. Notre état social présent est assez incohérent pour que l'on puisse trouver mieux sans grand effort. Mais une légère amélioration du sort matériel n'est pas l'affranchissement intégral. Ou, si l'on veut, la médiocrité pour tous n'est pas le but de l'humanité.

En maintenant une valeur d'échange, on maintient le salariat, on met des bornes à l'activité humaine, on pose des limites à l'affranchissement de l'individu.

Je ne parlerai que pour mémoire ; — car, si le mal est appréciable, il n'est pas le pire — de tout le fonctionnariat de contrôle et de comptabilité qu'entraînerait, cette organisation.

Le pis c'est que, en établissant une valeur

d'échange, on enlève du coup à l'individu la possibilité d'évoluer et de déployer ses aptitudes où bon lui semble. Cela suppose la mainmise par les corporations, ou l'Etat, sur le sol, l'outillage. Et alors, en effet, chaque objet produit s'incorpore d'une valeur représentée par un bon d'échange.

On aura pris une mesure, égale pour tous, pour établir la valeur des objets. Mais la faculté productrice des individus est variable. Une paire de chaussures pourra bien représenter cinq heures de travail pour l'un, mais pour tel autre n'en vaudra que trois. Différence inappréciable, peut-être, sur des petites quantités, mais qui devient formidable lorsqu'il s'agit du travail de dizaines de milliers d'individus, et s'accumule avec les années.

On prendra une moyenne ? Voilà une comptabilité déjà pas très commode.

Mais cette différence dans la production se retrouve dans la consommation. Il se produira ceci, c'est que des gens doués de beaucoup d'activité auront peu de besoins. Ils contribueront à remplir les magasins, mais non à les vider. Or, comme chaque produit emmagasiné ne peut en sortir que sur la présentation

de la valeur d'échange remise à celui qui l'a fabriqué, voilà bien des causes de perturbation dans le service des échanges. Restreindra-t-on la production lorsque les magasins s'encombreront, ou la valeur d'échange subira-t-elle des hausses et des baisses, selon l'état des marchés ? Ou bien établira-t-on la consommation « gratuite et obligatoire ? » Voilà bien de la besogne embrouillée pour les commissions de statistique.

D'autre part, le fait d'établir un salaire pour ceux qui produisent, c'est mettre une borne à la consommation de celui qui le reçoit. Il ne peut plus sortir de la limite que ce salaire lui impose. S'il fait augmenter ce salaire, les objets qu'il produit augmenteront d'autant, c'est une perte pour chaque consommateur, à moins qu'eux aussi, fassent augmenter leurs salaires. Il faudrait alors que ces diverses augmentations s'équilibrent bien, pour qu'il n'y eût personne d'avantagé au détriment des autres !

Pour qu'il y eût amélioration pour tout le monde il faudrait que le bénéfice fût dans une

amélioration des moyens de production ; mais alors la marge est bien étroite, et les améliorations ne sont pas continuelles ni indéfinies.

Bien entendu, notre régime politique qui, aux domestiques personnels, à toute l'armée d'intermédiaires, de financiers, de bureaucrates, d'agioteurs qu'exige le système économique, vient ajouter son cortège de larbins sociaux : juges, policiers, députés, soldats — et le prêtre, il n'y a pas si longtemps — est bien fait pour empirer la situation.

Chacun de ces parasites prélève sa part sur la paire de souliers que fabrique le cordonnier, sur le buffet que fabrique l'ébéniste, sur le blé que fait pousser le paysan. Les frais d'usure de l'outillage — qui est un capital — l'amortissement du capital, le loyer des locaux où s'abritent l'industrie, les magasins où s'empilent les produits, et on peut en conclure que, à la fin de la journée, ce n'est pas la valeur d'une journée de travail qu'empoche l'ouvrier, mais un cinquième ou un sixième de journée.

Mais ce n'est pas tout. Si tout l'argent qui a été donné pour fabriquer les produits revenait les acheter, le producteur n'en serait pas moins volé sur son travail, mais peut-

être arriverait-il à vivre passablement. Mais cela n'est pas. Une partie est absorbée par l'agiotage, une autre partie s'accumule en bénéfices qui, placés en actions prélèveront une part nouvelle sur le produit du travail, une autre sert à couvrir la plus-value que prennent certains produits, une partie du sol, de sorte que les souliers fabriqués par le cordonnier, les meubles par l'ébéniste restent en magasin, et voilà un arrêt qui se répercute sur les tanneurs, les éleveurs, les bûcherons, etc., etc., venant restreindre la production et, par ricochet, la consommation encore.

Tout cela, parce que l'on nous a dotés d'une valeur d'échange.

Tandis que tout change dans une société où l'effort de l'homme ne se mesure pas, où son activité n'a d'autres limites que le jeu régulier et bien équilibré de ses forces et facultés.

La terre et l'outillage à la libre disposition de chacun, pas de redevances à payer. Continuellement en relations les uns avec les autres, les groupes sont tenus au courant des besoins de la consommation sans comptabilité compliquée, sans avoir besoin de toute une ar-

mée d'écrivassiers qui peinent inutilement sur des colonnes de chiffres, s'abêtissant à la recherche de centimes oubliés dans une addition.

L'objet n'a d'autre valeur que celle qu'y attache celui qui le désire et alors la peine ne compte pas.

S'il y a abondance des produits naturels tout le monde en profite sans perturbation dans la comptabilité. Dans la production industrielle, quelque soit le ou les modes de groupement adoptés par les artisans de la société future, l'encombrement ne pourra avoir lieu car les individus ne fabriqueront plus pour « échanger » mais pour « consommer ».

XIX

DE LA SOCIÉTÉ PRÉSENTE A LA SOCIÉTÉ DE DEMAIN

Disparition du régime capitaliste et de ses institutions. — Individualisation du travail. — Ni spécialisation ni universalisation, équilibre. — Variété des formes d'activité de chaque individu. — Ebauche de la société future dans les groupements actuels. — Les réserves. — Causes de luttes, causes d'entente. — Ce que l'on nie pour la société future existe dans les relations sociales d'aujourd'hui. — Le besoin créera le groupement. — Nombreuses sont les formes d'action qui sollicitent l'initiative des individus. — Si les anarchistes ne sont pas nombreux, les idées anarchistes sourdent de toutes parts. — Les groupements pour l'action.

Donc, pour que l'individu acquière réellement la possibilité de satisfaire complètement tous ses besoins, de se développer intégrale-

ment, intellectuellement et physiquement, il faut, non seulement détruire le régime de bascule capitaliste, mais que le nouvel ordre social soit débarrassé de tous les mécanismes à l'aide desquels il se régit.

Plus de salaire, plus de valeur d'échange, mais une production et une consommation libres, limitées par les seuls besoins, et les impossibilités matérielles.

Ici, je vois se dresser l'objection des économistes, et des socialistes à « bons de travail », leurs continuateurs. Cela ne serait possible que si chaque individu était capable de travailler à la production de « tout » ce dont il a besoin, toute sa vie, mais alors, tout son temps se passerait à peiner, sans jamais trouver une heure de loisir. Vous voulez revenir aux temps primitifs où chacun était son propre chasseur, son propre armurier, cordonnier, tailleur, etc. Les besoins, à cette époque, étant des plus réduits permettaient cet individualisme outré, et cependant, l'individu *devait* avoir bien peu de loisirs, et son sort n'a rien de si enviable que nous voulions y retourner.

Il *devait*, cependant avoir quelques loisirs

tout de même, puisqu'il trouva le moyen de consacrer une partie de son temps à cultiver les beaux-arts, en ornant de sculptures les manches de ses armes et outils, d'orner de gravures les parois de rochers qu'il rencontrait, des cavernes qu'il habitait, d'enjoliver d'ornements les poteries qu'il fabriquait.

Et ce qu'il n'avait pas, nous avons, nous, à notre disposition, un outillage mécanique que les facultés imaginatives des inventeurs développent tous les jours, des forces motrices que nous dirigeons à volonté, augmentant à l'infini notre capacité de production.

D'autre part, il ne s'agit pas que chaque individu fabrique absolument chaque objet dont il aura besoin.

Il serait absurde de prétendre qu'il faut que l'individu apprenne les mille et une industries en lesquelles s'est fractionnée l'activité humaine ; mais il est tout aussi absurde de vouloir le spécialiser dans une seule. Il n'acquiert en célérité que ce qu'il perd en développement intégral.

Un individu ne peut pas faire tous les mé-

tiers, mais son activité peut, et doit, se donner libre cours en les sens les plus variés s'il veut être bien équilibré :

Il peut, simultanément, faire partie d'un groupe où l'on s'occupe de la fabrication de meubles, d'un autre où l'on fabrique des outils, d'un troisième d'agriculture, sans compter les groupes de travail intellectuel, sans autre limite que ses goûts, ses tendances, et la somme de forces qu'il a à dépenser.

Il peut également varier de goûts et d'occupations au cours de son existence. Les aptitudes tout en restant les mêmes peuvent varier d'application.

C'est cette variété d'aptitudes, cette diversité de groupements dont l'individu pourra faire partie qui lui donneront la facilité de se procurer ce qu'il ne pourra produire lui-même

Comment s'opèreront ces échanges, comment fonctionneront ces groupements, les prévisions que l'on peut faire là-dessus ne pourraient avoir qu'une valeur d'indication. Chacun peut s'en faire une conception particulière, et, fort probablement, c'est ce qui se produira ; pour les débuts tout au moins, il se

créera, autant de formes de relations qu'il y aura de façon de les envisager.

Laissons aux habitants de la cité future un peu de besogne à faire. En présence des difficultés et des ressources, ils sauront mieux que nous ce qu'ils auront à faire. Ce que l'on peut dire, c'est que ces groupements doivent être assez élastiques pour changer de façon d'opérer selon les circonstances, et que, s'ils ne veulent pas retrouver les inconvénients du système actuel, toute valeur d'échange doit disparaître dans leurs rapports.

Et ces groupements peuvent, dès aujourd'hui, nous donner une ébauche de ce qu'ils pourraient être lorsque la société sera débarrassée des entraves économiques et politiques.

Aujourd'hui, à part celui qui est assez riche pour se payer la satisfaction de faire fabriquer d'après ses modèles, nous sommes forcés de subir le mauvais goût du capitaliste, de nous contenter des modèles qui se prêtent le mieux à la fabrication à la grosse, et de subir la camelotte dont il inonde le marché.

Dès à présent, pour les meubles qui, garnissant votre intérieur, vous font une ambiance de beauté ou de laideur, selon ce qu'ils sont façonnés, pour une foule d'objets usuels qui font partie de la vie intime, il pourrait se former des groupes d'individus, de professions différentes, comme dessinateurs, serruriers, menuisiers, ébénistes, tapissiers qui s'entendraient pour travailler en commun — en dehors des heures de travail nécessaires pour gagner la vie — pour fabriquer des meubles pour chacun des associés, et à peu de frais. Un atelier collectif — pour le travail du bois, il existe des scieries qui exécutent à peu de frais d'après vos modèles — où l'on s'essaierait au travail en commun, par affinités, à la diversité du travail. Et on pourrait faire des choses artistiques, avec de la matière à bon marché.

Ce qui peut se faire pour des meubles peut se faire pour toutes sortes de choses. Ces groupes, lorsqu'ils ont satisfait aux besoins de leurs co-participants, peuvent entrer en relation avec des groupes ayant des activités différentes, ou mêler leurs activités pour se fournir ou échanger les produits de leur activité, et

voilà, pour moi, des bases posées pour les groupements de la société future.

Car, ici, les individus ne produisent plus pour commercer, directement ou indirectement ; c'est pour consommer qu'ils produisent. Il ne leur reste qu'à détruire l'entrave du salariat — chose faite dans leurs nouveaux rapports — qui pose des limites à la satisfaction de leurs besoins, et arrête leur développement.

Avec l'outillage mécanique qui existe, avec les forces motrices dont dispose l'homme, on peut, dès à présent, — il n'y a guère que quelques économistes attardés pour soutenir le contraire — produire, dans l'industrie, assez pour que tous aient en abondance ce qui est nécessaire aux besoins de la vie.

Cela est d'autant plus indéniable que ce qui fait la misère dans notre état social actuel c'est, nous l'avons vu, l'encombrement des produits — certes, ce qui est en magasin serait vite absorbé si chacun avait son nécessaire! Mais il ne faut pas oublier que, dans chaque corporation, les chômages sont pério-

diques, qu'il y a continuellement un nombre respectable d'ouvriers à la recherche de travail, et, malgré cela, les capitalistes sont tellement encombrés de leurs produits, que c'est à coups de canon qu'ils vont les imposer aux Malgaches et aux Marocains; forçer les nègres d'Afrique à accepter des culottes et des souliers dont ils n'ont que faire, de l'eau-de-vie qui les empoisonnera, en paiement du travail qu'on leur impose, des richesses qu'on leur extorque.

D'autre part l'organisation capitaliste est telle que, pour un individu qui fait un travail productif, il y en a bien cinq qui s'emploient à faire perdre le temps de celui qui travaille.

Quant à la production qui semble devoir se prêter moins facilement à une extension continue, l'agriculture, là encore on peut citer les terres qui ne sont pas mises en cultures parce que leur rendement immédiat ne « paierait » pas assez vite « l'argent » que coûterait leur mise en valeur.

Là, pis que dans l'industrie, les procédés de production sont retardataires, ne demandant qu'à être perfectionnés pour décupler la production. Et, malgré ces imperfections,

malgré le système capitaliste qui, par tous les moyens, pour vendre cher, cherche à limiter la production, il se produit des années exceptionnelles où l'abondance est une ruine pour le producteur.

La révolte du Midi ne pouvant vendre son vin parce que la production dépasse la consommation en est un exemple.

Et, par là, tombe l'objection de ceux qui veulent que le système communiste soit impossible par ce qu'il n'y a pas assez de produits pour tout le monde.

Mais sans valeur d'échange, nous dit-on, il y aura chicane entre les groupes et les individus, les uns voudront prendre beaucoup et donner peu ; on voudra consommer sans s'occuper de produire. Votre société marchera droit au gâchis, aux discussions, aux conflits.

On pourrait noter que l'établissement d'une valeur d'échange ne supprime pas ces conflits, mais, au contraire, entretient l'esprit qui les suscite.

D'autre part, on oublie que les nouveaux groupements doivent contribuer à changer

la mentalité de leurs participants, et, par l'exemple, de ceux qui les voient à l'œuvre.

La société de demain ne s'établira pas instantanément, comme par enchantement. Entre aujourd'hui et demain, il y aura bien des essais, bien des tâtonnements. Et combien de faillites pour un succès! Dans l'enchaînement des êtres, combien de formes disparues pour ne laisser place qu'au formes qui ont pu s'adapter.

Aujourd'hui, au milieu du désordre capitaliste; malgré l'organisation antagonique de la société; malgré toutes les incitations à la fraude, malgré toutes les fraudes qui se produisent, — qui ne peuvent se produire sans responsabilités pour les fraudeurs que grâce à la multiplicité des intermédiaires, — le commerce et les échanges ne peuvent subsister que par la confiance que les capitalistes sont obligés d'établir en leurs relations.

Est-il absurde de prétendre que les individus puissent atteindre un développement plus parfait, une initiative plus développée, une plus grande conscience de leur dignité; facilitant par leur développement mutuel l'harmonie des relations sociales! surtout lorsque, dans

ces relations, on a éliminé les causes de lutte, de tromperie et de spoliation.

Si, par impossible, il se trouvait des individus et groupes ayant conservé, d'un autre monde, des habitudes de tromperie dans leurs relations avec les autres groupes ou individus, je crois que ce serait surtout tant pis pour eux ; car ils se rendraient ainsi la vie très difficile ; ceux qu'ils auraient trompés n'étant pas embarrassés pour se créer des relations plus loyales, et isoler ceux qui useraient de la tromperie.

Si les individus pensaient tous de même, ils ne formeraient qu'un groupe, ou une même forme de groupement. Mais les façons de penser sont infinies, innombrables seront les groupements ayant chacun leur façon d'opérer.

Ce sera le besoin qui unira d'abord les individus, et la divergence d'idées qui les morcellera, mais les besoins les regrouperont à nouveau en des modes variés.

Dans l'œuvre de transformation sociale qui s'accomplit le tempérament des uns les entraîne vers la lutte, à la destruction des for-

mes sociales qui entravent le développement humain, d'autres sont attirés vers la réalisation d'un devenir meilleur — autre moyen de lutte. — Il y a place pour tous les efforts qui peuvent, parfois, s'aider l'un l'autre.

Tel voudrait voir résister davantage aux agissements policiers, mettre une digue aux envahissements de cette purulence qui menace de gagner l'état social.

Tel autre souffre ou a souffert davantage de l'action déprimante de l'enseignement distribué par l'Etat qui ne fait que des fonctionnaires, des valets, des êtres sans ressort, sans énergie, sans initiative! Que ceux qui sont d'accord qu'il faut instituer un enseignement plus rationnel se rassemblent et opposent le leur à celui de l'Etat.

On crie contre la guerre, on la trouve absurde, mauvaise, criminelle, que l'on se convainque bien que les récriminations qui ne se traduisent que par des phrases n'ont jamais rien empêché. Que l'on se groupe pour trouver la force nécessaire à contre-balancer celle de ses maîtres, et on pourra leur résister.

Tout ce qui tends à briser les entraves dont nous charge l'état social actuel, tout ce qui

doit enseigner l'entente et la solidarité aux individus, a sa place toute marquée dans la lutte qui se mène contre le capitalisme.

Je pourrais passer en revue chacune des réclamations qui se font jour dans l'état social. Peu, pour ne pas dire aucune, sont susceptibles de grouper la majorité des individus, mais chacune intéresse un nombre important d'êtres humains qui, par leur entente, leur action, peuvent modifier l'organisation sociale en ce qui les concerne. Que l'on abandonne donc le rêve de grouper une force unique, assez puissante pour modifier d'un seul coup, l'état social en son entier, mais que chacun s'organise pour porter la lutte sur des points définis, et l'on obtiendra le résultat désiré beaucoup plus rapidement.

Mais comment amener les individus à une cohésion si parfaite, alors que notre organisation sociale tend, au contraire, à les diviser, à émietter leurs efforts ?

En changeant leur mentalité.

C'est difficile, je l'avoue, mais ce n'est que comme cela que se sont opérés les change-

ments sociaux par lesquels a passé l'humanité.

Il faut que les individus ne croient plus aux promesses des assoiffés de pouvoir, qu'ils apprennent que les coups de force, bons, à certains moments, pour briser les résistances, n'ont aucune valeur pour édifier.

De même qu'ils ont appris que la « Providence » n'était qu'une conception de leur cerveau, il faut qu'ils apprennent que « République », « Collectivisme », « Communisme », « Révolution », « Anarchie » ne sont que des mots pour désigner certaines conceptions de leur imagination, certains actes de leur activité, mais n'ayant aucune activité propre, aucune influence sur la forme de groupement ou d'action qu'ils désignent. Que ces organisations, ces actes ne seront que ce que les fera l'évolution de ceux qui chercheront à les réaliser.

Qu'importe où s'attaque l'individu, pourvu que ce soit à une des institutions qui nous opprime, pourvu que ce soit pour apprendre à se passer d'elles.

Plus les individus développeront leur initiative, plus vite ils aideront à la transformation sociale. L'important est qu'ils comprennent une fois pour toutes que ce n'est pas en

restant chacun chez soi, même avec les idées les plus subversives, que l'on arrivera à renverser l'ordre social qui nous écrase, mais en le combattant toujours et sans cesse. L'individu isolé est écrasé par la puissance formidable du monstre. Mais lorsque tous ceux qui veulent sa disparition se sentiront les coudes, leur puissance sera irrésistible.

Cette façon d'opérer aurait un autre avantage, ce serait de créer cette unité d'action, cette coordination d'efforts que demandent ceux qui se lamentent sur la division qui existe parmi ceux qui veulent la disparition de l'état social actuel. Coordination que l'on croyait pouvoir atteindre en imposant un *credo* à ceux que l'on embrigadait — façon de procéder qui n'a jamais abouti qu'à des divisions et à une dispersion plus grande, poussée jusqu'à la rivalité et à l'antagonisme.

A l'heure actuelle, le nombre de ceux qu acceptent l'idée anarchiste dans toute son intégralité est, il ne faut pas se dissimuler, bien minime, si on le compare à la grande masse ignorante. Mais, d'autre part, si nous prenons

séparément chacune de nos conceptions, soit sur la société actuelle, soit sur celle que nous voulons réaliser, il n'en est pas une seule qui ne soit plus ou moins acceptée par nombre d'individus qui se défendent d'ailleurs d'anarchisme.

Quelle force puissante formeraient ceux qui ont compris toute l'horreur de la guerre, s'ils se groupaient et travaillaient à la disparition de ces deux fléaux : la Guerre, le Militarisme.

Et ici, je ne veux pas parler des bourgeois pacifistes qui veulent, ou plutôt qui « désirent » la disparition de la guerre, mais ont bien garde de ne rien toucher aux causes qui l'engendrent; mais de tous ceux qui, théoriquement, acceptent les véritables moyens de la faire disparaître, mais restent inertes.

Il n'y a pas que les anarchistes qui trouvent que l'instruction et l'éducation, telles qu'elles se donnent actuellement, sont fausses, antinaturelles, déprimant le cerveau, amoindrissant l'individualité. Qu'importe ce que peuvent penser sur d'autres points les individus qui s'associeraient pour organiser une éducation rationnelle, pourvu qu'ils fussent d'accord pour en éliminer tout dogme, toute idée pré-

conçue pour ne faire appel qu'à l'intelligence et à l'esprit critique de l'élève.

Je n'ai pas besoin de répéter ma liste, mais on voit ce qui pourrait se faire, si au lieu de vouloir grouper — ce qui est impossible — des gens pour qu'ils pensent absolument de même sur tout, ils se groupaient eux-mêmes sur des points particuliers, nettement définis.

Evidemment, en certains cas, même lorsque les individus se seront entendus sur un but commun, il pourra s'établir des divergences dans les moyens de le réaliser. Mais la seule divergence qui puisse empêcher de former bloc, ça sera de savoir si l'action du groupement s'exercera par la voie parlementaire, ou par « l'action directe ».

C'est là la divergence capitale qui, partout, donnera lieu à deux courants différents dans lesquels se fondront les autres divergences de détail.

Unir toutes les forces en un seul faisceau est une utopie que la vie ne tarde pas à démontrer irréalisable. Du reste il n'y a de force qu'en l'unité d'action. Tout ce que l'on peut demander aux individus, c'est de ne pas être sectaires, de ne pas s'imaginer qu'eux seuls

détiennent la vérité, et lorsque les divergences ne sont pas fondamentales, ne s'excluant pas l'une l'autre, de se prêter un mutuel appui, tout en travaillant dans la direction et sous la forme qui leur sont propres.

C'est ainsi que les individus apprendront à développer leur initiative et qu'il ne dépend que d'eux, que d'eux seuls, à réaliser ce qu'ils veulent, et que c'est le groupement — le groupement pour l'action — qui leur donnera la force qu'ils cherchent.

Une fois qu'ils auront appris la force du groupement et de la volonté, l'expérience leur enseignera les formes les plus propices.

Et les individus ayant appris, par la lutte, à se grouper selon leurs besoins, selon leurs aspirations; leurs groupes ayant appris à se mettre en relation pour se faciliter mutuellement la besogne, c'est de là que sortira la société future harmonique qui n'aura plus qu'à laisser se dissoudre les groupements de lutte une fois leur tâche accomplie, à fortifier et à développer ceux qui auront pour tâche de faciliter les rapports pour la production et la consommation.

XX

LA RÉVOLUTION

La révolution est inévitable. — C'est en résistant à leurs maîtres que les exploités prennent conscience de leurs droits. — C'est aussi en luttant que l'être d'aujourd'hui peut trouver les formes de groupement de demain. — Ce qui doit marquer la déchéance capitaliste. — Les privilégiés ne renoncent pas de bon gré à leurs privilèges. — Les réformes à l'état social présent ne font que le consolider. — Sera-ce la dernière révolution ? — Abolition de la propriété, et de la monnaie. — Les gouvernements n'ont d'autorité que ce qu'on leur en reconnaît. — La prise de possession. — L'exemple. — La révolution doit être internationale. — Place à l'initiative. — Le désordre est préférable à l'ordre imposé.

Pour être complet, ce volume devrait se terminer par un exposé de ce que devra être l'ac-

tion anarchiste en période révolutionnaire ; car, de la lecture des deux derniers chapitres, il ne faudrait pas déduire que je crois à la possibilité du passage, sans à-coups, de la société d'aujourd'hui à la société de demain. Ce que nous venons d'examiner, c'est la lutte que, dès à présent, doivent mener ceux qui veulent s'affranchir de la tyrannie d'une classe.

Mais cette lutte ne peut donner à ceux qui la mènent que des avantages restreints, en leur permettant — au milieu de l'organisation capitaliste — de résister aux exigences croissantes de leurs maîtres, elle ne peut les mener à l'affranchissement total, car elle ne touche pas aux bases mêmes de l'ordre capitaliste.

Elle peut, au surplus, donner aux individus conscience de leur force, conscience de leurs droits, en les exerçant à réclamer toujours mieux ; elle peut accumuler, dans l'état social présent, les causes de désorganisation qui doivent amener la débâcle finale.

Bien mieux, je crois que, dès à présent, les individus peuvent trouver les modes de groupement et en former des embryons qui n'au-

ront, plus tard, qu'à se développer et à évoluer, que ces formes peuvent, quelque temps, subsister à côté des institutions capitalistes, mais non pouvoir s'y substituer insensiblement.

Le dernier effort, la révolte suprême, qui doit balayer les obstacles à la libre évolution, rien — que le renoncement des exploiteurs — ne peut l'épargner. Au contraire, le développement, dans l'état présent, de groupements autonomes, ne fera que préciser l'état de lutte, et rendre le déchirement inévitable.

Ce qui doit marquer la fin du régime capitaliste, c'est la mise à la libre disposition de tous, de la terre, de l'habitation, selon les besoins de chacun, de la part d'outillage que chacun peut mettre en œuvre par lui-même, soit isolément, soit en groupe, sans que cela donne lieu à aucune indemnité envers les dépossédés.

La disparition des rentes, loyers, pensions, la suppression totale, absolue de la monnaie et de toute valeur d'échange, quelles que soient

les formes nouvelles sous lesquelles on voudrait les ressusciter.

L'affranchissement complet de l'individu ne s'obtiendra que cette besogne faite, et elle ne peut s'accomplir qu'en « forçant » la bourgeoisie à renoncer à ce qui assure son luxe et son oisiveté. Or, rien de tout ce que nous avons passé en revue, jusqu'ici, ne met en péril aucun des privilèges capitalistes. Cela restreint, sans doute un peu l'autorité morale que les patrons se sont plus à exercer jusqu'à présent, et que le sentiment d'être les maîtres, leur rend si chère, et si dur à renoncer, mais si on réussit à maintenir leur exploitation dans certaines limites, elle n'en reste pas moins tout aussi active, et assez forte, pour empêcher la réalisation du but poursuivi par chaque être : son émancipation complète.

Comme il est plus facile de fournir des mots que des arguments, les réformistes ont inventé, pour stigmatiser et ridiculiser les révolutionnaires, le vocable de « partisans de la méthode catastrophique » et, pour ceux qui n'ont jamais réfléchi par eux-mêmes — et ils

sont nombreux — cela semble un argument décisif : « il faut, en effet, être absolument toqué pour espérer améliorer l'état social par une série de cataclysmes ».

Seulement, comme nous ne sommes ni les premiers, ni les seuls à le constater, pour tous ceux qui ne se paient pas de mots, il reste avéré que, jamais on n'a vu les minorités privilégiées, vivant de l'oppression et de l'exploitation des masses, renoncer volontairement à ce qui assurait leur luxe et leur oisiveté.

Même la fameuse nuit du 4 août, loin d'en être un exemple, est bien la meilleure preuve de ce que j'avance, puisque, malgré cette comédie de renoncement, il n'en fallut pas moins user de la violence et de l'insurrection pour détruire les privilèges féodaux.

Ce n'est qu'au prix de longues et sanglantes luttes que les repus ont, jusqu'ici, cédé la place. Et la crapulerie de la bourgeoisie actuelle est une preuve qu'elle ne sera pas plus généreuse que ses devanciers.

Et si jusqu'ici une exploitation n'a cédé la

place qu'à une exploitation nouvelle qui, pour déposséder celle au pouvoir, se réclamait frauduleusement de l'affranchissement général, il appartient aux exploités d'aujourd'hui, plus avisés, de savoir se garer des « affranchisseurs ».

Toutes les concessions que pourront arracher les travailleurs, toutes les modifications au régime que consentiront les privilégiés ne seront consenties, que tant qu'elles n'entameront pas le régime. En lâchant un peu de la chaîne, les maîtres aident à perpétuer le système.

Toutes les améliorations que les travailleurs pourront, en cours de route, arracher à leurs exploiteurs, ne sont que des améliorations de détail qui, en réalité, ne les auront pas avancés d'un pas vers l'affranchissement intégral, modifié en rien le système qui les écrase.

Si donc, nous concluons à la force pour l'affranchissement définitif, ce n'est pas, « parce que partisans de la méthode catastrophique », mais parce que l'étude de l'évolution dans les sociétés, comme dans la nature, nous démontre

que, lorsque l'équilibre est rompu, cela entraîne des bouleversements inévitables pour que l'évolution puisse reprendre son cours normal.

Que les capitalistes acceptent la conséquence de l'évolution, les catastrophes leur seront épargnées. Croit-on que ceux qui cherchent leur émancipation se refuseraient de s'éviter les risques d'une lutte ? Croit-on que ce soit par pur amour des coups de fusil qu'ils se décideront à le prendre, l'occasion venue ?

Mais, puisque à leurs réclamations on oppose toujours une fin de non recevoir, puisque pour n'obtenir que des améliorations de détail, il leur faut toujours renoncer aux réclamations de fond qu'ils ont à formuler, puisque la conciliation n'est qu'une comédie pour ajourner indéfiniment la réalisation de leurs espoirs il faut bien que la force en décide.

Maintenant, une seule révolution suffira-t-elle pour assurer la libre marche de l'évolution humaine ? car, ce que veulent les anarchistes, ce n'est pas imposer un système de préférence à un autre, mais le droit, pour tous les êtres humains, d'évoluer selon leurs aspirations.

Faudra-t-il que, pour passer d'une étape à l'autre, les humains aient encore plus d'une fois recours à la violence pour pouvoir progresser ?

Qui pourrait le savoir ?

Si l'évolution préparatoire a pu se faire entièrement, si la révolution n'a pas été prématurée, si les individus qui l'accompliront sont bien convaincus que cette liberté, pour laquelle ils combattent, doit être égale pour tous, pour toutes les conceptions, sauf pour celles d'autorité, dont toutes les formes d'oppression devront être abolies, on aura enlevé tout motif de révolution.

Elle devra être renouvelée, tant que des groupes ou classes d'individus seront assez forts pour opposer des entraves à la libre évolution d'autres groupes.

Mais là n'est pas la question.

L'œuvre de chaque génération est de réaliser tout ce qu'elle est capable de concevoir. Plus elle accomplira elle-même, plus elle facilitera la besogne à la génération suivante.

Nous n'avons rien à espérer d'une vie supraterrestre; notre affranchissement ne peut venir ni de personne, ni du dehors, il ne sera

que le résultat de nos propres efforts, par conséquent, à nous d'arracher à nos maîtres la plus large part d'indépendance qu'il nous sera possible.

Et alors, dans cette révolution à venir, quelle devra être l'œuvre des révolutionnaires conscients ? Par quels actes, ceux qui auront compris que doivent disparaître jusqu'aux derniers vestiges de l'exploitation économique, et de l'oppression capitaliste, assureront-ils le succès de leur entreprise ?

Passer tout en revue, cela demanderait des développements qui dépasseraient les bornes d'un chapitre. C'est tout un autre volume que comporterait le sujet, et dont beaucoup de points, du reste, sont loin d'être éclaircis.

Ce qui sera à accomplir dans la prochaine révolution, pour que cette révolution puisse rendre tous les effets qu'on en attends, œuvre gigantesque qui s'ébauche à peine, et qui dépend beaucoup comment aura été menée l'action préparatoire que nous avons étudiée au cours de ce volume.

La Révolution n'étant que l'aboutissant lo-

gique de l'évolution qui l'aura préparée, elle ne pourra faire germer que la semence qui aura été préparée, progresser celle qui aura déjà « levé ».

Pendant longtemps, alors que je débutais dans la propagande, j'ai cru que, après avoir fait disparaître les archives, les actes notariés, le cadastre constituant l'état civil de la propriété, qu'après avoir bouleversé les bornes la délimitant, de façon à l'empêcher de se reconstituer, ou, tout au moins, ayant rendu cette reconstitution si difficile, qu'il serait impossible à un état social basé sur l'appropriation individuelle, de se rétablir, j'ai cru que l'œuvre la plus importante était d'empêcher la reconstitution d'un gouvernement, que le devoir des anarchistes était de se porter à l'Hôtel de Ville pour faire passer par la fenêtre toutes les commissions exécutives, tous les gouvernements provisoires qui tenteraient de s'y installer.

L'étude des révolutions passées me démontre que le gouvernement n'a que l'importance qu'on lui attribue; qu'il pourra bien légiférer,

décréter, ordonner, si les individus ont entrepris, chacun dans leur sphère, d'agir sérieusement par eux-mêmes, d'exécuter ce qu'ils auront décidé, et de passer outre aux défenses : ordres et décrets n'auront aucune valeur.

Inutile de se porter sur un centre pour y culbuter une douzaine de bonshommes qui se seront imaginé qu'ils avaient des aptitudes à régenter les autres. De l'action révolutionnaire dans chaque quartier, de façon à ce que la population y trouve des avantages immédiats, fera mieux pour détruire toute influence gouvernementale, qu'une défénestration qui pourrait entraîner les révolutionnaires à se battre entre eux.

La véritable œuvre révolutionnaire sera d'appeler les miséreux à s'installer dans les appartements laissés vacants par les bourgeois que la frousse aura portés à s'enfuir, et de mettre le feu dans les taudis qu'ils auront quittés.

Ça sera pour les ouvriers de s'emparer des ateliers et usines, et de s'y installer pour produire dans les conditions qu'ils auront décidées.

Ça sera de passer au feu de la purification les actions, titres de rente, monnaie fiduciaire sur lesquelles ils pourront mettre la main.

Ça sera encore — et c'est ici qu'interviendra l'influence des groupements autonomes, déjà constitués — de travailler à l'organisation de l'entente entre producteurs et consommateurs, de façon à assurer la bonne marche de la société en voie de gestation et d'où sera abolie la valeur d'échange.

Cela pourra être encore, pour ceux qui auront compris, de faire des chargements des machines agricoles en magasin, des engrais chimiques, et d'aller les répandre dans les campagnes, en démontrant aux paysans — s'ils n'y sont déjà préparés — les avantages de leur emploi en commun. Ce serait un pas fait vers la désindividualisation du travail agricole.

Si on y joint du mobilier, des ustensiles de ménage. et quantités d'objets dont regorgent les magasins des villes, ça serait la meilleure leçon de communisme que l'on puisse donner.

Multiples sont les actes décisifs à accomplir en temps de révolution, pour attirer à l'ordre

nouveau les hésitants et les ignorants, leur participation ayant de plus l'avantage de les empêcher de reculer, en cas d'un retour offensif de l'ordre capitaliste; car pour la révolution économique qui se prépare, il ne peut, bien entendu, être question d'une lutte de quelques jours, où le remplacement d'un gouvernement par un autre met fin à la lutte, en concentrant tout l'effort sur ce seul point.

L'action révolutionnaire devra se faire jour sur toute l'étendue du territoire du pays où elle aura pris naissance, déborder partout où il lui sera possible; partout où existera un noyau d'hommes conscients, devront s'accomplir les actes capables d'intéresser la masse des spoliés, de façon à ce qu'ils comprennent bien que, cette fois, il ne s'agit plus d'aller se faire casser la tête pour porter un nouveau groupe de farceurs au pinacle, mais que c'est enfin l'affranchissement des miséreux qui commence.

Sans oublier que ce n'est qu'en suscitant la révolte partout que l'on empêchera l'intervention des voisins, ce qui aurait lieu inévitablement si la révolution se localisait.

Ça sera à l'initiative de chaque groupe, de chaque individu d'accomplir là où il leur sera possible tout ce que leur suggérera de favorable, et de praticable, leur propre conception du nouvel ordre de choses à établir.

Et là-dessus, il me semble, ce sont les conditions de milieu et de circonstances, qui, surtout, devront inspirer aux révolutionnaires ce qu'ils auront à accomplir.

Tout ce que l'on peut dire d'avance c'est que l'initiative des individus ne devra jamais souffrir le veto d'aucun groupe, d'aucune personnalité, si estimée soit-elle, quels que gages elle ait donnés à la révolution.

Ceux qui, en tant que conducteurs, auront à assumer les responsabilités morales et matérielles des événements, peuvent se laisser influencer par des considérations qui, parfois, les entraînent à se mettre en travers de l'œuvre de la foule anonyme qui, elle, n'a cure ni des responsabilités matérielles, ni des responsabilités morales.

Si, souvent, la foule nous présente des spectacles qui n'ont rien de noble, ni de beau, parfois, par contre, elle seule a raison contre ceux qui prétendent la conduire. Aux révolutionnai-

res à savoir l'orienter vers ce qui est juste, vers ce qui est beau.

Ce qui est certain, c'est que tout obstacle doit être brisé, tout ce qui, selon ceux qui agiront, sera capable d'assurer le succès de la révolution en cours, devra être accompli par ceux qui l'auront décidé. Tant pis pour ceux qui tenteront de se mettre en travers. Il y a certaines besognes qui ne peuvent être accomplies que par la foule.

Sans doute, rien ne marchera d'après un plan préétabli ; sans doute, il y aura cahots, confusion et peut-être conflits entre révolutionnaires ? Qu'importe ! Cela se tassera par la suite. Il ne faut pas que l'ordre vienne d'en haut, d'une autorité matérielle ou morale, d'un pouvoir établi, de personnalités ayant la confiance de la foule ; ce n'est que la seule entente des groupes qui se constitueront qui a chance de durer. L'harmonie doit sortir de l'entente s'établissant au fur et à mesure que disparaîtront les causes de conflit ; que les individus comprennent que l'entente est préférable à la lutte, ils sauront se faire les concessions mutuelles, amortir ce que leurs prétentions pourraient avoir de trop absolu.

Dût-on traverser une période de gâchis, de luttes intestines, l'entente ne doit pas être imposée, autrement que par l'évidence des faits. C'est à ce prix que l'on pourra s'épargner la nécessité d'une révolution nouvelle.

Paris 1905 mai 1909.

TABLE DES MATIÈRES

Pages

I. — Réformes et Révolution

Les réformes, duperie électorale. — Dans le programme socialiste, les réformes se substituent à l'idée révolutionnaire. — Erreur de tactique des anarchistes. — La révolution n'est pas un but, mais un moyen. — Nécessité d'améliorations immédiates. — Le salariat empêche la libération de l'individu. — La classe-tampon. — La lutte de tous les jours rappelle aux anarchistes qu'il n'y a pas d'absolu. — La difficulté de garder la juste mesure. — Complexité de chaque problème. — La pierre de touche des idées. — Parlementarisme et action directe. — L'effet des réformes ne peut-être que temporaire 1

II. — Développements Divergents

Contradiction apparente entre le développement moral et les faits. — Le Sultan-Rouge et le Tzar-Pendeur. — Les guerres coloniales. — Progrès apparents de l'Etat et du Parlementarisme dans l'ordre des faits. — Leur déchéance dans l'évolution de l'idée. — L'individu prisonnier du milieu économiqne. — Evolution de la morale. —

Pages.

Puissance des préjugés. — La Révolution-fétiche. — De la théorie à la pratique. — Ce sont les victimes de l'Etat qui font sa puissance. — La liberté agit, ne se décrète pas. — C'est l'individu seul qui peut se libérer. — Multiplicité des groupements d'action. — Décentralisation. — Initiative 16

III. — La force et le droit

La loi n'est que la raison du plus fort. — La lutte pour le pouvoir. — Légalité, masque de la force. — L'Etat ne peut agir qu'en vue de sauvegarder ce qui existe. — L'ouvrier qui réclame ne peut-etre qu'un perturbateur. — La force de l'argent. — Les grèves à coup d'argent. — L'arme des ouvriers. — L'inextensibilité des réformes dans l'état social actuel. — Cette inextensibilité justifie l'intransigeance ouvrière. — C'est toujours à ceux qui n'ont rien qu'on rogne la part. — La foi au pouvoir tutélaire s'éteint. 39

IV. — Les exigences des ouvriers

La société actuelle est unanimement reconnue mauvaise. — C'est sur les réformes à faire que l'on n'est plus d'accord. — Le droit de défense pour ce qui existe. — Et les droits de ceux qui sont sacrifiés par ce qui existe ? — La société n'est pas une entité. — Les droits antagoniques. — La société actuelle est l'organisation de l'exploitation des uns par les autres. — Se méfier des conciliateurs. — La violence n'est pas toujours brutale. — Le droit des grévistes à vider l'atelier. — La révolte c'est l'affirmation d'un droit nouveau. — Chacun son tour à se faire entendre. — Primitivement les droits n'allaient pas sans devoirs. — Au cours de l'évolution, les uns ont gardé tous les droits et rejeté les devoirs

Pages.

sur ceux qu'ils asservissaient. — C'est aux spoliés à modérer leurs réclamations. — On n'obtient que ce que l'on sait prendre. — Mais quelqu'un troubla la fete.... 52

V. — Ou sont les simplistes ?

Un travail de Pénélope. — Les catégoriseurs d'idéals. — Vous êtes orfèvre M. Josse ? — Chacun voit avec sa lorgnette. — Est réalisable ce que veulent réaliser les individus. — Gouverner c'est défendre ce qui existe. — Des réformes qui ne « réforment » pas. — Propager un idéal c'est travailler à sa réalisation. — Il faut détruire le salariat. — La loi ne protège que ceux qui savent se protéger eux-mêmes. — Le but-guide. — Inconciliabilité entre travail et capital. — Ceux qui n'ont rien ne sont pas intéressés à la défense de ce qui existe. — Le mensonge Patrie. — Le mensonge juridique. — Le problème est posé 75

VI. — L'impot sur le revenu.
Les retraites ouvrières

Les bourgeois se prétendent les défenseurs de la justice absolue. — Chacun doit payer selon ses ressources. — Ce sont les bourgeois qui tirent le plus d'avantages de l'ordre social. — La valeur d'une pièce de cent sous. — L'Impôt indirect, moyen d'écorcher sans faire crier. — En définitive c'est celui qui travaille qui paie pour tous. — Les lois de « protection ouvrière ». — L'arbitrage obligatoire. — Un nouvel impôt. — Une escroquerie financière. — La danse des milliards. — Un leurre.. 90

VII. — La journée de huit heures
Défense des salaires

Les réclamations ouvrières admises par tous... en

Page .

principe et à condition que les ouvriers méritent leur réalisation par leur soumission. — Les exagérations forcées des prôneurs de système. — Les réclamations ouvrières ne prendront fin que lorsque chacun sera son propre patron. — Chacun a droit au développement qu'il peut atteindre. — Les réclamations ne cesseront qu'avec les abus qui les suscitent. . . 115

VIII. — Le Mutualisme

La racine du mal. — Mauvais effet de l'établissement d'une valeur d'échange. — Guildes et corporations. — S'adapter n'est pas révolutionner. — Tendance à « Unilatéraliser ». — Les « petits profits ». — Mensonges des panacées. — « L'aide mutuelle » basée sur la disparition des « mutualistes ». — La pratique du « mutualisme engendre la concurrence. — Mensonges des systèmes. — Le moyen vaut surtout par ce que valent ceux qui le mettent en œuvre. — Si le présent ne peut être sacrifié à l'avenir, il ne peut avoir de valeur qu'en en tenant compte. 130

IX. — Le Coopératisme

Illusions sur le coopératisme. — Echecs des coopératives de production. — Ouvriers. — Patrons. — Coopératives de consommation. — Les théoriciens. — Le bluff. — Tout se tient dans la société. — On produit pour agioter, non pour consommer. — La loi des salaires. — Le recrutement des associés. — Le mirage. — On ne lutte, sur son terrain, contre le capital qu'en lui empruntant ses moyens. — La société composée de coopératives ne serait pas changée. — Les coopératives anglaises. — Les coopérateurs-exploiteurs. — On n'apprends pas à se libérer du mercantilisme en le pratiquant. — Bien compris le coopératisme peut affranchir individuellement quelques-uns, mais

Pages.

ne peut devenir un moyen d'affranchissement général. — Il faut détruire la propriété. 145

X. — Le Mensonge électoral

Le joug de l'heure présente. — De répercussion en répercussion une amélioration de salaire en annihile une autre. — Il n'y a de réformes que celles que les peuples savent imposer. — Un souverain qui n'a que le droit d'abdiquer. — L'Utopie du meilleur gouvernement. — Le bon gouvernement est celui qui n'existe pas. — La loi est prohibitive par essence. — Changements du gouvernement, continuité de l'oppression et de l'exploitation. — La loi n'affranchit que celui qui possède. — Le socialisme politicien. — Les lois « ouvrières ». — Elles ne sont appliquées qu'autant que les intéressés savent les faire respecter. — Même quand elle veut être favorable à l'ouvrier, la loi a un côté funeste pour lui. — Pour détruire l'autorité, il ne faut pas l'exercer. — Les députés doivent légiférer sur ce qu'ils ne connaissent pas. — L'abstention ne peut faire le jeu des réactionnaires. — La lutte est économique. — L'individu ne se libérera que par son propre effort. — La codification d'une réforme est son arrêt de développement 163

XI. — La conquête des pouvoirs publics

La conquête des Municipalités. — Théorie et pratique. — La faillite de la conquête des Municipalités. — L'arrivée au pouvoir est l'abandon du programme révolutionnaire. — Socialisme d'opposition, socialisme de gouvernement. — La pratique du pouvoir. — Quelques exemples. — Briseurs d'énergies. — La peur des responsabilités. — Le gouvernement est pour défendre ce qui existe. — Conquis par le pouvoir. — Les

Pages.

réformes valables exigent la lutte. — La liberté du travail! — Questions d'opportunité 185

XII. — Action directe et parlementarisme

Il n'y a pas d'absolu. — L'état présent l'emporte toujours sur l'état à venir. — Le parlementarisme change les questions de place. — Les mensonges parlementaires. — La révolution est l'affirmation de l'évolution. — La loi ne donne que ce que l'on sait prendre et défendre. — La loi égale pour tous ne peut être qu'oppressive. — La liberté est dans la diversité. — Les intéressés seuls sont aptes à trouver la solution qui leur convient. — L'action directe est éducative. — Comme quoi la loi donne naissance à des formes nouvelles d'exploitation. — La loi sur les retraites est une fumisterie. — Tout conciliateur est un ennemi pour le travailleur 202

XIII. — Le Syndicalisme

Les débuts de l'anarchisme. — Syndicalisme selon la conception socialiste. — L'individualisme et le syndicalisme. — Le syndicat groupement naturel. — Le syndicat groupement de défense dans l'état social actuel. — Il faut savoir vers quoi l'on marche. — Le syndicalisme, moyen de révolution, a sa place à côté des autres, il ne peut les suppléer. — Diversité des groupements de lutte. — Les besoins déterminent les groupements. — La division du travail. — Le travail agréable. — Le choix des activités. — Le syndicat doit disparaître avec l'état social qui l'a engendré. — Le mot engendrant la doctrine. — Influences réciproques. — Déviation des théories lorsqu'on veut les pousser à l'absolu. — Chacun son dada 216

Pages.

XIV. — Les grèves, grève générale

L'ouvrier ne peut résister au patron que par la cohésion. — La vie au jour le jour. — L'apprentissage de la volonté. — Un danger. — La lutte contre les préjugés. — La grève générale peut engendrer les revendications d'ordre général et devenir éducatrice. — Le triomphe des grèves n'est qu'un armistice. — De la grève générale à la révolution. — Un autre aspect de la grève générale 242

XV. — La solidarité dans la lutte ouvrière

Dualisme entre la façon de penser et celle d'agir. — Faiblesse du sentiment de solidarité sociale. — L'individualisme n'exclut pas la solidarité. — Erreur du corporatisme. — Solidarisme de phrases. — Individualisme solidariste. — Il faut développer le sentiment de solidarité sociale. — Moins récriminer, mieux se sentir les coudes. — Syndicats jaunes factices. — La faim tueuse d'énergies. — Le groupement pour résister. — La foi aux sauveurs. — Inertie. — La grève-éducatrice. — Le sabotage. — Intéresser le public aux réclamations des grévistes. — Si ceux qui souffrent voulaient!... — La besogne des syndicats 256

XVI. — La leçon de l'écureuil

Le danger des réformes. — Augmentation du coût de la vie. — C'est la faute au syndicat. — Le manque d'initiative. — Ligues d'acheteurs. — Le capital se rattrape toujours. — La loi des salaires. — Le salariat c'est l'esclavage. — Ce qui est réalisable et ce qui ne l'est pas. — Le syndicalisme ne se suffit pas à lui-même. — Les intérêts immédiats font perdre de vue les intérêts

Pages

moins proches. — Fausse logique. — Chacun son point de vue. — Il n'y a pas que des intérêts corporatifs dans la société 271

XVII. — Meneurs et Idéologues

Deux « bêtes noires ». — Chacun son rôle. Tout effort n'est pas perdu. — Moyens pratiques des gens pratiques. — Théorie et action. — Où finit l'une? où commence l'autre? — Nouveaux airs, vieille chanson. — Les bons apôtres. — C'est l'ignorance des opprimés qui fait la force des oppresseurs. — L'individu ne doit attendre son affranchissement que de lui-même, mais il a à apprendre comment. — Arme à double tranchant. — Démolissons les murailles de Chine. — Les cases-étanches. — Points de repère dans la brume. — Le fonctionnarisme syndical. — Si chacun mettait la main a la pâte! 286

XVIII. — Société d'aujourd'hui.
Société de demain

On ne crée rien de rien. — La société de demain fille d'aujourd'hui. — Une machine ne rend que ce à quoi elle est adaptée. — Adapter n'est pas réformer. — Des individus ne réalisent que ce dont ils sont convaincus. — Utilité de l'idéal. — Moyens de lutte, moyens temporaires. — Bons de travail. — Aggravation du système capitaliste. — Produire pour agioter. — La richesse de la production engendre la misère du producteur. — Amélioration n'est pas affranchissement. — Impossibilité d'une valeur d'échange. — La consommation obligatoire. — Les ricochets de la production et de la consommation. — Produire pour consommer 302

Pages.

XIX — De la société présente
a la société de demain

Disparition du régime capitaliste et de ses institutions. — Individualisation du travail. — Ni spécialisation ni universalisation, équilibre. — Variété des formes d'activité de chaque individu. — Ebauche de la société future dans les groupements actuels. — Les réserves. — Causes de luttes, causes d'entente. — Ce que l'on nie pour la société future existe dans les relations sociales d'aujourd'hui. — Le besoin créera le groupement. — Nombreuses sont les formes d'action qui sollicitent l'initiative des individus. — Si les anarchistes ne sont pas nombreux, les idées anarchistes sourdent de toutes parts. — Les groupements pour l'action 321

XX. — La révolution

La révolution est inévitable. — C'est en résistant à leurs maitres que les exploités prennent conscience de leurs droits. — C'est aussi en luttant que l'être d'aujourd'hui peut trouver les formes de groupement de demain. — Ce qui doit marquer la déchéance capitaliste. — Les privilégiés ne renoncent pas de bon gré à leurs privilèges. — Les réformes à l'état social présent, ne font que le consolider. — Sera-ce la dernière révolution ? — Abolition de la propriété, et de la monnaie. — Les gouvernements n'ont d'autorité que ce qu'on leur en reconnait. — La prise de possession. — L'exemple. — La révolution doit être internationale. — Place à l'initiative. — Le désordre est préférable à l'ordre imposé 339

Imprimerie Générale de Châtillon-sur-Seine. — A. Pichat.

UNIVERSITY OF MICHIGAN
3 9015 04309 9285

A LA MÊME LIBRAIRIE

BIBLIOTHÈQUE SOCIOLOGIQUE

CHARLES ALBERT. *L'Amour Libre.* Un vol. in-18, 4e éd. 3 50

BAKOUNINE. *Œuvres.* Fédéralisme, Socialisme et Antithéologisme. Lettres sur le patriotisme. Dieu et l'Etat. Un vol. in-18, 4e éd. . . . 3 50

— *Œuvres.* Tome II. Les Ours de Berne et l'Ours de Saint-Pétersbourg. Lettres à un Français sur la crise actuelle. L'Empire knouto-germanique et la Révolution sociale. Avec notice biographique, avant-propos et notes par JAMES GUILLAUME. Un fort vol. in-18. . . . . 3 50

— *Œuvres.* Tome III. L'Empire knouto-germanique (2e livraison). Appendice, etc. Avec avant-propos, avertissements et notes par JAMES GUILLAUME. Un volume in-18. . . . . 3 50

J.-W. BIENSTOCK. *Tolstoï et les Doukhobors.* Faits historiques réunis et traduits du russe. Un vol. in-16. 3 50

CH. CORNELISSEN. — *En marche vers la Société nouvelle.* Un vol. in-18 . . . . . 3 50

GEORGES DARIEN. *Biribi,* armée d'Afrique. Roman. Un vol. in-18, 7e éd. 3 50

LUCIEN DESCAVES. *Sonnes.* Nouvelles. Un vol. in-18, 2e éd. . . . 3 50

DU BOIS-DESAULLE. *Sous la cagoule.* Notes d'un soldat. Un vol. in-18, 2e éd 3 50

SÉBASTIEN FAURE. *La Douleur universelle.* Philosophie libertaire. Préface d'Emile Gautier. Un vol. in-18, 3e édition. 3 50

GUGLIELMO FERRERO. *Le militarisme et la Société moderne.* Traduction de M. Nino Samaja. Un vol. in-18 . . . . . 3 50

JEAN GRAVE. *L'Anarchie.* Son but. Ses moyens. Un vol. in-18, 3e éd. 3 50

— *La Grande Famille,* roman militaire. Un vol. in-18, 2e éd. 3 50

— *L'Individu et la Société.* Un vol. in-18, 2e éd 3 50

— *La Société future.* Un vol. in-18, 7e éd. 3 50

— *La Société mourante et l'anarchie.* Préface par M. Octave Mirbeau. Un vol. in-18. . . . . 3 50

A. HAMON. *Psychologie de l'Anarchiste-Socialiste.* Un vol. in-18, 2e éd. 3 50

— *Psychologie du militaire professionnel.* Un volume in-18 . . . . . 3 50

— *Le Socialisme et le Congrès de Londres.* Un vol. in-18, 2e éd . . 3 50

G. CHATTERTON-HILL. — *La physiologie morale.* Un vol. in-18 . 3 50

PIERRE KROPOTKINE. *L'Anarchie.* Sa philosophie. Son idéal. Une brochure in-18, 3e éd. . . . . 1 »

— *La Conquête du pain.* Préface d'Elisée Reclus. Un vol. in-18, 7e éd. . 3 50

LÉOPOLD LACOUR. *Humanisme Intégral.* Le duel des sexes. La cité future. Un vol. in-18, 2e éd 3 50

JOHN-HENRY MACKAY. *Les Anarchistes,* mœurs de la fin du XIXe siècle, roman. Traduction de L. de Hessem. Un vol. in-18 . . . 3 50

CHARLES MALATO. *De la Commune à l'anarchie.* Un vol. in-18, 2e éd. 3 50

— *L'Homme nouveau.* Une brochure in-18. . . . . 1 »

— *Les Joyeusetés de l'exil.* Un vol. 2e éd. 3 50

— *Philosophie de l'anarchie.* Un vol. in-18, 2e éd 3 50

TARRIDA DEL MARMOL. *Les Inquisiteurs d'Espagne.* Montjuich. — Cuba. — Philippines. Un volume in-18 avec préface de Ch. Malato, 2e éd. 3 50

LOUISE MICHEL. *La Commune.* Un vol. in-18. 2e éd 3 50

DOMELA NIEUWENHUIS. *Le Socialisme en danger.* Préface d'Elisée Reclus. Un vol. in-18. . . . . 3 50

UN PROSCRIT. *L'Inévitable révolution.* Un vol. in-16, 2e édition . . 3 50

ELISÉE RECLUS. *L'évolution, la révolution et l'Idéal anarchique.* Un vol. in-18, 5e édit. 3 50

JOSÉ RIZAL. *Au pays des moines* (Noli me Tangere), roman. Traduction de H. Lucas et R. Sempau. Un vol. in-18. 2e éd. 3 50

JACQUES SAUTAREL. *Philosophie du déterminisme.* Réflexions sociales. Un vol. in-18 . . . . . 3 50

ADHEMAR SCHWITZGUEBEL. *Quelques écrits.* Préface de JAMES GUILLAUME. Une forte brochure in-18. Prix 1 50

MAX STIRNER. *L'unique et sa propriété.* Traduction de R. L. Reclaire. Un vol. in-18 . . . . . 3 50

LAURENT TAILHADE. *Discours civiques.* Hérésie, au 14 juillet. — Le Jubilé, au 14 juillet. Un vol. in-16 orné d'un portrait de l'auteur, par M. F. Vallotton. 2e édition 3 50

Cte LÉON TOLSTOÏ. *Les Rayons de l'aube.* Traduction de J.-W. Bienstock. Un vol. in-16. 4e éd. . . 3 50

— *Paroles d'un homme libre.* Traduction de J.-W. Bienstock. Un vol. in-16, 4e éd. 3 50

Imprimerie Générale de Châtillon-sur-Seine. — A. PICHAT.